

AGORA

REVUE LIBERTAIRE BIMESTRIELLE / N° 13 / HIVER 82 / 12 F.

**EN FINIR AVEC
L'ENFERMEMENT**



• *palestine-israël* • *il court le graffiti* • *le putsch d'Alger*

AGORA S'AFFICHE

Le calendrier central de ce numéro est en vente au prix unitaire de 5 F (à partir de 10 exemplaires : 3 F pièce), frais de port compris. Versements à : AGORA, CCP 3.716.17.Y Toulouse.



AGORA

revue libertaire
Périodicité : bimestrielle
Directeur de publication : Solon Amoros
Dépôt légal : 3^e trimestre 1982
Commission paritaire : 62 601
I.S.S.N. : 0245 3630
Imprimerie : "Sacco" - 44 chemin de Catala - 31100 Toulouse. Tél. 49.32.01
Façonnage : "M.D.P." - 10 bis, rue des Teinturiers - 31300 Toulouse
Composition : "Caractères" - 16 impasse Bérou - 31200 Toulouse. Tél. 23.96.75
Equipe de rédaction : Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Tony Alvarez, Solon Amoros, Violette Marcos.
Rédaction et administration : AGORA, BP 1214, 31037 Toulouse Cédex

Prix du numéro : 12 F.
Abonnement : 5 numéros, 55 F.
Abonnement de soutien : 100 F et plus
Diffusion militante : 5 exemplaires, 55 F.
10 exemplaires, 100 F.

Pour tout versement :
AGORA, CCP 3 716 17 Y Toulouse.

Ont été mis à contribution pour ce numéro : Amoros Solon, Alvarez Tony, Ariso Claude, Auvray Michel, David Andros, Azam Geneviève, Bisou Fruité, Foisnon, Guillon Claude, Julie Desgranges, Le Bonniac Yves, Favreud Hervé, Marcos Violette, Seguin Hélène, Vadillo-Aurtenexte Xavier, Marcos Juanito, Greenpeace, Comunidad et les copains et copines de l'Atelier de façonnage M.D.P., de l'imprimerie Sacco et de la coopérative Caractères.

CE N'EST PAS PARCE QU'ON EST LIBERTAIRES QU'ON N'A PAS BESOIN D'ARGENT !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom

Prénom

Adresse

Abonnements :

5 numéros : 55 F.
Par avion : 85 F.
Etranger, TOM-DOM 65 F.
Soutien 100 F et plus.

A retourner à AGORA
B.P. 1214
31037 TOULOUSE-CEDEX
C.C.P. 3-716-17-Y Toulouse



DU CÔTÉ DES PRINCIPES

• AGORA est une revue libertaire indépendante de toute organisation. L'équipe de rédaction, composée d'individus ayant par ailleurs leurs propres engagements, n'est pas un groupe réuni sur une stratégie politique. En conséquence, les articles expriment la position de leurs auteurs. Etrangers au sectarisme, nous les publions, non parce que nous nous reconnaissons dans ces positions, mais parce qu'elles nous paraissent intéressantes à diffuser.

« Ils chantent tous ensemble mais chacun chante son propre chant. Ils sont maîtres de la nuit et chacun s'y veut maître de soi. » (Pierre Clastres).

dans ce numéro

HEXAGONE

- 6. Droite : le syndrome des camionneurs.
- 8. Coral : vivre avec les différences.
- 13. Armée : la gauche en armes.

SANS FRONTIERES

- 14. Pologne : entre l'uniforme et le complet veston.
- 16. Euskadi : Leimoiz, échec au nucléaire.
- 18. Tiers-Monde : la faillite, nous voici !
- 20. Tutti frutti.

CASE LIBRE

- 21. Greenpeace.

AGORA S'AFFICHE

- 22. Calendrier 1983.

REPERES

- 24. Palestine-Israel : D'une guerre à l'autre.
- 25. Redéploiement en Méditerranée.
- 26. Israël : des fissures sans précédent.
- 28. Pays arabes et Palestine.
- 31. Des palestiniens sous l'occupation.

ARGUMENTS

- 33. Paroles : il court le graffiti !
- 36. Urbanisme : quand rêvent les enfants.

KIOSQUE

- 38. Il pleut des livres.

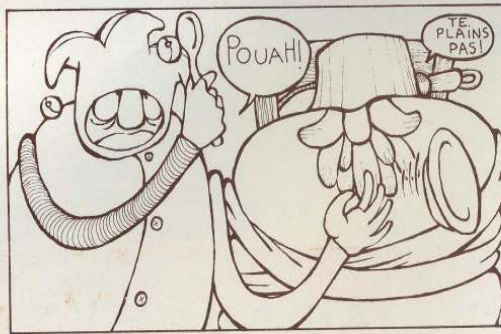
NOTRE MEMOIRE

- 40. Le putsch d'Alger.

NOIR C'EST NOIR

- 43. Faut tout vous dire.

LA ZIZ... ..



Le bloc-notes de bisou fruité

Du pessimisme primaire

Même les cadavres meurent un jour. Brejnev est aujourd'hui juste un peu plus mort que d'habitude. "La Sibérie est grande et Andropov est désormais son prophète". Du travail en perspective pour les photographes officiels : c'est pas si souvent dans ces contrées. Flash sur la bête.

Le même jour, Pablo, ami maçon d'à côté, se cassait la gueule de son échafaudage. Avant ça, il était, lui, des plus vivants. Je peux en témoigner, le café du coin aussi, et les porteurs de pancartes toulousains également. Mais, y'a pas eu de photographes. Non, y'a pas eu. D'ailleurs, il aurait pas aimé, "me cago en Dios !".

Son seul portrait jauni dans un album de famille aux pages cornées. Il a une arme dans les mains, un sourire aux lèvres et le paysage d'Aragon le serre dans ses bras. Ce sourire et ce paysage, ça fait aujourd'hui comme une injustice supplémentaire.

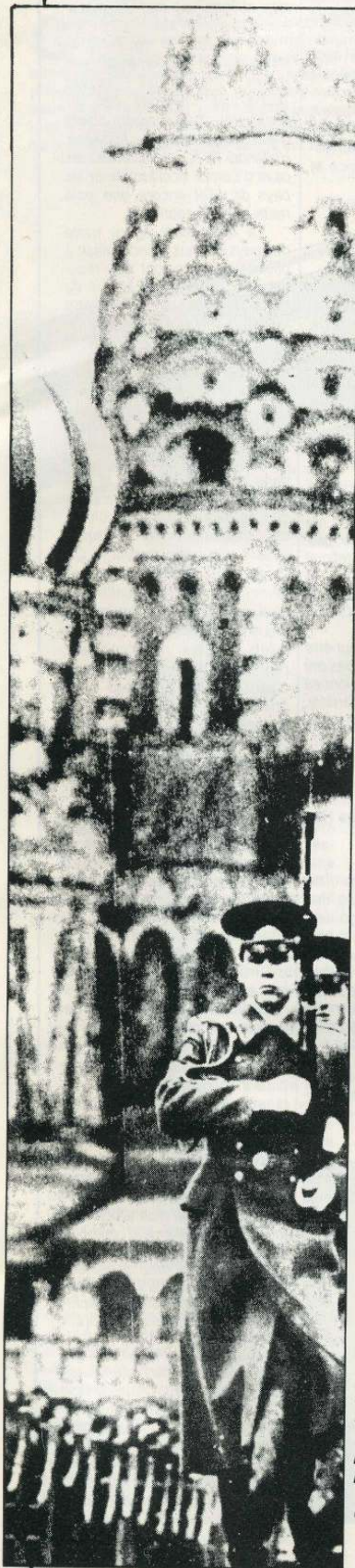
Les journaux ont parlé de Brejnev et n'ont pas dit un mot de Pablo. A croire qu'il leur faisait peur. A croire que tous les Pablos du monde leur font peur.

Quand il était jeune, Pablo, Brejnev perçait déjà sous Staline. Et l'Histoire est entré en scène : Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, Afghanistan... Brejnev, petit père des peuples étouffés.

Maintenant, les optimistes parient sur le libéral Andropov, patron du KGB. Les optimistes ça parierait vraiment sur n'importe quoi : sur les bienfaits du "socialisme irréal" même.

Le pessimisme primaire a un côté positif : il met le doigt dans la plaie, la bavure, l'erreur. En plein dedans, là où ça fait le plus mal. Le "socialisme réel", parlons-en, c'est rire et pleurer. Si tu me crois pas, demande aux polonais d'aujourd'hui ou aux Pablos de 36.

Pablo ? Pablo, merde ! Je hais les échafaudages !



PARLEZ-MOI DE NOUS

ET LES LIBERTAIRES LA-DEDANS ?

Je viens de recevoir le dernier numéro d'Agora. Je pense qu'à l'heure actuelle, sur le plan national et même international, Agora représente pratiquement la perfection par sa présentation et son graphisme. Bravo, continuez dans ce sens !

Sur le contenu, deux réflexions toutefois (elles sont complémentaires) :

En lisant le dernier numéro, on n'a pas du tout l'impression de lire une revue libertaire (mis à part l'article sur la révolution mexicaine).

Les articles internationaux n'échappent pas à cette réalité (Nicaragua, Pologne, l'Allemagne des "verts"). Il existe pourtant, en Allemagne, des groupes anarchistes qui luttent et agissent (reconstruction de l'ex-FAUD).

Pourtant, sur la scène internationale, le mouvement libertaire est présent et les sujets d'articles ne manquent pas. Par exemple : où en est l'U.S.I. en Italie ? Les initiatives des G.I.A., la répression policière contre le mouvement libertaire italien. En Espagne : les luttes menées par le CNT, les Athénées libertaires...

D'ailleurs, dans les premiers numéros, Agora abordait ces thèmes et on avait tout à fait l'impression de lire une revue anarchiste.

Je crois que si Agora veut vivre longtemps et accroître son audience (le passage au mensuel est une bonne chose), vous devez retrouver dans ses pages votre spécificité de libertaires dans le contenu des articles. Il ne faut surtout pas tomber dans le piège de la revue fourre-tout, se faisant l'écho de toutes les luttes populaires.

Gilles (07).

EN PASSANT

Je voulais vous faire part de mon plaisir à lire Agora.

A propos de la mensualisation éventuelle, je pensais que rester bimestriel et conserver une importante part internationale pourrait se révéler judicieux. Vu la période de recul de la lutte économique et social du prolétariat, je pense que nous avons besoin de connaître l'évolution internationale de la restructuration capitaliste pour saisir les enjeux réels des options locales du capital.

Enfin, bon. Je disais ça comme ça, en passant.

Courage et tous mes souhaits de continuité.

Gérard (45).

CONFIANCE !

AGORA mensuel ? C'est un signe de vitalité dont on ne peut que se réjouir. Je vous fais confiance ! Je signale qu'un dépôt-vente d'AGORA a été ouvert à la Librairie du Monde en Marche, rue St-Georges à Rennes. Que les intéressé(e)s n'hésitent pas à se procurer les exemplaires disponibles, le stock augmentera si besoin. Il n'y a pas de petit soutien !

Didier (35).

BRÈVES

Vous pouvez compter sur notre soutien, à Lille, pour Agora à parution mensuelle. Nous considérons que le développement du mouvement libertaire en France va de pair avec la diffusion croissante de notre presse et Agora est sans doute une des publications libertaires les plus attrayantes et ouvertes.

Jean-Claude (59).

Je tente, dans le cadre inhospitalier de nos plaines betteravières, de trouver quelques abonnés supplémentaires à Agora.

Mon avis sur Agora : revue excellente, le meilleur journal du mouvement avec CPCA, dont le rôle bien sûr est différent. Mais n'y aurait-il pas une façon ou une autre de réunir les forces et les talents de gens qui, je pense, ne doivent pas être très éloignés ?

Gilles (60).

« Plus d'informations si possible sur le mouvement aujourd'hui : en France et ailleurs, anarchisme et mouvance libertaire ».

Michel (Anthony, 92).

Je l'ai déjà dit, je ne suis pas le seul : Agora est, avec IRL, au niveau hexagonal, le seul canard libertaire lisible parce qu'agréable à lire, de la première à la dernière page. Alors, si en plus, Agora passe mensuel, le pied !!! Du coup, malgré mon nouveau "statut" (celui de chômeur), je n'hésite pas à m'abonner pour 20 numéros ; un peu de fric d'avance cela ne peut pas vous faire de mal.

Pascal (35).

Je trouve Agora très bien faite techniquement : maquette, mise en page, dessins... et son contenu est également très satisfaisant. Des analyses et des infos qu'on ne trouve nulle part ailleurs ou alors bien tronquées.

Le passage au mensuel peut être une bonne chose s'il est amené avec prudence. A mon sens il faudrait alors développer, étoffer, un peu la rubrique "Economie" par des articles et analyses sur la situation en France et en Europe.

Philippe (46).

LE VIDE DU QUOTIDIEN

Ayant appris, un peu par hasard, l'existence d'Agora et ayant pu l'avoir entre les mains, je dois tout d'abord vous adresser mes félicitations pour la qualité formelle de la revue qui est superbe, mais surtout pour l'intérêt des articles d'actualité et historiques (ce sont ceux que je préfère), ainsi que pour la pertinence des analyses.

En effet, le vide du quotidien et la démobilité (du moins dans le milieu dans lequel je me trouve) font apparaître la profonde nécessité d'un outil tel que votre revue ; c'est pourquoi je joins à la présente un chèque de 100 F correspondant à l'abonnement de soutien.

Par ailleurs, il serait peut-être intéressant, si le sujet n'a pas été développé dans vos colonnes auparavant, de faire un article, ou mieux un dossier, sur les conceptions et la pratique anarchiste et libertaire de l'éducation des enfants. C'est, du moins, un sujet qui m'intéresserait beaucoup.

Jean-Pierre (75).

TIERS-MONDE

Voici quelques remarques sur Agora et les réactions des lecteurs, remarques très générales et faciles aussi : il est très facile de faire la critique d'un journal de l'extérieur (il faudrait tel ou tel type d'articles... comme si cela pouvait se faire comme cela, d'un coup de baguette magique). Je pense que pour établir une critique d'Agora il faut situer cette revue dans le contexte des autres revues anarchis-

tes. Quelle est la spécificité d'Agora, son rôle ?

Un point très positif : Agora est indépendante de toute orga, donc une revue idéologiquement plus ouverte, où tout dogmatisme est a-priori absent.

Au niveau de la rubrique internationale (importante), elle traite bien les sujets "classiques" abordés par ailleurs très fréquemment dans d'autres revues anars : Espagne, Hollande, RFA... globalement les pays d'Europe occidentale et les pays de l'Est encore que cela reste très anecdotique.

La façon dont Agora traite des pays du Tiers-Monde laisse à désirer, certains sont très mauvais (cf. article sur le Maroc du n° 8). Je pense que c'est avant tout lié au fait que c'est un sujet que la presse anarchiste (et le Mouvement dans son ensemble) ne comprend pas ou mal pour des raisons idéologiques avant tout (ce domaine ayant été délaissé pendant des années à d'autres : marxistes-léninistes en particulier). Comment aborder dans un journal libertaire la problématique du Tiers-Monde alors que le Mouvement Anarchiste est totalement (ou presque) absent de ces pays-là ? On tombe très rapidement dans une démarche que je qualifierais d'ethnologique... D'autres revues anars ont préféré se taire sur ces sujets qu'elles ne dominaient pas ; Agora ne l'a pas fait, bravo, c'est courageux, même si c'est pour raconter des conneries ou des généralités. Le faire, c'est positif, cela permet de voir les lacunes du Mouvement, donc d'en parler... en attendant d'y remédier.

Il y aurait encore beaucoup de choses à dire, mais je préfère me limiter à deux points : 1) la périodicité d'Agora ; 2) Agora doit devenir une revue un peu plus théorique (référence à la lettre de Patrick (49)).

Concernant le premier point, Agora veut devenir mensuel c'est bien, mais n'y perdra-t-elle pas en qualité (articles baciés en dernière minute faute de temps, coût plus élevé) ?

Le deuxième point : je ne pense pas qu'Agora doit être plus théorique, laissons cela à d'autres qui par ailleurs le font très mal : il serait dommage de les imiter. Mieux qu'une revue théorique, elle pourrait devenir un lieu de débats et d'échanges de pratiques de luttes. Par exemple, à l'occasion d'un article sur le mouvement alternatif berlinois, parler de l'expérience des "squatts" du 19^e arrondissement à Paris. Je pense qu'il est important de faire des liens entre plusieurs types de luttes ou de pratiques sociales.

D'autre part, il serait à la fois plus agréable et plus intéressant que le rédacteur d'un article s'implique davantage, dise ce qu'il pense (sans impliquer pour autant toute l'équipe du journal, bien entendu), qu'il quitte son rôle "d'observateur objectif", qu'il soit moins anecdotique, moins "extérieur" à ce qu'il décrit.

Jean-Louis (92).



AGORA : VERS LE MENSUEL

C'EST parti ! Avril 83 : AGORA mensuel. Tel était l'objectif fixé dans notre précédent numéro. Pour l'instant, l'écho rencontré par cet enjeu est des plus positifs : courrier multiplié, développement des abonnements, démarrage encourageant de la souscription. Est-ce à dire que c'est gagné ? Loin de là. Si le mouvement fléchissait dans les mois qui viennent, tout serait remis en cause. De nombreux lecteurs ont répondu immédiatement à la campagne de diffusion. D'autres, plus sceptiques ou échaudés par des expériences précédentes malheureuses, ont attendu de voir. C'est à ceux-là que nous disons : les deux mois qui viennent vous appartiennent. C'est de vous, et de vous seuls, qu'il dépend que notre implantation se poursuive, s'amplifie, qu'existe enfin AGORA. Pour cela, pas de miracle : il faut faire connaître la revue, recueillir des abonnements, assurer un meilleur réseau de diffusion, multiplier les points de vente, souscrire au local pour AGORA mensuel. C'est maintenant que nous avons besoin de vous !

BORDEAUX
AGORA RENCONTRE SES LECTEURS
le samedi 8 janvier à 15 h
Librairie L'En-Dehors
46, rue du Mirail, Bordeaux

agora

PARIS EN RÉUNION

LE 22 octobre à Paris, AGORA rencontrait quelques-uns de ses lecteurs. Nous avons été environ une quarantaine à débattre des perspectives de la revue. Débat qui s'est déroulé avec cette absence de sectarisme qui nous tient tant à cœur, mais où il a été nécessaire de repréciser les objectifs d'AGORA : revue libertaire indépendante, essayant de produire une information sérieuse, agréable à lire, et tentant d'inscrire la parole anti-autoritaire dans la réalité des années 80. Certes, nombreux sont ceux qui nous demandent d'être encore plus : lieu de rencontre, de réflexion collective, et pourquoi pas, de regroupement du mouvement. Cela, nous le répétons, n'est pas dans nos perspectives. C'est au-dessus de nos forces et certainement même de nos compétences. Ce que nous voulons, avant tout, c'est mettre sur pied une publication à grande audience, avec une qualité qui en permette la diffusion à tous les milieux. Une publication qui corresponde enfin à la période que nous vivons, qui renoue avec le politique dans sa multiplicité et en dehors des slogans vieillissants et des schémas caducs. Quand ces objectifs là seront atteints, il sera peut-être temps, pour le mouvement, de se poser d'autres problèmes, tels ceux soulevés par la réunion parisienne. Pour l'heure, il s'agit de faire sortir notre discours de son ghetto, de lui faire rencontrer des milliers de gens. Ce n'est déjà pas si simple, mais c'est en tout cas possible. A nous, tous ensemble, de le prouver.



UN BON DÉPART !

UN local pour AGORA mensuel : un espoir et une nécessité. Nécessité d'un outil de travail conséquent pour un mensuel libertaire en plein développement. Espoir que notre envie de l'aider à grandir soit partagée par nos lecteurs. Deux millions de centimes à recueillir d'ici le mois d'avril, c'est possible. En témoignent les premiers résultats de cette souscription. Merci à tous ceux qui ont commencé à verser. Merci aussi à ceux qui sont venus donner les premiers coups de pinceau à notre local. Pour les autres, rien n'est perdu. Noël est là et la souscription continue. Il nous faut ensemble, gagner ce pari.

Envoyez vos chèques à la revue, CCP 3 716 17 Y TOULOUSE, mention "un local pour Agora".

SOUSCRIPTION LOCAL :

Peirats, Capestang (55) ; Thibaudin, Toulouse (30) ; Beaujouan, Rennes (5) ; Thebault, Cahors (155) ; Viguié, Cugnaux (55) ; Torrent, Toulouse (100) ; Plageoles, Castelnau (55) ; Charlin, Mions (55) ; Deret, Toulouse (30) ; Geneviève, Toulouse (300) ; XB 24 (60) ; Mahe, Concarneau (5) ; Verdier, Toulouse (30) ; Téléphoniste (32,70) ; Laveix, Bordeaux (150) ; Los Sastres (60) ; Izrine, Toulouse (4) ; Adil, Rochefort (15) ; Blachier, Meudon (5) ; Galy, Toulouse (155) ; Julliard, Bourgoin (30) ; Vida, Toulouse (120) ; Tribu Cronstadt (1000) ; Desoindre, Paris (60) ; Ismael, Toulouse (60) ; Taurines, Lavaur (90) ; Marcos, Toulouse (60) ; Bisou Fruité (100) ; Colombet, Annecy (55) ; Cipriano, Toulouse (55) ; Divers, Lyon (105) ; Chanteurs de Clastres (800) ; Beaufort, Vocance (15) ; Bernard et Agnès, Toulouse (200) ; Galamel, Nanterre (100) ; D'Andrea, Toulouse (55) ; Deladerrière, Cahors (75) ; Lacaze, Paris (55) ; Fef, Toulouse (30) ; Alteirac, Aix (155) ; Jean R., Toulouse (30) ; Laffargue, Toulouse (100) ; Frohard, Villeurbanne (15) ; Deroux, Quimper (55) ; Floreal, Toulouse (10) ; Batut, Toulouse (30) ; Tanneau, Le Mans (20) ; Guegan, Bobigny (55) ; Agora mon trésor (1000) ; India, Toulouse (30) ; Tatle, Toulouse (120) ; Vida, Toulouse (100) ; Thierry, Toulouse (10) ; Auvray, Toulouse (60) ; Capel, Oise (30) ; Nepper, Guadeloupe (5) ; Jef, Lannemezan (30) ; Seymaeve, Toulouse (30) ; Dédé, Toulouse (60) ; Nekkach, Toulouse (60) ; Casale, Toulouse (60) ; Lemoine Val d'Oise (60) ; Huguette, Paris (90) ; Henry, Val d'Oise (30) ; Sophie, Paris (30).

TOTAL ENTREES : 6696,70 F.

DROITE

LE SYNDROME DES CAMIONNEURS



« Opération surprise » du Syndicat national de la petite et moyenne industrie (SNPMI) à la Bourse de Paris, le 6 juillet.

COMME les mannequins d'une collection de mode, toutes les catégories sociales de la droite ont voulu monter sur le podium de l'actualité. Tout y est passé, une vraie bousculade de rentrée. De là à agiter le spectre d'un renouveau fasciste, il y a quand même loin...

LA puissante FNSEA, précédemment très liée au pouvoir giscardien, a fait défiler, dès le mois de mars, quelque 100 000 paysans à Paris. Les défenseurs de l'école privée leur ont emboîté le pas aux appels de Mgr Lustiger. Le CID a monté l'opération « ville morte-rideaux baissés » à l'occasion du voyage de Mitterrand en Midi-Pyrénées. La police s'est agitée. Les professions libérales et les petits patrons ont, enfin à leur tour, battu le pavé de la capitale.

Les lourdes et grosses organisations traditionnelles se sont vues aiguillonner par une minuscule, mais très active, droite professionnelle qui vole de succès en succès. Un sondage (CIDES-Opinion/La Vie Française, septembre) vient confirmer ce glissement : 71 % des patrons s'estiment mal défendus par leurs organisations professionnelles. Il se passe chez eux, un phéno-

mène inverse à celui qui prévaut chez les travailleurs. Les états-majors syndicaux ouvriers tapent parfois sur la table sans que la base fasse signe de s'énerver. Paradoxalement, le CNPF qui avait choisi la voie modérée (vu les cadeaux offerts par le gouvernement) se voit obligé à hausser le ton sous la pression des petits chefs d'entreprise.

La droite se cherche où la gauche se perd

LA stratégie du pouvoir visant à déstabiliser le front patronal en reconnaissant de petites organisations, s'est révélé être une réelle stupidité. Cela n'a fait que mettre le vent en poupe à cette droite professionnelle, et patronale, tel le SNPMI dont la hargne talonne la lourde CGPME et l'entraîne sur le terrain des surenchères.

La droite politique n'a pas, à l'heure actuelle, de projet social et économique. Elle en est réduite à tenter une opération de rassemblement des « déçus du socialisme » et il est vrai que ceux-ci ne manquent pas. La tactique élaborée par le Club de l'Horloge est simple : s'attaquer aux socialistes sur leur propre terrain, le social. Ainsi, le mouvement du petit patronat, de la réaction, et des professions libérales, vient, pour la droite, à point nommé en lui permettant d'envisager de se reconstituer quelques troupes. De plus, ce mouvement coïncide avec le « discours-catastrophe » de l'opposition qui avait pris pour cible les classes moyennes françaises. Mais, n'ayant pas de projet spécifique, la droite est obligée de s'en tenir aux revendications exprimées par les couches qu'elle veut toucher. Sa seule chance réside dans l'espoir d'unifier toutes ces corporations sous un seul mot d'ordre :

Oui la démocratie à Paris

LE CRI DES SILENCIEUX

FINI LES VACHES A LAIT

16 h

13 SEPTEMBRE 1982

211. AV. JEAN-JAURES
PORTE DE PANTIN
PARIS 19



LES FAUVES SE REVOLTENT

FORCES ACTIVES

NE RESTEZ PAS PASSIVES

POUR LA LIBERTÉ DU TRAVAIL,

POUR QUE L'EFFORT NE SOIT PAS PENALISE,

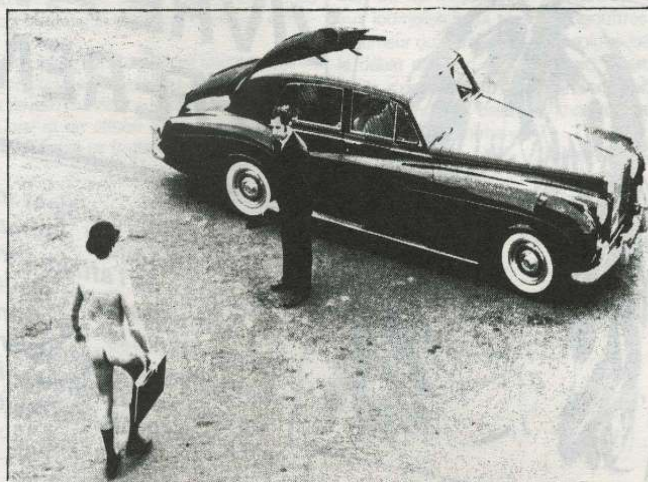
16 h. Gérard DEUIL, Président National S.N.P.M.I. et du R.N.P.I.-C.D.

17 h. Les Forces Vives - P.M.I. - Cadres Dirigeants - Artisans
Commerçants - Professions Libérales s'expriment
par la voix de hautes personnalités socioprofessionnelles.

20 h. "la marche du silence"
sous la lumière des torches enflammées.

Syndicat National P.M.I.

63, avenue de Villiers - 75017 PARIS tel.: 16 (1) 766.01.28



Les mandarins chahutent le socialisme

SI les petits patrons craignent pour leurs profits, les professions libérales tremblent pour leur statut social. Elles regroupent 450 000 personnes et 1 million d'employés. Toute cette galaxie professionnelle (des géomètres aux notaires, en passant par les avocats) se sent investie d'une sainte mission : sauver la France de l'étatisation. En clair, conserver ses privilèges et défendre son idéologie réactionnaire comme en témoignent les protestations des mandarins médicaux contre la suppression du Conseil de l'Ordre des médecins (né sous Pétain) et contre la disparition du secteur privé dans les hôpitaux publics.

Autour de l'UNAPL (Union des professions libérales) de Jacques Beaupère se cristallisent ces revendications, avec en accompagnement, les surenchères de la très réactionnaire "solidarité médicale", officine du RPR animée par Bernard Debré, le fils de l'homme-à-l'entonnoir.

Enfin, derniers à intégrer ce chahut d'automne : les artisans. Ils représentent 10 % de la population active, ont créé au cours des dix dernières années, quelque 200 000 emplois et totalisent un chiffre d'affaires de près de 400 milliards. Avec leurs 800 000 entreprises et leurs 2 millions de salariés, ils restent imprégnés de cette mauvaise conscience qui les a vu passer des rangs de la classe ouvrière au rôle de "relais industriel possible".

Jouant sur le registre idéologique de l'extrême-droite (anti-capitalisme et anti-marxisme, corporatisme et anti-étatisme, apolitisme et irrationnel), l'amalgame est-il possible entre toutes ces catégories ?

Le syndrome des camionneurs

CERTAINS le croient et n'hésitent pas à parler du "syndrome des camionneurs", en rappelant la fin de la

"démocratie chilienne assassinée en septembre 73 par les coups conjugués des classes moyennes en révolte, d'une presse véhiculant de fausses informations et de l'armée, le tout manipulé par les Etats-Unis".

Il est vrai que la gauche au pouvoir a gaspillé bien des atouts qu'elle avait en main. D'abord en décevant socialement les travailleurs et en démobilisant politiquement toute l'extrême-gauche autogestionnaire. Ensuite, en mettant l'économie aux postes de commande. La crise a entraîné le fait que ce n'est plus le politique (projet de société) qui est au cœur des débats, mais bien l'économique : c'est donc en gestionnaire qu'est jugé le pouvoir. Enfin, les classes moyennes de gauche (qui auraient dû constituer un des piliers essentiels du pouvoir) sont désarticulées par l'absence de modèle international et heurtées de plein fouet par deux notions nouvelles très présentes et en plein développement : la critique du "camp socialiste" et l'humanisme apolitique.

C'est donc contre un pouvoir isolé, que la droite professionnelle s'insurge. Mais, malgré ses efforts, la droite politique, elle, aura du mal à se servir de ce mouvement. Non seulement parce qu'il regroupe des intérêts divergents selon les corporations, ni parce que l'opposition manque de projet global, mais surtout parce que cette frange "contestataire" est des plus étroites. Les travailleurs indépendants et les agriculteurs sont un bien faible appui dans un pays urbanisé et salarié à 80 %. Le RPR ne s'y est d'ailleurs pas trompé en essayant de redynamiser sa présence dans les entreprises à travers l'AOP (Action ouvrière et professionnelle).

Encore aujourd'hui, tout projet politique, toute stratégie sociale doivent prendre en compte un paramètre fondamental : la classe ouvrière, en France, reste incontournable.

Tony ALVAREZ

"Pas touche aux privilèges" !

Mais sa réussite est moins que sûre, tant ce type de mouvement est à la fois en-deça de la politique (corporatisme) et au-delà (poujadisme et apolitisme). Il ne peut être réuni que sur son plus petit dénominateur commun : le fric. Au-delà, les intérêts sont tellement divergents qu'ils ne peuvent se retrouver que dans l'irrationnel mythique et fasciste. Cette possibilité ayant d'ailleurs été confirmée par la présence de Le Pen (FN et ancien député poujadiste) et Philippe Malaud (CNIP) au meeting du SNPMI à la mi-septembre.

Le patron de cette organisation (Syndicat national des petites et moyennes entreprises), fondée en 1936 (tiens donc !) et rassemblant quelque 30 000 petits patrons, ne recule d'ailleurs pas devant les symboles : chœurs de "Nabucco", défilés aux torches et langage alambiqué d'un Achille Talon du pétainisme ("il est venu le temps d'écouter les cloches des matins que fait tinter le réveil des forces vives de la nation"). Pas plus que ne lui fait peur le racisme ("M. Krasucki dont le nom a certaines résonnances dont je ne lui fais pas grief"), la défense de la moralité, du travail et de la sécurité. Il n'hésite pas à menacer la France d'une "situation à la chilienne" et dénonce dans le CNPF un "complice servile de tous les pouvoirs".



VIVRE AVEC LES DIFFÉRENCES

LE 18 octobre étaient inculpés trois membres du lieu de vie "Le Coral" d'Aimargues (Gard). Aussitôt, la presse s'empara de l'affaire titrant "les ballets du Gard". Par delà les péripéties de la justice, le scandale était, bien sûr, ailleurs. Dans la survivance des méthodes asilaires, dans l'étouffement des expériences cherchant la rupture avec le monde psychiatrique. Pour les tenants de l'enfermement, "Le Coral" était le bouc émissaire rêvé.

DANS le traitement de la santé mentale, en France, peu à peu, une politique de "secteur" vise à remplacer l'hospitalisation. Mais sans précipitation exagérée et avec une prudence évidente qui fait que, au bout du compte, en 1982, « l'enfance enfermée et la psychiatrie asilaire restent les figures dominantes du paysage sanitaire ».

Dans le dernier numéro paru de la revue "Transitions", Reverzi s'interroge : « Quoi de neuf depuis 1960 ? Certainement pas une politique de secteur, dont les grands principes ont surtout servi la conservation du totalitarisme asilaire et nourri les mythes de la gauche réformatrice. » Aujourd'hui comme hier, psychotiques, délinquants, drogués, sont renvoyés à l'enfermement des grandes surfaces associatives de l'enfance inadaptée : IMP, HP, CAT...

Ceux dont personne ne veut

FACE à ces terrorismes des corps et des cœurs, on a cherché, dans le sillage de l'antipsychiatrie (anglaise avec David Cooper, italienne avec Basaglia, française avec Guattari) et de bien d'autres (comme Deligny, ce cheval solitaire), à sortir de cette dynamique asilaire, à trouver une nouvelle voie hors de l'institution broyante.

Parlant sur des multiplicités de microstructures sont nés les lieux de vie dont le nombre dépasserait aujourd'hui la centaine. Ils vont bousculer les dispositifs d'assistance traditionnels en mettant en place de petites unités communautaires que l'ASEPSI regroupe sous la dénomination générale de « structures intermédiaires : allant dans le sens de la désinstitutionnalisation, du dépérissement des établissements lourds. Cette évolution ne va pas sans résistances ni contradictions en fonction des enjeux de pouvoirs et des fluctuations idéologiques ».

Ainsi voient le jour, à partir de 1975, ces lieux d'accueil. Le Coral à Aimargues, s'implante en 76. Il crée alors le CRA (Collectif Réseau Alternatif) qui fédère aujourd'hui une quarantaine de lieux autonomes. C'est le CRA qui, en février 82, avait organisé à Nîmes des "Etats généraux des lieux de vie" regroupant quelque 500 participants.

Auto-définition

« **L**E principe de fonctionnement de ces lieux est simple et repose sur l'accueil et le partage de la vie quotidienne avec une famille "étendue" ou une communauté. Ce "vivre avec" s'efforce de maintenir des relations humaines et spontanées, sans aliénation dans les rôles techniques que l'on rencontre ordinairement en institution. Au "vivre avec" s'adjoint le "faire accepter la différence" ou "modifier l'environnement". »

« Dans notre société on cherche à cacher la différence, nous faisons exactement le contraire. » Et la différence, ce ne sont plus seulement ces enfants-là, mais tout leur environnement. Première rupture : pas de salaires, mais une caisse commune autogérée. Rupture également avec la thérapie, quelle qu'elle soit : psychiatrique, bien sûr, mais surtout chimiothérapique. Ces neuroleptiques qui « s'ils sont pris à haute dose, abolissent la personnalité et font de l'enfant une marionnette aux yeux fixes, à la démarche saccadée. » Démédicaliser, c'est net. La conséquence ne se fait pas attendre. Voilà une nouvelle pratique qui dérange les traditionnels foyers de l'enfance et qui entraîne les réticences de la DDASS. D'autant plus que certains lieux d'accueil ne veulent pas être agréés, mais négocier au cas par cas le contrôle, le financement. Pas de législation, mais la vie. « Notre ennemi c'est l'Etatisme, la bureaucratie... en un mot : l'enfermement. » Paroles subversives certes, mais qui comportent leur lot d'ambiguïtés et, pourquoi pas, de porte ouverte à n'importe quoi.

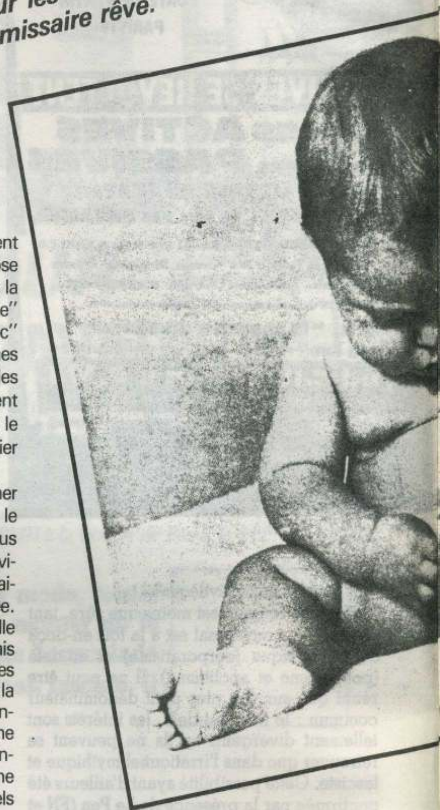
Attention, fragile

SI Personne ne contrôle, personne n'est garant. Et alors, quelle défense contre les abus de pouvoir ? Une telle question reste au centre de l'existence des lieux d'accueil.

On a reproché à ces expériences originales, leur fragilité aussi bien pratique que théorique. Autant dire qu'on leur a reproché ce qui fait leur principale qualité. A contrario, la solidité des institutions, de leurs structures

pesantes, fait que malgré les objections, malgré certaines volontés de changement, plus rien ne peut arrêter la machine. A preuve, « quand les enfants atteignent les 16 ans, ils quittent les centres agréés et la seule alternative est de les renvoyer dans les hôpitaux psychiatriques en compagnie d'adultes. »

S'engager dans une politique globale d'existence de lieux de vie autogestionnaires remettrait trop de choses en cause : pouvoir médical, négation de l'enfance, pharmacologie, hiérarchie... Alors, on peut se demander combien de temps pourront cohabiter maintenant les lieux de vie existants avec les self-service asilaires. Détruire les lieux de vie, comme tente de le faire la presse, c'est permettre aux gestionnaires de la folie de "ripoliner" leur terrorisme quotidien en créant des "lieux de survie" rattachés à l'hôpital ou à l'IMP, et où les jeunes feraient des séjours pris en sandwich entre deux enfermements.



Le scandale est ailleurs

EN juin 82, le ministère de la Solidarité publiait un rapport qui cherchait à « Promouvoir des lieux d'accueil innovants : les lieux de vie. » On n'hésitait pas à y écrire : « Il a été constaté que beaucoup de ces enfants ou jeunes qui ne progressaient pas dans les structures classiques ont évolué positivement dans ces lieux (acquisition du langage, goût de vivre, acquisition de techniques professionnelles...). L'intérêt de ces formules est donc maintenant largement établi.

En outre, elles constituent un pôle d'incitation à l'évolution pour les établissements classiques existants. Le succès des lieux d'accueil dits "de vie" et le fait qu'ils reçoivent des enfants en rupture d'institutions classiques, ne sont-ils pas les signes d'un certain échec de ces institutions et de leur nécessité d'évoluer ? »

Face à ces constats, le ministère préparait une circulaire pour aider au financement des lieux de vie. Survient à point nommé l'affaire du Coral et on attend toujours la signature. Les mandarins se frotteront donc les mains.

Mais, qu'ils ne se fassent pas d'illusions, car « à plus ou moins long terme, la psychiatrie médicale est condamnée à disparaître devant l'émergence de nouveaux acteurs sociaux et de nouveaux modèles d'intégration ou de réhabilitation » (Reverzy). Alors aux journalistes qui se sont engouffrés dans la rumeur du Coral, en évitant soigneusement le débat de fond qu'elle posait, je propose qu'ils s'engouffrent dès à présent dans un autre scandale : celui de l'horreur asilaire. Chiche ? Qui commence ?

Hervé Favraud

POUR EN SAVOIR PLUS...

- "Hé !... Mouvements, Des histoires... des lieux de vie", Collectif Réseau Alternative, 1982.
- "Transition", revue de l'ASEPSI, 55, av. Mathurin Moreau, 75019 Paris.
- "Visiblement, je vous aime", Claude Sigala, préface de D. Cooper.
- "Possible", revue mensuelle, 14, rue Véron 75018 Paris.
- "La Peste gagne le grand Psy", C.R.A., 1978.

PREFACE À FACE

Face à "l'affaire" du Coral, personne n'a travaillé dans la dentelle. D'un côté les défenseurs intransigeants répondant à tous les coups bas, de l'autre ceux qui les attribuaient. Nous avons choisi une autre attitude : engager le débat. Ce n'est pas le moment, diront certains. L'heure est à la solidarité. Certes et contre les abus de la justice il ne faut pas baisser les bras. Mais est-ce une raison pour faire silence sur les critiques et questions ? Nous ne le croyons pas, bien au contraire. Car ces questions et ces critiques ne sont pas à mettre au compte de tout

ce qui a délégué dans la presse bourgeoise. Là il s'agissait de réduire à néant toute alternative. Ici, il s'agit de l'affiner pour la renforcer et la poursuivre. Voilà pourquoi nous publions deux textes contradictoires. Celui de Bonniec et Le Guillon, distribué en tract, qui replace l'affaire dans un contexte politique, et celui d'Hélène Seguin, partie prenante dans un lieu d'accueil non fédéré au CRA, qui expose ses réticences et ses critiques. A partir de là, à nous de continuer le débat.

INADMISSIBLE !

PROFITANT de "l'affaire" du CORAL, la police a encore joué des coudes pour faire des siennes en volant tout le fichier des abonnés (environ 1 500 personnes) de la revue POSSIBLE consacrée aux problèmes de l'enfance. Ni plus ni moins qu'une atteinte à la liberté d'expression, ni plus ni moins qu'un fichage individuel déguisé en enquête. Le silence du reste de la presse sur une telle pratique policière en dit long sur la solidarité qui règne dans ce milieu, sur son obéissance aux faits du Prince. Clairement inadmissible ! Que fait donc la commission nationale Informatique et Liberté ? Le Code Pénal va-t-il s'enrichir d'un nouveau crime : le délit de lecture ? AGORA

TRIBUNE

un bilan globalement négatif

VOILA bientôt dix-huit mois, la gauche ramassait le pouvoir que la droite avait laissé échapper. Nous n'attendons rien de ce changement de personnel politique auquel nous n'avons pas contribué. Aujourd'hui, leur incompétence et leur lâcheté politique rendent ces gens-là dangereux.

Un scandale ! Le ballet rose des autruches

DÉJÀ timorés par nature, ils se révèlent incapables de défendre leur politique de réformes dans les rares domaines où ils en ont une. Un exemple : l'"affaire de mœurs" du lieu de vie "Le Coral".

Au moment même où le secrétariat d'Etat à la famille s'apprêtait, par une circulaire, à reconnaître l'existence des "lieux de vie", s'amorce une véritable chasse aux sorcières à



l'occasion d'un pseudo-scandale de "ballets bleus".

A Paris et dans le Midi, des flics de la Brigade des stupéfiants et du proxénétisme, dépêchés par un juge d'instruction monomaniac, ont perquisitionné, interpellé et interrogé à tout va. Au siège de la revue "Possible", la police confisque en toute illégalité le fichier des abonnés (pour le communiquer à qui ?) ; au Coral, ce sont les enfants qu'on soumet à des interrogatoires qui sont autant de viols psychologiques. Et le juge Salzmann de confondre instruction et inquisition en inculquant à tort et à travers, en faisant conduire devant lui pour délit d'opinion des intellectuels suspects de ne pas partager ses conceptions des relations entre mineur(e)s et majeur(e)s.

Un dossier inconsistant, bricolé à partir des déclarations d'un mythomane, des journalistes qui se laissent intoxiquer par de pseudo-révélation distillées en violation du secret de l'instruction ; en arrière-plan, une campagne orchestrée par les tâcherons de *Minute* pour insinuer qu'un ministre et un membre d'un cabinet ministériel sodomisent des enfants... Voilà le fond de cette "affaire" : une machination diligente par certains clans de la droite policière.

Les socialistes savent évidemment mieux que personne qui leur a jeté cette peau de banane sous les pieds. Ils se taisent... ils ont été incapables d'épurer une police que Def-ferre ne songe qu'à flatter faute d'être capa-

ble de la tenir en mains. Les juges pour enfants du Syndicat de la Magistrature qui confient des gosses aux "lieux de vie" depuis une demi-douzaine d'années sont soudain atteints de mutisme. Et les "travailleurs sociaux" de tout poil avec eux.

Moralité : la gauche au pouvoir se révèle incapable, à la première alerte, de contrer les manœuvres crapuleuses de factieux de la droite. Aujourd'hui, une "affaire de mœurs". Et demain ? Régis Debray membre d'Action Directe ? De la cocaïne à l'Elysée ?

Si les socialistes ne savent pas se servir du pouvoir, qu'ils nous le rendent !

La gauche contre les jeunes

Ceux que les lois appellent les mineur(e)s n'ont rien gagné à l'arrivée de la gauche. Toutes velléités de réformes oubliées, elle flique les jeunes quand elle ne cherche pas à les militariser.

L'avortement va être enfin remboursé. Parfait ! Il aura fallu six mois de palinodies ministérielles et un sondage d'opinion pour que les socialistes se décident à tenir une simple promesse électorale. Mais l'autorisation parentale pour les mineurs subsiste ! Qui s'en offusque à gauche ? Sûrement pas Bérégovoy-de-son-maître qui se déclarait prêt à débattre de la question avec *Laissez-les vivre*.

Que reste-t-il de la loi "Peyrefitte" prétendument abrogée ? La légalisation des contrô-

les d'identité qui, comme par le passé, constituent D'ABORD un dispositif de flicage des jeunes. La peine de mort a été abolie. Def-ferre déclare aussitôt couvrir à priori les exécutions sommaires comme celle de la rue Rossini à Paris, où une fille de 17 ans est abattue pour refus de contrôle d'identité. Pourquoi se gêner ? Après tout, « elle aurait pu être une terroriste » lâche le gâteux de la place Beauveau. Pendant ce temps-là, Hernu signe avec Savary sur un navire de guerre un "protocole d'accord" aux accents pétainistes. « Il faut arriver à l'armée préparé par l'école, le lycée et l'université. Il faut une symbiose avec l'Education Nationale » (Déclaration au Monde, le 11 juillet 1981).

Faut-il envoyer les moins de seize ans en prison ? Non ! avaient affirmé les syndicats de gauche de la police, de la justice, et des éducateurs, lorsque la droite était au pouvoir. Si ! répond l'ex-avocat Badinter, électoralisme oblige !

La gauche ne change rien ! Nous ne serons jamais les souteneurs critiques d'un gouvernement ! Tout reste à faire !

Paris, le 22 octobre 1982

Yves Le Bonniec

Claude Guillon

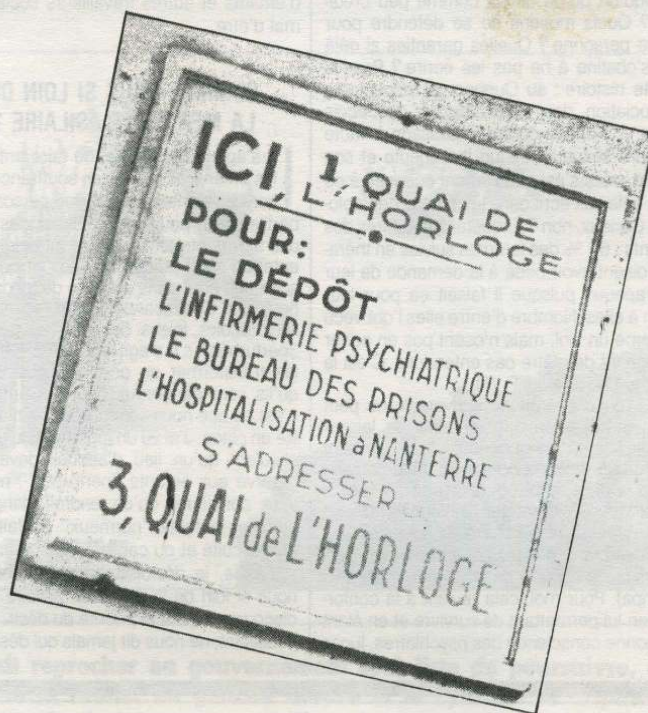
Journalistes et écrivains.

(*) Nous préparons pour le début de 1983 la réédition de NI VIEUX, NI MAÎTRES (Editions Alain Moreau, 1979), guide de combat à l'usage des 10-18 ans.

LIEU d'accueil : alternative à l'enfermement ou enfermement alternatif ? Concevoir le lieu d'accueil comme alternative à l'enfermement suppose que l'on a essayé les structures enfermantes de manière à faire autre chose. Or, qu'est-ce qui enferme ? Les murs. Les mots. Les désirs des soignants en ce qu'ils sont les paroles écoutées. Les actes des soignants. Le réseau social des soignés situé entièrement, ou en majorité, à l'intérieur des asiles. Le pouvoir détenu par les soignants sur la vie du soigné.

Ce sont tous ces termes qui participent de l'enfermement, créent chez le soigné une dépendance aussi tragique que la prise de drogue : le soignant est devenu la béquille du soigné ; le soigné celle du soignant, puisqu'il le fait vivre. Le système survit grâce à cette interdépendance.

Pour supprimer l'enfermement, suffit-il de renverser les murs, de changer les mots, d'appeler désirs-de-l'enfant ceux du soignant, de déplacer à la campagne, dans un lieu clos sur lui-même, l'espace social de l'enfant ? De nier toute autorité de l'adulte sur l'enfant ? Suffit-il de nier la réalité pour la changer ?



DÉBAT

gardes-fous, arrêtez de vous serrer les coudes !

L'INTERDIT DE L'INCESTE

UNE pratique alternative ne peut faire l'économie de la réalité, de laquelle elle s'origine pour la subvertir. La première réalité est le pouvoir des adultes responsables du lieu sur l'enfant ou l'adolescent accueilli. L'enfant en ressent le poids, qu'il s'y oppose ou non. Les accueillants sont payés pour l'accueil qu'ils font, pas les enfants ; les accueillants sont responsables devant la loi des enfants placés chez eux, et non l'inverse. Être alternatifs, à mon sens, suppose que l'on se situe dans une dynamique de redistribution du pouvoir, en particulier du pouvoir de chacun sur sa vie.

Et quand je parle de pouvoir, je parle refus de subordination et de dépendance, autonomie de la personne. Je parle **nécessairement** sexualité, parce que sur un lieu d'accueil on ne peut pas ne pas en parler, ne serait-ce que parce que nous partageons la même maison, nuit et jour. À CE TITRE, nous sommes investis d'images parentales, et cela fonctionne dans l'imaginaire.

L'entrée de l'enfant dans cet espace, qui lui donnera l'accès à sa parole, parole que nous reconnaissons en ce qu'elle nous est accessible, dans notre culture, passe par la reconnaissance d'une limite : celle de l'interdit de l'inceste.

Je le répète : ça fonctionne dans l'imaginaire et "le vrai problème c'est d'être capable d'analyser ses motivations (personnelles à faire de l'accueil) et de parvenir, à partir de ces motivations, à établir tout de même une relation" (Toni Lainé). Cette relation prendra une dimension thérapeutique dans la mesure où l'enfant pourra s'y appuyer pour faire entendre ce qu'il a à dire, sans être dévasté par une angoisse catastrophique. Et, pour le soignant, cela passe par une remise en question de ses propres désirs vis-à-vis de cet enfant.

C'est la seule règle qui doit fonder la notion de permissivité, car cela suppose que l'individu soit capable de choisir. Je considère comme autoritaire et tyrannique, toute pratique qui, à l'image du non-respect du tabou par l'accueillant, rend nécessairement prioritaire (comme à l'asile) le désir de

l'accueillant sur celui de l'accueilli, car encore une fois, il s'agit ici d'augmenter un pouvoir.

LAISSER SURGIR UNE PAROLE

POURQUOI l'Institution psychiatrique couvre-t-elle ces pratiques ? Parce que ce sont les siennes. Parce que les psychiatrisés sont dépouillés de toute décision sur leur vie et soumis entièrement au pouvoir du soignant, jusque dans leur corps. Il est pratiquement impossible de faire reconnaître un viol d'un membre de l'équipe soignante sur un malade, l'équipe couvrant le cher collègue pour éviter le scandale. Et plus il est haut dans la hiérarchie hospitalière, plus il est assuré de son impunité. Les bonnes âmes vous diront : **c'est impossible, il est si dévoué ; je ne peux pas croire cela ; et puis quel crédit accorder à la parole d'un fou ?** Ce discours-là ne vous dit rien ?

Nous touchons là ce qui est réellement insupportable : comment entendre

quelqu'un qu'on définit comme peu crédible ? Quels moyens de se défendre pour cette personne ? Quelles garanties si déjà on s'obstine à ne pas les écrire ? Pour la petite histoire : au Québec la respectable association des psychologues québécois s'est prononcée contre le passage à l'acte d'ordre sexuel entre un thérapeute et son client, mais s'est absolument opposée à ce que cela soit écrit dans le code de déontologie. Curieux, non ? Enquête faite auprès des clients : 60 % des femmes suivies en thérapie disent avoir cédé à la demande de leur thérapeute, puisque il faisait ça pour leur bien à elles. Nombre d'entre elles l'ont vécu comme un viol, mais n'osent pas en parler craignant de n'être pas entendues. C'est la même chose à l'H.P. (1).

Avoir une pratique subversive ne peut s'entendre qu'en une tentative de laisser surgir une parole et de la soutenir, sachant que nous devons pour cela, bien souvent nous heurter au discours institutionnel et le déranger. Or, déranger l'institution ne veut pas nécessairement dire la soulager des enfants qui la gênent en les enfermant ailleurs (sous couvert de les aimer, c'est plus sympa). Pour moi, cela revient à la conforter en lui permettant de survivre et en étant la bonne conscience des psychiatres, juges

d'enfants et autres travailleurs sociaux en mal d'être.

SOMMES-NOUS SI LOIN DE LA MENTALITÉ ASILAIRE ?

L s'agit, au contraire, de faire enfin que les enfants et adultes en souffrance puissent être entendus comme personnes à part entière, pouvant bénéficier des droits des autres êtres humains, dont celui d'être entendu n'est pas le moindre, et que cela soit enfin écrit dans un texte de loi dans ce pays. Car il est scandaleux de réserver des lieux (écoles, loisirs, de vie) à des gens dits "perturbés" s'il s'agit en même temps de les transformer en ghetto, stipulant alors qu'ils sont dangereux pour les autres. Et c'est ce que nous sommes en train de mettre en place. J'ai vu un jugement du tribunal stipulant qu'un lieu d'accueil devait être réservé aux enfants "perturbés", ne pouvant constituer qu'un endroit dangereux pour les enfants "normaux" du fait de la promiscuité et du cadre de vie commun.

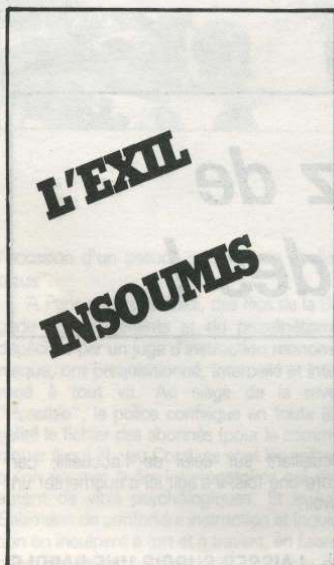
Alors, le décloisonnement ? Sommes-nous si loin de la mentalité asilaire ? Et le discours prônant la priorité du désir, s'il est séduisant, ne nous dit jamais qui désire là ?

Alors, ne mélangeons pas tout : s'il s'agit de se réapproprier une parole, des droits pour tous, ne parlons pas seulement des droits des mêmes, qu'ils se fassent appeler soignants ou accueillants ou fermiers artisans faisant de l'accueil. C'est sur leurs pratiques que nous saurons de quel côté ils se situent, pas sur leurs mots. Il est évident que les mots chercheront toujours à séduire. Par contre, l'enfermement reste de l'enfermement, même si tel endroit est plus sympa qu'un autre.

Un lieu non enfermant est d'abord pour moi un endroit dont on sort, et dont on sort plus capable qu'à l'entrée de se faire entendre, même si ce qu'on a à dire est gênant. Dans cette optique, fuguer peut être une manière d'aller mieux, et le travail de l'accueillant est alors, non pas de renfermer l'enfant chez lui ou de le culpabiliser, mais de soutenir sa demande auprès de l'institution, d'appuyer l'enfant.

Hélène SEGUIN

(1) Ces renseignements m'ont été fournis par le groupe AUTOPSY de Québec, groupe de défense des psychiatisés, composé d'anciens psychiatisés, et avec lequel je me trouvais lorsque l'affaire du Coral a éclaté en France.



Pour des dizaines (centaines ?) de Français, la loi d'amnistie n° 81.736 du 4 août 1981 ne vaut même pas le morceau de papier sur lequel elle a été imprimée. Je pense à tous ceux qui, insoumis depuis plusieurs années, ont été obligés de se réfugier à l'étranger pour ne pas encourir des peines de prisons dignes d'une dictature d'Amérique du Sud. Bien sûr, ceux qui avaient regretté leur insoumission ont pu se rendre en France avant le 31 décembre 1981 pour régler leur situation militaire, c'est-à-dire revêtir l'uniforme pour 12 mois.

Et les autres ? Ceux qui, comme Piaf, "ne regrettent rien" ? Certains sont dans une situation plus ou moins régulière : permis de travail et de séjour difficiles à obtenir, donc risque d'expulsion. Il nous est impossible d'obtenir le renouvellement de nos papiers français : l'un de nous n'a aucun papier d'identité depuis avril 1979. En France, les droits civils les plus élémentaires nous sont interdits, nos biens mis sous séquestre, etc. Le fait de changer de nationalité n'apporte rien (à moins d'accomplir le service militaire dans le pays

de résidence).

Depuis mai 1981, le pouvoir en place nous parle d'une nouvelle loi sur l'objection de conscience. Et l'insoumission ? Il est important à ce sujet de réclamer une véritable amnistie pour tous les camarades qui vivent en exil du fait de leurs opinions politiques vis-à-vis de l'armée, c'est-à-dire :

- libre retour en France sans aucun risque de poursuites ni d'emprisonnement ;
- libération inconditionnelle et définitive des obligations militaires ;
- recouvrement des droits civils et renouvellement des papiers d'identité.

Pour tous les insoumis vivant en exil à l'étranger, tant que ces conditions ne seront pas remplies, le 10 mai 1981 ne sera qu'un jour de mai parmi tant d'autres...

Alain-Jean Robert et Zbigniew Sobkowicz
Insoumis totaux vivant au Danemark

ARMÉE



LA GAUCHE EN ARMES

LE temps n'est plus où l'on pouvait reprocher au gouvernement socialiste de poursuivre, en matière de défense, la politique de la droite. La gauche innove et le cynisme le dispute à l'odieux : symbiose armée-éducation, bombe à neutrons, quadrillage renforcé et service militaire plus inégalitaire encore, les orientations qui se font jour témoignent d'une évolution inquiétante, dangereuse pour la paix et les libertés.

EMBARRAS d'Hernu, surenchère démagogique de la droite, pression de députés socialistes et, finalement, concessions de dernière minute, rien ne manque à cette comédie du pouvoir dont le dernier épisode a pour nom l'annulation de quelques crédits militaires. La livraison de quelques chars et autres *Mirages* est reportée et le budget militaire de 1982 n'aura progressé "que" de 14 % au lieu des 17 % initialement prévus. Mais non seulement Mauroy s'est engagé à compenser, lors du collectif budgétaire de fin d'année, la suppression de certains crédits de paiement un moment "gelés", mais encore les fonds alloués aux armées pour 1983 sont-ils aussi importants qu'à l'habitude : avec 158,8 milliards de francs, le coût des agissements militaristes occupera, une fois encore, le premier rang des dépenses de l'Etat.

Une triple priorité

BUDGET de rigueur oblige, Charles Hernu est, il est vrai, tenu de faire des choix. Le moins que l'on puisse dire est qu'ils sont dénués d'ambiguïté : la solde des appelés sera, en juillet 1983, augmentée de 1 franc par jour (pour atteindre la somme de 12,50 F !), tandis que les crédits consacrés au nucléaire connaissent, eux, une augmentation de 24 %. Véritable gouffre financier, la stratégie dite *anti-cités* — qui consiste à prendre en otages les populations des grandes villes — est plus que jamais à l'honneur, la bombe à neutrons sur le point d'être à la disposition de l'armée française. Les démentis officiels ont beau succéder aux dénégations présidentielles, l'arme anti-personnels est préparée au mépris des populations : Hernu a même laissé entendre qu'il avait assisté à une expérimentation à Mururoa.

Les matériels sophistiqués avant tout. Mais les professionnels de la répression ne sont pas pour autant oubliés. Instrument d'une politique étrangère rêvant d'établir un nouvel ordre international et servant, pour l'heure, à perpétuer les rapports de domination entretenus avec les pays de l'Afrique francophone, les forces d'intervention extérieure, aujourd'hui baptisées *Forces d'assistance rapide*, sont privilégiées. Comme est privilégiée la gendarmerie, désormais appelée à assurer certaines des missions jusqu'alors dévolues à l'armée de terre dans le cadre de la DOT.

L'accroissement du nombre de gendarmes est considérable (1000 postes de gendarmes d'active et 3268 postes de gendarmes auxiliaires seront créés en 1983) et l'organisation de la défense du territoire à partir du canton et de la brigade de gendarmerie vise, aux dires mêmes du secrétaire d'Etat, à obtenir « un maillage extré-

mement serré et une forte motivation des intéressés agissant dans un cadre familial ». En clair, renforcement du quadrillage, tâches de police et de défense plus imbriquées encore. Les propos tenus par le Premier ministre à l'Institut des hautes études de la défense nationale ne sont pas moins inquiétants : le « complot international » cher à Marcellin a fait long feu mais le gouvernement, qui assimile maintenant le « terrorisme international » à un acte de guerre, n'en appelle pas moins à la mobilisation de tous les « services publics » (dixit Mauroy) en application de l'ordonnance du 7 janvier 1959. Celle-là même dont la suppression était autrefois réclamée par les socialistes parce qu'elle leur paraissait, à juste titre, d'essence totalitaire !

Finie l'équivoque

TECHNICIENS bien équipés d'un côté, baroudeurs bien entraînés de l'autre, la masse des appelés va être plus encore cantonnée dans un rôle de valets d'armes. Annoncée, la mise en place d'un service militaire à durée variable (6 mois pour ceux qui ne sont pas liés aux unités de combat, 18 mois au moins pour de prétendus "volontaires" fournissent cadres et spécialistes) permettrait formellement aux dirigeants d'évacuer leurs promesses tout en se dotant de troupes aguerries et donc plus efficaces. Professionnalisation accrue, solde et régime des permissions plus inégalitaire, le service à la carte n'en reposera pas moins sur la militarisation de la jeunesse.

Des soldats sont toujours victimes d'atteintes à la liberté d'expression, des objecteurs (insoumis depuis le 10 mai 81) commencent à être traduits devant les tribunaux, tandis que la militarisation de la société continue de plus belle. Visant à « favoriser une meilleure perception par les jeunes de la finalité de la défense et du service national », le protocole d'accord signé, le 23 septembre, entre Charles Hernu et Alain Savary, accentue la pénétration du militarisme dans les écoles. Quand aux commandes d'armements reçues à l'exportation, elles ont été de 26,4 milliards de francs pour le seul premier semestre de 1982 (au lieu de 32,8 milliards pour toute l'année précédente). Le temps des belles déclarations de principes est révolu, les ambiguïtés disparaissent une à une : signe des temps, le 11 novembre dernier, c'est au pied de la statue de Clémenceau, le "Tigre", que François Mitterrand est allé déposer une gerbe.

Michel AUVRAY



LA DICTATURE ENTRE L'UNIFORME ET LE COMPLET VESTON

LA libération de Lech Walesa amorce un changement en Pologne. Depuis peu, incontestablement, l'Etat se renforce. Mais quelle entente peut-il exister entre le pouvoir et le mouvement social cristallisé autour de Solidarność ? Les voies de la "normalisation polonaise" paraissent encore multiples.

AUJOURD'HUI plusieurs faits semblent confirmer l'idée d'une stabilisation de l'Etat. Ce que l'on a pris, parfois, pour de la provocation de la part de Jaruzelski, n'était que jalons posés vers cet objectif. Depuis la proclamation de "l'état de guerre", l'armée, dont les intérêts sont inséparables de ceux du Parti-Etat, a servi à la fois de paravent et de force d'appoint au POUF qui, dans sa déliquescence, n'arrivait plus à remplir sa fonction d'encadrement social. Depuis quelques mois, plusieurs mesures ont donc été prises pour consolider l'Etat : les unes répressives, les autres structurelles.

Le retour en force de l'Etat

UN millier d'emprisonnés ont été, dès le mois d'août, catalogués comme détenus politiques (assimilés au KOR) ou comme simple internés. La chasse aux sans-travail (le chômage officiellement n'existant pas !) permettait ensuite, en les assimilant aux hooligans, de contrôler et d'arrêter les activistes licenciés pour faits de grève. Ces mesures, et la militarisation des entreprises, ont jusqu'à un certain point, muselé la classe ouvrière sur ses lieux de travail. Ainsi s'explique l'échec réel de la grève du 10 novembre dernier.

Dans un contexte de pénurie accablante, de sous-alimentation, la répression, évitant au maximum les excès qu'elle a connus dans d'autres pays "socialistes", a été efficace pour le pouvoir. Mais, évidemment, elle n'a eu que très peu d'effet au niveau économique et social. Dans ce secteur, le pouvoir a donc joué la carte des structures.

Lorsqu'en octobre dernier, Jaruzelski annonça la nouvelle loi syndicale, la manœuvre parut énorme. Les syndicats verticaux nouvellement créés n'étaient que la réplique de ceux que l'on trouve en URSS par exemple : courroies de transmission du Parti, ils ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière. L'appel de Solidarność à les boycotter, paraissait dès lors inutile : le subterfuge du pouvoir ne pouvait susciter aucune adhésion.

Uniforme et complet veston

DEPUIS des années, le POUF, en tant que structure sociale et idéologique, a perdu toute crédibilité. Même les nostalgiques du stalinisme, comme Grabski, ancien membre du Bureau politique, reconnaissent le fait : « Nos rangs ont presque diminué de moitié... Le POUF perd son rôle de guide de la société. » Et il n'hésite pas, pour assainir la situation, à proposer, comme cela se fit en 57 en Hongrie, en 69 en Tchécoslovaquie et ailleurs, une « épuration révolutionnaire du point de vue idéologique, même si cela peut provoquer une importante diminution de nos membres. »

En effet, les PC, même dans les pays "socialistes", ont pu très souvent se permettre le luxe de diminuer le nombre de leurs adhérents : leur force ne réside pas, comme l'avait dit Lénine, dans leur "massivité", mais dans leur cohésion politique. C'est souvent quand ils sont le plus réduits qu'ils sont le plus offensifs.

Reste, bien sûr, à créer dans le parti polonais cette cohésion politique. A la Diète, et dans les instances dirigeantes elle existe, d'autant plus que face au courant "droitier" de Grabski, Jaruzelski propose une image bien plus libérale. Sans vouloir schématiser un processus qui est très lent (il a bien fallu 10 ans pour recréer le PC tchèque), on peut admettre que le pouvoir est aujourd'hui dans une position plus confortable. Si le Comité central resta habillé de militaire, il peut envisager maintenant de retrouver assez vite le complet veston. Le général Jaruzelski pourra bientôt reprendre son titre de premier secrétaire.

Le coup de goupillon

A hiérarchie ecclésiastique a beaucoup aidé le pouvoir, c'est indéniable. Son objectif était de maintenir sa force idéologique et politique dans le pays. Elle a donc joué la stabilité, mais non sans mal. Lorsqu'en juillet, Mgr Giemba lance des appels



BULLETIN D'INFORMATION SOLIDARNOŚC HEBDO

PPLUS de 500 titres clandestins paraissent actuellement en Pologne, comprenant des bulletins d'information, des hebdomadaires, des mensuels et des publications littéraires. Presque chaque grande usine publie son propre journal, de même que les directions régionales de Solidarność et de nombreux groupes oppositionnels indépendants.

Le bulletin d'information du bureau de coordination du syndicat indépendant et autogéré (NSZZ) Solidarność à l'étranger, publié à Paris, paraît une fois par semaine. Il présente des documents, des informations et des articles tirés de la presse clandestine.

Deux types d'abonnement sont possibles :

- 25 numéros : 125 F (étranger : 150 F. par avion : 170 F.)
- 50 numéros : 250 F (étranger : 300 F. par avion : 340 F.)

Tout versement est à libeller à l'ordre de "Solidarité Pologne Publications" et à retourner au Comité de coordination du syndicat Solidarność en France : 10, Passage des Deux Sœurs, 75009 Paris (Tel. 247.76.59).

au calme, il n'est pas entendu et les manifestations prévues ont lieu.

Les mois ont passé. La pénurie, la répression, mais aussi les contacts nombreux que l'Eglise a eu avec Solidarność, ont permis à sa position de se modifier. Elle a donc joué le compromis : passez-moi Walesa, et je vous passe le Pape. Désormais, alléguant de la venue du Pape en juin prochain, elle pourra, ainsi dédouanée, assurer son pouvoir tout en consolidant celui de l'Etat.

Mais si ces deux pouvoirs ont évolué en Pologne, Solidarność s'est également transformé. La force du mouvement social incarné par le syndicat a vécu un an dans la clandestinité, l'exil ou les camps d'internement. Les manifestations depuis un an, et surtout celles du mois d'août, ont cependant montré sa puissance malgré la répression et la pénurie.

Au mois d'octobre, la coordination clandestine a essayé de répliquer au pouvoir, selon une stratégie plus précise. L'échéancier des grèves et des manifestations prévues pour le 10-11 novembre, et le 13 décembre semblait efficace. Un point cependant laissait perplexe : la grève générale, envisagée d'abord pour décembre était repoussée au printemps prochain.

D'aucuns imaginaient alors que Solidarność envisageait dans un premier temps de tester sa force, pour aller plus tard vers un affrontement massif. C'était mal connaître Solidarność pour qui la grève générale insurrectionnelle n'a jamais suscité de grands enthousiasmes. Son report traduisait plutôt ses attermoissements : tiraillé entre sa néces-

saire construction clandestine et sa volonté d'exister concrètement dans la rue.

Les manifestants plus jeunes, moins contrôlés, s'exprimaient dans l'action en même temps que les courants réformistes qui existent depuis l'origine dans Solidarność devenaient plus nombreux.

Un consensus peut en cacher un autre

LES alternatives posées en juillet par le réformiste Kuron (1) sont remises à l'ordre du jour. Il semble d'abord exclu aujourd'hui que Solidarność se lance dans un large mouvement offensif. La libération de Walesa lui a coupé l'herbe sous les pieds. Mais il faut aussi ajouter que pendant un an, la coordination inter-entreprises n'a jamais cessé de croire à un compromis possible avec l'Etat. A partir d'une telle idée, l'impasse actuelle du syndicat pouvait être prévisible.

Mais, quels objectifs l'Etat peut-il proposer au mouvement social cristallisé autour de Solidarność ? Fort d'un petit consensus acquis de gré ou de force, l'Etat peut offrir à la fraction la plus modérée (mais majoritaire) du syndicat clandestin, la perspective d'une réforme économique à la hongroise qui passerait pas la réactivation du Conseil économique demandée bien avant le 13 décembre 81 par Solidarność. Cette "kadarisation" suppose l'utilisation des syndicats verticaux nouvellement instaurés et dont Jaruzelski a dit : « Les syndicats seront ce que les ouvriers voudront qu'ils soient. » Aussi absurdes que cela paraisse, la phrase est ambiguë. En effet,

ces syndicats sont appelés "autogérés" et le droit de grève leur est reconnu, même si son exercice paraît impossible. Or ces deux éléments ne se retrouvent nulle part ailleurs dans les autres pays de l'Est. Dans quelle mesure cette nouveauté sera-t-elle acceptée par certains cadres de Solidarność et seront-ils toujours capables de rendre ça crédible aux 10 millions de militants ?

L'énormité des problèmes économiques à régler peut contribuer à faire pencher la balance dans ce sens. Toutefois, même si cette tendance devenait prépondérante et efficace, il est indéniable que tous les courants de Solidarność ne se retrouveront pas dans cette stratégie. Aussi, à plus ou moins long terme, une cassure peut naître dans le mouvement et de nombreux militants risquent de se retrouver dans une clandestinité de plus en plus difficile à vivre.

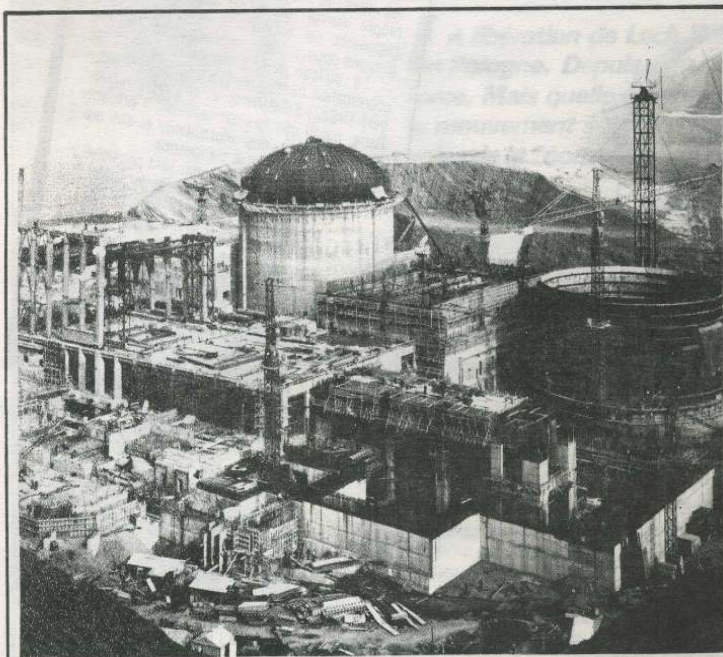
Si aujourd'hui un changement semble se dessiner, il est encore trop tôt pour trancher : un millier de prisonniers, un mécontentement réel, une crise économique, tout ceci pèse très lourd. Alors, malgré tout ce que diront les défenseurs ambigus de Solidarność (telle la CFDT), l'entente n'est pas encore certaine en Pologne : l'ordre militaire y règne toujours et les luttes de Solidarność restent une remise en cause vivante et dynamique des régimes politiques des pays de l'Est.

Violette MARCOS

(1) Voir AGORA n° 12.

EUSKADI

LEMOIZ, ECHEC AU NUCLEAIRE



AL'HEURE où les urnes se laissent séduire par les charmes du flou artistique à l'espagnole, en portant au pouvoir le fringant Felipe Gonzalez, tout en gouaille andalouse, en chaussures sport et sourire télégénique, il serait bon de se pencher brièvement sur son tissu social, au travers d'une lutte exemplaire : la lutte contre le programme nucléaire au Pays Basque.

De manifestations imposantes en sabotages, du soleil antinucléaire accroché par l'expédition basque à l'Everest à ce même symbole peint sur la coupole même du réacteur de Lemoiz, en passant par les nombreux attentats de l'ETA, la lutte contre la société nucléaire a, en Euskadi, un caractère populaire.

Si, dix ans durant, les mobilisations massives ont donné un coup d'arrêt à l'implantation de l'atome, la lutte rentre aujourd'hui dans sa phase finale. Le gouvernement central veut faire fonctionner Lemoiz, coûte que coûte. Le socialisme espagnol imposera-t-il à tout un peuple une société que celui-ci a rejeté à plusieurs reprises ?

ON peut difficilement parler du refus du programme nucléaire au Pays Basque sans le situer historiquement. Ce programme est, en effet, un des derniers legs du franquisme.

La structure industrielle en Euskadi se caractérise par une très grande spécialisation sectorielle dans des branches consommant d'énormes quantités d'énergie (1), et cela pour dégager une faible valeur ajoutée. Ainsi elle représente 35,6 % de la production sidérurgique espagnole, 26 % de l'industrie du papier et 18,4 % de celle des dérivés du pétrole.

Le III^e Plan, né au début des années 70, prévoyait la nucléarisation à outrance d'Euskadi : deux tranches totalisant 1860 MW à Lemoiz. Deux autres, bientôt élargies à 4, à Ea. Un complexe de deux à Deva et une dernière centrale à Tudela. Cette énorme capacité énergétique n'étant à l'évidence pas réservée à la consommation du Pays basque, la proximité de la France fait plutôt croire à une volonté d'exportation vers ce pays (2).

"Lemoiz Gelditu ! Lemoiz Apurtu !"

COMME il est de mise dans tout programme nucléaire, les travaux vont démarrer sans aucune étude d'impact, sans aucun plan précis d'évacuation, et ceci dans une zone où la densité de la population est de 845 hab./km², concentration jamais atteinte autour d'une centrale nucléaire. Ce faisant, Iberduero (3) passe outre aux recommandations de l'*American Energy Commission*, qui limite la densité de population autour d'une centrale à 2 millions de personnes dans un rayon de 60 km (4) alors que, de l'aveu même de l'entreprise, plus de 3 millions d'habitants vivront l'an 2000 dans un rayon de 20 km autour de Lemoiz.

La *Junta de Energia Nuclear* et la *Comisión Energia Atómica*, rendront pour ces raisons, des avis réservés quant à la construction de la centrale. Néanmoins, deux ans après le début des travaux, le 30 mars 1974, le permis de construire est accordé par ces mêmes instances officielles. La population se mobilise aussitôt contre ce projet qui compromet le développement harmonieux du Pays Basque déjà en proie au plus grand chaos urbanistique et écologique. Sous le mot d'ordre *Lemoiz gelditu* (Lemoiz paralysation) plus de 200 000 manifestants exigent un référendum le 12 mars 1978 dans les rues de Bilbao. Ce sera une des plus grandes manifestations antinucléaires au monde, et cela, dans un pays de 2,5 millions d'habitants.

Les actes de sabotage des ouvriers participant à la construction de la centrale sont quotidiens. De leur côté, les dockers refusent le 11 mai 1979 de décharger le matériel destiné à Lemoiz. Le fret devra être dévié sur Bordeaux et déchargé loin du Pays Basque. Le gouvernement répondra au refus populaire en déclarant inconstitutionnelle la procédure du référendum.

C'est alors que l'ETA-militaire, mouvement indépendantiste armé, fera sienne cette revendication populaire. Le 14 janvier 1978 David Alvarez est tué par la Garde Civile au cours d'une attaque de commando contre les installations de Lemoiz. Ce sera le début d'une campagne contre les intérêts d'Iberduero au Pays Basque. Le nombre d'attentats dépasse aujourd'hui les 380, les pertes en matériel pour l'entreprise atteignent déjà les 200 millions de francs lourds.

De leur côté, les Comités Antinucléaires multiplient les mobilisations. Radicalisés, le mot d'ordre sera désormais "Lemoiz apurtu" (Lemoiz démolition). Des campagnes de désobéissance civile voient le jour, avec le refus du paiement des factures d'Iberduero et ce qu'on appelle ici "apagón", action consistant à éteindre à une heure donnée, tout branchement électrique. Elles sont suivies massivement.

Lemoiz, un amas de ferraille

AUJOURD'HUI, cinq ans après la date prévue pour son fonctionnement, Lemoiz est une centrale inachevée où on a investi pour plus de 13,5 milliards de francs. Une centrale sans plan d'évacuation (5). En raison de la précipitation des travaux et du sabotage, Lemoiz n'est qu'un amas de ferraille. On a dû, déjà, avant de commencer la production, ouvrir trois fois la coupole pour réparer les turbines.

Face aux attaques de l'ETA contre son entreprise, qui ont culminé avec la mort, sous les balles de cette organisation, des deux directeurs successifs de la centrale, Iberduero, qui de fait a arrêté les travaux depuis février 1981, et cela avec une perte quotidienne de 7,5 millions de francs, est prête à abandonner définitivement son projet. Il y va, selon son président Gomez de pablos « de la survie même de l'entreprise ».

L'alternative énergétique est possible, et cela à court terme. Au large de Lemoiz a été découverte une importante poche de gaz naturel qui présente une capacité énergétique plus importante que celle de Lemoiz, de l'avis même de Garcia Egochea, ministre de l'énergie du gouvernement basque. Mais les enjeux politiques sont trop grands. Le gouvernement de Madrid craint que ce ne soit le premier domino entraînant la chute de tout son programme nucléaire, et il a refusé, une fois de plus, le référendum que le Parti Nationaliste Basque, au pouvoir, a été contraint de demander.

D'ores et déjà, on se rend compte que la construction de Lemoiz est un gouffre économique. La poursuite des travaux relève du vaudeville, mais les partis de droite, de même que le PSOE, veulent « livrer la guerre à l'ETA en prenant Lemoiz comme champ de bataille » (6) et cela avec le plus grand mépris envers l'avis de la population concernée.

La mobilisation a fait arrêter les projets de centrales à Deva, Ispaster et Tudela. Le gouvernement socialiste devra compter avec une population qui sait, ici, que seule la lutte paye.

Xavier VADILLO-AURTENEXTE



- (1) Le Pays basque a consommé en 1979 : 2 979 TEP/personne, chiffre approchant les 3 536 TEP de la CEE et qui est bien au-delà des quelque 1830 TEP de l'ensemble de l'Espagne.
- (2) L'Espagne a exporté, en 1979, vers la France, 1540 millions de kWh à travers cinq lignes traversant les Pyrénées, dont deux, Irun-Hendaye et Hernani-Cantegrit, partent du Pays Basque.
- (3) Iberduero, avec 18,7 % est la plus importante des compagnies privées à se partager le marché espagnol. Dans son Conseil d'administration, les banques côtoient des noms

très liés au franquisme et d'autres proches du Parti Nationaliste Basque. De 1,3 milliards de francs en 1979, ses bénéfices sont tombés en 1980 à 1 millions de francs.

- (4) D'après Pedro Costa Morata, *Nucleariza España*, Barcelone, 1976.
- (5) Si l'on se souvient de l'impuissance des autorités espagnoles face à quelques milliers de litres d'huile frelatée, on peut se faire une idée de leur efficacité devant un accident nucléaire.
- (6) Txiki Benegas, dirigeant du PSOE, in *Diario* 16, 20 sept. 1981.



**11 morts
pour une
centrale
fantôme**

14 janvier 1978 - David Alvarez est tué par la Garde Civile lors d'une attaque armée d'un commando de l'ETA-m contre le réacteur nucléaire de Lemoiz.

17 mars 1978 - L'ETA-m fait sauter à l'explosif la turbine du réacteur de Lemoiz. La police, prévenue, ne donne pas l'ordre d'évacuation : 2 ouvriers morts.

3 juin 1979 - Gladys del Estal, militante antinucléaire, est tuée par la police à Tudela pendant la journée antinucléaire internationale.

22 juin 1979 - Un attentat à l'explosif contre les installations de Lemoiz cause la mort de l'ouvrier Angel Baños.

26 janvier 1981 - L'ingénieur responsable de Lemoiz, José María Ryan, est enlevé et exécuté par l'ETA-m, le 6 février.

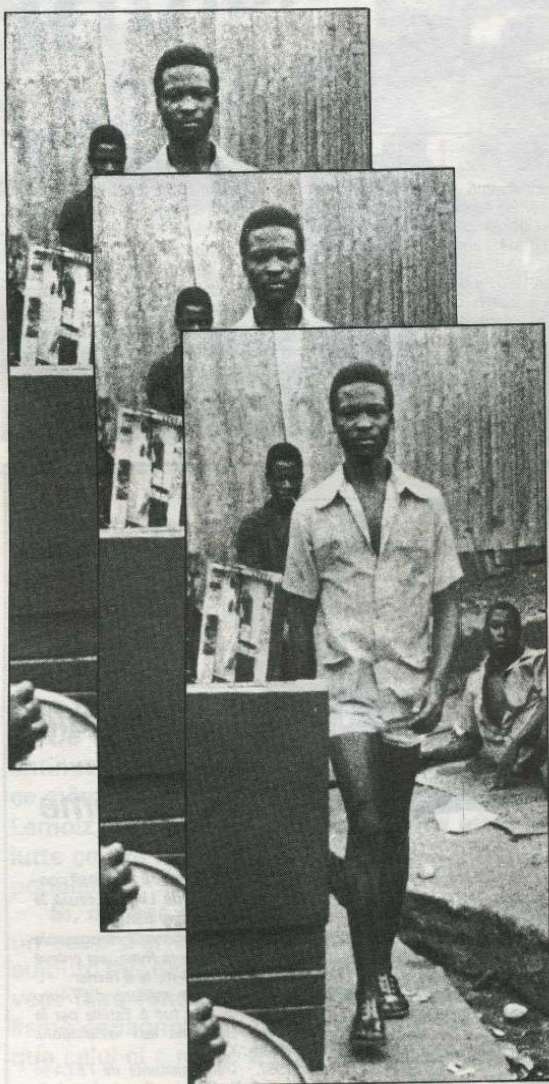
29 janvier 1981 - Le militant d'ETA-m, Ricardo Barros, est tué à Estella par la bombe qu'il destinait aux installations d'Iberduero.

5 mai 1982 - Deux militants de l'ETA-m sont tués à Tudela, par l'explosion de la bombe qu'ils manipulaient.

TIERS-MONDE

LA FAILLITE, NOUS VOICI !

CRISE financière internationale... Krack financier... 1929 ! L'angoisse. Le Tiers-Monde, "incapable par nature de se gérer" nous précipite aux enfers ! Tiens, il est pas mal ce bouc émissaire !



L'INTENSIFICATION de la crise mondiale n'a fait qu'aggraver la situation des pays du Tiers-Monde en général, et des plus démunis en particulier (très pudiquement nommés : "pays les moins avancés", PMA). Aujourd'hui, la faillite des pays considérés comme des modèles à suivre, met à nu les limites de tous ces "miracles" et autres décollages économiques. Le mirage de la réussite cède le pas à la triste réalité. Citons, pour exemple, les échecs des modèles brésiliens ou sud-coréens qui n'ont plus à montrer que la répression sévère de dictatures sanglantes, la marginalisation de la majorité de la population par rapport au soi-disant développement.

Le Tiers-Monde au cœur de la crise mondiale

DU coup, bien des illusions sur la possibilité d'un développement indépendant du Tiers-Monde tombent. Il n'est plus qu'un organe essentiel du capitalisme, destiné à jouer un rôle primordial dans la tentative du capital de renverser le cours de la crise économique mondiale. En prise aux difficultés de retrécissement des marchés, les entreprises y voient un exutoire à leurs problèmes de débouchés. Elles y trouvent des "réservoirs de main d'œuvre" inespérés que les appareils d'Etat locaux se chargent de mettre au pas en organisant la répression et la torture contre toute velléité de contestation.

Les entreprises sont devancées ou relayées par les banques des pays développés qui ont trouvé là des clients inespérés : leur activité déclinait avec la chute de l'investissement dans les pays développés. Elles alimentent donc ces pays en capitaux et se ménagent des profits pour le moins substantiels. Il va sans dire, qu'en toute logique capitaliste, elles ne prêtent qu'aux pays les plus sûrs, pour ne pas dire les plus sages, ce qui ne fait qu'accroître les disparités du Tiers-Monde.

Ces pays subissent donc indirectement les contrecoups de la crise. Mais plus encore, cette dernière y est directement transférée. La récession des pays développés provoque un tassement de la demande en matières premières et leurs cours chutent (mis à part le pétrole). En même temps la hausse des prix des produits importés (inflation dans les pays développés) enflamme leurs dépenses. Sauf pour les pays exportateurs de pétrole, la dette gonfle : les banques utilisent les surplus en dollars des pays de l'OPEP pour financer ces dettes, s'assurant des profits à court terme colossaux. Mais la vache à lait menace de tarir : beaucoup de pays (Mexique, Argentine, Brésil, Turquie, Kenya...) sont au bord de la banqueroute. Il faut faire quelque chose...

C'est bien dans ce cadre de crise mondiale qu'il faut resituer la crise financière actuelle et les problèmes de l'aide aux pays sous-développés. C'est une condition nécessaire pour ne pas aboyer avec les loups et rendre les désordres financiers du Tiers-Monde responsables de nos malheurs.

L'aide aux pays sous-développés

DIX-SEPT pays regroupés dans le Comité d'Aide au Développement versent une aide publique au développement. C'est une aide multilatérale accordée par les gouvernements à des conditions avantageuses : faibles taux d'intérêts et longues échéances. Cette aide, déjà dérisoire, est en constant recul. Elle est relayée par une aide bilatérale, de pays à pays, qui a l'énorme avantage pour le pays prêteur de s'accompagner de contrats commerciaux. Les chiffres sont éloquentes : en France, le Ministère de la Coopération et du Développement a calculé que 1 F d'aide bilatérale assure 6 F d'exportations françaises.

L'aide publique est aussi relayée par les prêts des organismes financiers internationaux : en 1981, 64 % des prêts au Tiers-Monde sont fournis par le système bancaire, ce qui a permis une limitation de la crise des banques (notamment en 74-75).

Pour les pays du Tiers-Monde, cela signifie un alourdissement considérable de la charge de l'endettement : on s'en doute, les taux des banques n'ont rien de philanthropique. A tel point, qu'aujourd'hui, le remboursement est supérieur à ce que ces pays perçoivent comme nouveaux financements. Ils sont donc condamnés à utiliser de nouveaux prêts pour payer les dettes. Ainsi le Mexique utilise 60 % de ses revenus en devises pour payer ce qu'il doit, le Brésil 58 %. Ces pays sont d'autant plus touchés qu'ils ont emprunté à des taux flottants.

Or, ce taux a dépassé 20 % en 1981.

Les risques d'un krack financier

Ya-t-il un risque de krack financier dans le monde ? Tel était le sujet de conversation dans les couloirs de la session annuelle du Fonds Monétaire International à Toronto ces 6-9 septembre.

Rappelons que la dette du Tiers-Monde passe de 86,6 milliards de dollars en 1971, à 600 milliards fin 82. Cet argent est donc prêté par des sociétés privées et non par des Etats, lesquelles sociétés peuvent faire faillite si on ne les rembourse pas. La faillite du Mexique n'est pas pour rassurer les argentiers...

Dans cette ambiance de banqueroute, les banques ne peuvent plus assumer seules la dette du Tiers-Monde. Aussi, elles demandent au F.M.I. de les relayer et de garantir leurs prêts. Or les fonds dont disposent le F.M.I. sont versés par les Etats membres dans une cagnotte : c'est de l'argent public des contribuables. L'appel aux fonds du F.M.I. n'a bien sûr pas pour mobile essentiel le renflouement des pays endettés : l'argent libéré garantit les prêts des banques privées et assure une certaine solvabilité du pays. Belle opération qui appelle les Etats à venir en aide aux banques privées ! Le libéralisme a quand même ses limites et l'intervention publique peut, tout à coup, avoir du bon !

Et voilà le Tiers-Monde affublé des responsabilités des désordres économiques

internationaux ! Le krack financier, avec tout son pouvoir symbolique, est à nouveau brandi.

Mais pourquoi ne pas causer de l'endettement des pays développés ? La France vient d'emprunter 4 milliards de dollars sur le marché monétaire international, la dette à l'égard des banques US est de 47,3 milliards de dollars pour la Grande-Bretagne (21,5 milliards pour le Mexique, 13,1 pour la France...). L'économie US est elle-même endettée, mais tout cela est passé sous la table. Le bouc émissaire est trop commode. Il n'en reste pas moins que le F.M.I. est amené à intervenir pour la survie du système tant il est vrai que nombre de banques (US surtout) sont en situation périlleuse avec des prêts énormes à des pays qui ne peuvent payer. Et pourquoi ne pas rappeler que l'origine de cette crise financière est bien la crise de production qui touche les pays développés depuis la fin des années 60 ?

Dans cette optique, les interventions du F.M.I. ne peuvent faire que du raccomodage et repousser les problèmes à plus tard. Raccomodage utile tout de même puisqu'on ne fait rien sans contrepartie dans ce système. Et chaque fois que le F.M.I. vient à la rescousse, il impose ses conditions : généralement le pays doit dévaluer, ce qui abaisse le prix des exportations et de l'investissement direct, à la grande joie des pays développés ; politique de restriction budgétaire (diminution des dépenses sociales) ; stabilisation des salaires et répression sociale à la clé. Le monétarisme sévit au F.M.I. Produire au moindre coût dans le Tiers-Monde : tel est l'intérêt des pays développés, relayés par le F.M.I.

Les politiques des pays développés

DU côté américain, le libéralisme claironne. La priorité dans le Tiers-Monde est la promotion de la libre entreprise « qui seule peut permettre le décol-

lage réel ». Plutôt que de verser des aides publiques qui ne sont « qu'assistances diverses », il faut que ces pays s'engagent résolument dans le commerce international. Vieille rengaine remise au goût du jour : elle a fait ses preuves en condamnant les 3/4 du globe à la misère.

Aux USA, s'opposent les social-démocraties dont la philosophie en la matière s'inspire du rapport de la Commission Brandt (1). Pour conjurer le risque d'un krack financier, il est nécessaire de redistribuer les capitaux et les techniques : une sorte de Plan Marshall d'aide au Tiers-Monde pour une division internationale du capital plus « solidaire ». Ce transfert de ressources vers le Sud doit résoudre les problèmes des pays pauvres... et les nôtres : grâce à ce transfert, la demande de ces pays sera forte et favorisera nos exportations. Une façon « solidaire » de résoudre notre crise de production.

Cette thèse est trop proche de la thèse libérale pour être satisfaisante : elle consiste à dire que pour le Nord, comme pour le Sud, la participation active au marché mondial reste le moteur du développement et de la croissance.

Or il est utile de rappeler que le sous-développement de la majeure partie du globe est le produit du développement de l'autre partie. Les deux termes sont liés et la résolution du problème les concerne tous les deux. Comme il est bon de se rappeler également qu'aucune dictature n'a pu jeter les bases d'une économie équilibrée et qu'aucune modification durable ne pourra survenir dans ces pays sans transformations sociales profondes, aussi bien dans les pays du Nord que du Sud.

Geneviève AZAM

(1) Commission Brandt - Rapport (Nord-Sud, un programme de survie, Idées).



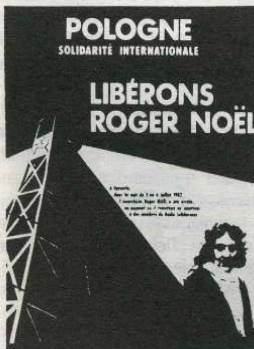
TUTTI FRUTTI

BABAR EN PROCES

Roger Noël dit Babar, l'anarchiste belge est toujours en prison à Varsovie. Au début du mois de septembre il a reçu copie de l'acte d'accusation : détention d'émetteur illégal, et propagation de fausses nouvelles, c'est-à-dire, atteinte à la sûreté de l'Etat polonais. Il risque donc toujours entre 3 et 10 ans de prison pour avoir remis un émetteur F-M à Radio-Solidarność.

En cellule avec des droits communs, selon sa volonté, à la prison de Motokow, Babar attend un procès qui vient d'être fixé aux 22 et 23 novembre. Le gouvernement polonais, qui ne perd pas le nord, exige une caution de 150 000 F. pour accorder sa libération.

Tout en tentant de ramasser la somme énorme exigée, le comité de soutien intensifie ses démarches auprès de toutes les institutions et de tous les officiels susceptibles d'aider à arracher Roger Noël des griffes de la junte. Pour l'aider on peut prendre contact, en France, avec Edit. 71, 22, rue d'Annam, 75020 Paris.



CENTRALE (SYNDICALE) d'INTELLIGENCE AMERICAINE ?

1947 : le plan Marshall, l'éviction des gouvernements européens des ministres communistes, début de la guerre froide... Ce n'est aujourd'hui un secret pour personne : aussi bien la CIA que les centrales syndicales américaines AFL et CIO (à l'époque, non encore unifiées) ont joué un rôle de poids dans les scissions syndicales. En France, un secteur dirigé par Bergeron allait scissionner de la CGT pour créer FO à l'aide de subventions américaines. En Italie, la scission de la CGIL allait donner naissance à la CISL (social-démocrate) et à l'UIL (démocrate-chrétien). Et puis, l'AFL troqua son champ européen de prédilection pour sévir en Afrique et en Amérique Latine, tout comme la CIA du reste...

L'intervention de la CIA en Amérique Latine (Chili, Argentine, Nicaragua,....) mais aussi en Europe (récemment en Turquie n'est plus à prouver. Reagan se propose aujourd'hui de renouer avec la vieille expérience. Son gouvernement a chargé l'American Political Foundation de rédiger un rapport en vue de le soumettre au Congrès. Il s'agit de débloquent d'importants crédits afin que l'AFL-CIO puisse "venir en aide aux organisations démocratiques et pluralistes" un peu partout dans le monde. Vu l'alignement de la centrale syndicale sur la cynique campagne reaganienne de soutien à "Solidarność", les pays de l'est pourraient bien ne pas être épargnés.

L'affaire a l'avantage de jouer sur les finesses. Car l'on peut bien sûr être surpris, voire scandalisés, de voir la CIA soutenir telle ou telle organisation syndicale. Mais si l'on fait faire ce même boulot par l'AFL-CIO, qui pourrait alors critiquer une centrale syndicale venant en aide à une organisation "amie" ? Reste donc à savoir si le Congrès américain acceptera de débloquent les crédits et, dans l'affirmative, à savoir par où va commencer à frapper la centrale syndicale américaine "élargie" : AFL-CIO-CIA ?

COLLOQUE MALATESTA

Du 24 au 26 septembre s'est tenu à Milan un colloque d'étude sur Errico Malatesta, "Penser et vivre l'anarchie", à l'occasion du cinquantième de sa mort. Un public estimé à 500-600 personnes a suivi des travaux qui ont permis la présentation et la discussion d'une vingtaine de rapports et communications : historiques, politiques, ou théoriques.

La plus grande partie des rapporteurs était constituée par des chercheurs anarchistes (João Freire, Colombo, Nico Berti, Luciano Lanza...). Parmi les exceptions signalons l'historien communiste Santarelli et l'historien social-démocrate Pier Carlo Masini, tous deux très connus en Italie où ils sont les auteurs d'ouvrages, largement diffusés, sur l'anarchisme et le socialisme.

A ce colloque, organisé par le Centre d'Etudes Libéraires G. Pinelli de Milan (qui avait déjà organisé des travaux internationaux sur Bakounine en 1976, sur la techno-bureaucratie en 78, sur l'autogestion en 79 et sur l'utopie en 81), la presse quotidienne italienne a donné un écho inaccoutumé à travers des articles dans l'ensemble intéressants.

Les actes du colloque (en totalité ou partiellement, selon les possibilités) seront probablement publiés par les Editions Antistato.



GUATEMALA, PACIFICATION SANGLANTE

5 000 Indiens qui ont fui devant une force armée de 20 000 soldats guatémaltèques, ont été encerclés dans les montagnes près du village de San Juan Jilotepeque, au centre du Guatemala. L'armée et le gouvernement menacent les Indiens d'une attaque massive par air et terre (avec de l'artillerie lourde) s'ils ne se rendaient pas.

Le 4 octobre dernier, dans le village de Chiatulum, 300 Indiens, hommes et femmes, ont été assassinés après s'être placés sous la protection de l'armée. Les "Escadrons de la Mort" portent de lourdes responsabilités dans ces meurtres répétés.

De nombreux évangélistes et traducteurs de Bible ont été amenés dans la région où ils travaillent étroitement avec l'armée pour appliquer la politique de "transformation spirituelle complète des Indiens", publiquement annoncée par le général Rios Montt.

Le Ministère américain admettant que le Guatemala a un rôle crucial en Amérique Centrale, en conséquence, l'administration Reagan manœuvre pour obtenir du Congrès l'attribution d'une aide militaire et économique au Guatemala. Cette aide prolongerait indéfiniment le génocide. Un régime corrompu et brutal serait, une fois encore, le fer de lance de la politique US de domination dans la région.

Pour toute action de solidarité on peut contacter le CISIA, 2 A, Bd. Sourdis, 44000 Nantes.

ESPAGNE : POUSSÉE DES DEUX C.N.T. ?

Si le résultat des élections générales du 28 octobre a surpris, c'est surtout par la bipolarisation de l'électorat et le raz-de-marée socialiste. Aujourd'hui donc, le mouvement libertaire espagnol se trouve face à une nouvelle situation dont il faut espérer qu'il saura tirer profit. Pour l'heure, il semble bien que tel soit le cas, à la lumière des résultats de deux récentes élections syndicales à Barcelone.

Il y a quelques mois, le syndicat des spectacles de la CCT-CNT (secteur renouvelé) confirmait son implantation majoritaire dans les salles de cinéma où il obtenait 69,44 % des voix (soit 50 délégués sur 72). Les autres centrales restaient ainsi totalement marginalisées : l'UGT 12 % ; les Commissions ouvrières 5,56 % ; les Indépendants 5,56 %, l'USO 1,30 %. Quant à la CNT-AIT (secteur historique) elle obtenait aussi 5,56 %.

Ainsi donc, contrairement à l'accord du Congrès de 79 prônant le boycott, certains secteurs de la CNT-AIT semblent avoir changé de stratégie. Une nouvelle orientation qui a porté ses fruits au cours des élections syndicales au Métro de Barcelone, début novembre. Dans ce fief traditionnel des Commissions Ouvrières, la CNT-AIT remportait 34 % des voix (9 délégués), reléguant les CC.OO à la seconde place avec 18 %, le SU avec 17 % ; l'UGT et les Indépendants obtenant moins de 5 % (1 seul élu). Une victoire doublement significative : c'est aussi bien la stratégie syndicale des CC.OO que la politique de la municipalité socialiste de Barcelone qui se trouvent ainsi durement sanctionnées.

Les profondes divergences quant à l'attitude à adopter face aux élections syndicales étant, en grande partie, à l'origine de la scission de la CNT, que penser de cette convergence stratégique entre les deux secteurs ? Si elle venait à se confirmer, nous achèverions-nous alors vers une réunification ?

La CNT-AIT doit tenir son VI^e Congrès à la mi-janvier à Barcelone et le thème des élections syndicales figure à l'ordre du jour. Nous saurons donc bientôt si la nouvelle orientation est le fait de "dissidents" ou si elle correspond à une nouvelle stratégie...

B O N N E N O U V E L L E !

A U M O M E N T D E B O U C L E R
C E N U M E R O N O U S A P P R E -
N O N S P A R L A P R E S S E
L A L I B E R A T I O N D E
B A B A R !

CASE LIBRE

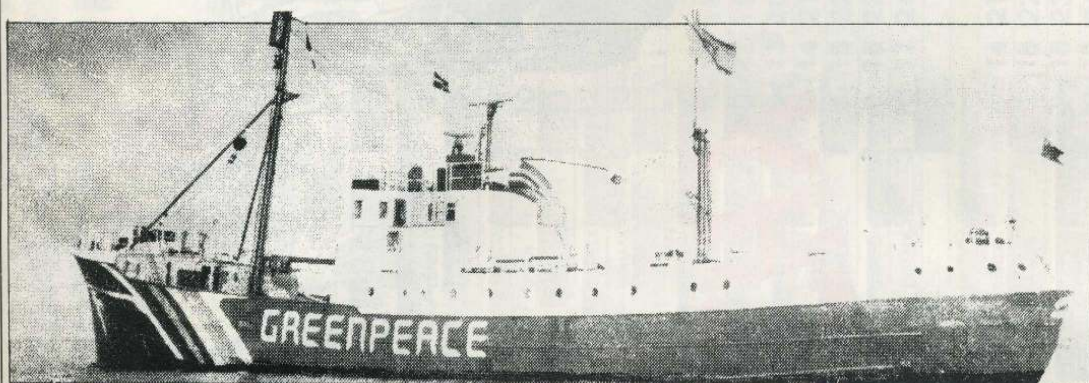
Une page blanche
offerte en toute liberté
à un mouvement.

GREENPEACE - 3, rue de la Bûcherie
75005 Paris. Tél. 325.91.37. Les locaux
sont ouverts de 14 à 18 h, du lundi au ven-
dredi. L'association édite un journal,
"Greenpeace" (ab. un an : 30 F).

l'action directe contre les pollutions

GREENPEACE

I NFORMATION ET interventions concrètes. Dénunciation ET action directe non-violente. Telle est la double caractéristique de ce mouvement international qui parvient parfois, par la détermination de certains de ses membres, à faire la une des médias. Un mouvement qui s'efforce, depuis onze ans déjà, d'empêcher industriels et militaires de polluer la planète et son milieu marin.



GREENPEACE est né en 71 quand un groupe de gens décida de s'opposer, par leur présence physique, aux essais nucléaires américains sur l'île d'Amchitka, au large de l'Alaska.

Greenpeace est l'union de groupes issus de divers pays et de cultures différentes. Des bureaux existent dans 9 pays. Fidèle à sa philosophie d'action directe non-violente, Greenpeace agit sur les lieux mêmes où les équilibres écologiques sont menacés.

Essais nucléaires

EN 1972 et 1973, Greenpeace est allé à Mururoa, avec le voilier "Vega", pour protester contre les essais nucléaires atmosphériques que la France pratiquait dans le Pacifique. En 1974, objet d'une protestation internationale importante, la France annonça l'arrêt de ces essais.

En 1981, Greenpeace lance une campagne pour l'arrêt de tous les essais nucléaires dans le monde. Le voilier "Vega" retourne à Mururoa. L'année suivante, le "Sirius" se rend à Leningrad pour protester contre les essais soviétiques. Dans le même temps, une mongolnière fait un grand voyage aux États-Unis pour protester contre les essais américains au Nevada.

Les baleines

EN 1975 et 1976, Greenpeace s'oppose à la flotte baleinière soviétique dans le Pacifique. Des Zodiacs s'interposent pour la première fois entre le harpon et la baleine. La campagne pour la protection des baleines se poursuit et, en

1978, le mouvement proteste contre la chasse baleinière australienne à Cheynes Beach, s'opposant aux navires chasseurs : l'année suivante, l'ordre est donné de fermer l'usine. En Islande comme en Espagne, le bateau "Rainbow Warrior" s'oppose à la destruction des baleines. En 1980, alors que son équipage empêche la chasse, le bateau est arraisonné dans les eaux internationales au large de l'Espagne. Retenu pendant cinq mois, il finit par s'évader du port militaire d'El Ferrol. Depuis lors, Greenpeace est présent aux réunions annuelles de la Commission baleinière internationale. En 1981, l'association envoie plusieurs représentants à New-Delhi où a lieu la réunion des pays signataires de la Convention sur le commerce international des espèces en voie de disparition : lors de cette séance, décision est prise d'interdire le commerce des cachalots, des rorquals communs, des rorquals de Rudolphi et de leurs produits.

Déchets en tout genre

EN 1978 et 1979, l'équipage du "Rainbow Warrior" se place sous les plates-formes de déversement du navire britannique "Gem" pour empêcher l'immersion des déchets nucléaires dans le Golfe de Gascogne. En 1981, avec son nouveau bateau "Sirius", Greenpeace s'oppose une nouvelle fois à ces versements malgré la violence croissante des autorités à bord du "Gem".

Dès 1978, campagne dans la Manche à l'occasion du premier passage du cargo "Pacific Fisher", chargé de combustibles nucléaires irradiés japonais destinés à La Hague et à Winscale. Deux ans plus tard, le "Rainbow Warrior" manifeste à Cher-

bourg contre l'arrivée du "Pacific Swan" en provenance du Japon avec sa cargaison radioactive. Le "Rainbow Warrior" est extradé et arraisonné par la marine nationale. Quelques mois plus tard, il se rend à Barrow-in-Furness, équivalent britannique de La Hague, lors de l'arrivée du "Pacific Fisher". En 1981, le "Sirius" se rend à Cherbourg pour réclamer la rupture des contrats internationaux de retraitement : les contrats sont suspendus sous la pression, jusqu'à la parodie de débat qui a lieu au Parlement en octobre.

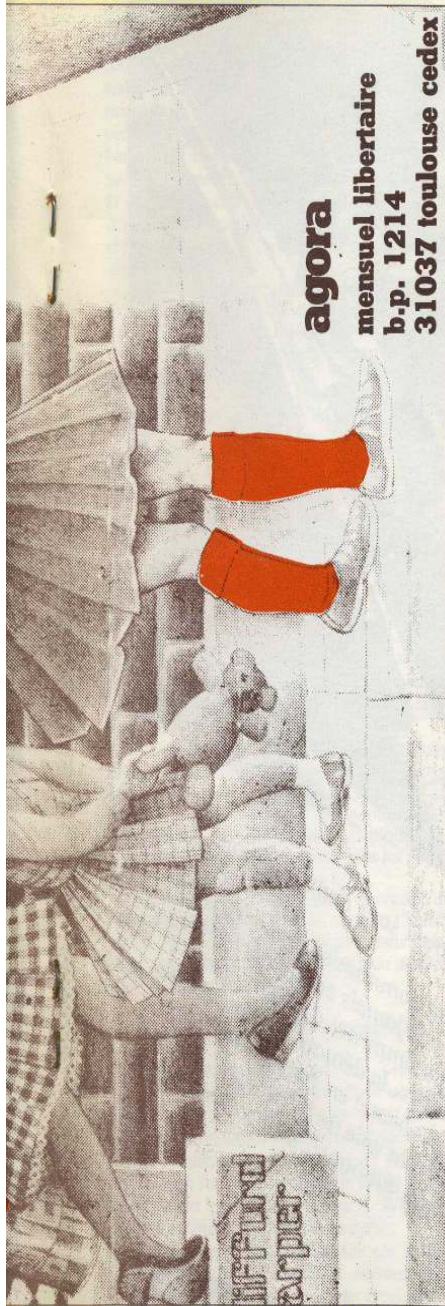
Parallèlement, le "Rainbow Warrior" bloque, en 1980, le port de Rotterdam : plusieurs bateaux empêchent le départ des navires affrétés par la firme Bayer, qui rejette chaque année 550 000 tonnes de déchets d'acides et des métaux lourds en Mer du Nord. A la suite de cette action, Bayer établit un plan de recyclage. A Hamburg, blocus du port contre le départ du navire qui doit immerger les déchets chimiques de la compagnie Kronos ; cette campagne est suivie d'une action avec le "Rainbow Warrior" dans la baie de New York contre les versements de déchets chimiques par la compagnie mère, National Lead.

Cet été, Greenpeace a connu deux succès. D'une part la campagne menée contre l'immersion de déchets radioactifs dans le Golfe de Gascogne a rencontré un écho exceptionnel, d'autre part, la commission baleinière internationale, réunie à Londres le 23 juillet 1982, a enfin décidé d'interdire toute chasse baleinière commerciale à partir de 1985.

1983

1983





agora
mensuel libertaire
b.p. 1214
31037 toulouse cedex

JANVIER 1983						
LUNDI	3	10	17	24	31	
MARDI	4	11	18	25		
MERCREDI	5	12	19	26		
JEUDI	6	13	20	27		
VENDREDI	7	14	21	28		
SAMEDI	1	8	15	22	29	
DIMANCHE	2	9	16	23	30	

MAI 1983						
LUNDI	2	9	16	23	30	
MARDI	3	10	17	24	31	
MERCREDI	4	11	18	25		
JEUDI	5	12	19	26		
VENDREDI	6	13	20	27		
SAMEDI	7	14	21	28		
DIMANCHE	1	8	15	22	29	

SEPTEMBRE 1983						
LUNDI	5	12	19	26		
MARDI	6	13	20	27		
MERCREDI	7	14	21	28		
JEUDI	1	8	15	22	29	
VENDREDI	2	9	16	23	30	
SAMEDI	3	10	17	24		
DIMANCHE	4	11	18	25		

FEVRIER 1983						
LUNDI	7	14	21	28		
MARDI	1	8	15	22		
MERCREDI	2	9	16	23		
JEUDI	3	10	17	24		
VENDREDI	4	11	18	25		
SAMEDI	5	12	19	26		
DIMANCHE	6	13	20	27		

JUN 1983						
LUNDI	6	13	20	27		
MARDI	7	14	21	28		
MERCREDI	1	8	15	22	29	
JEUDI	2	9	16	23	30	
VENDREDI	3	10	17	24		
SAMEDI	4	11	18	25		
DIMANCHE	5	12	19	26		

OCTOBRE 1983						
LUNDI	3	10	17	24	31	
MARDI	4	11	18	25		
MERCREDI	5	12	19	26		
JEUDI	6	13	20	27		
VENDREDI	7	14	21	28		
SAMEDI	1	8	15	22	29	
DIMANCHE	2	9	16	23	30	

MARS 1983						
LUNDI	7	14	21	28		
MARDI	1	8	15	22	29	
MERCREDI	2	9	16	23	30	
JEUDI	3	10	17	24	31	
VENDREDI	4	11	18	25		
SAMEDI	5	12	19	26		
DIMANCHE	6	13	20	27		

JUILLET 1983						
LUNDI	4	11	18	25		
MARDI	5	12	19	26		
MERCREDI	6	13	20	27		
JEUDI	7	14	21	28		
VENDREDI	1	8	15	22	29	
SAMEDI	2	9	16	23	30	
DIMANCHE	3	10	17	24	31	

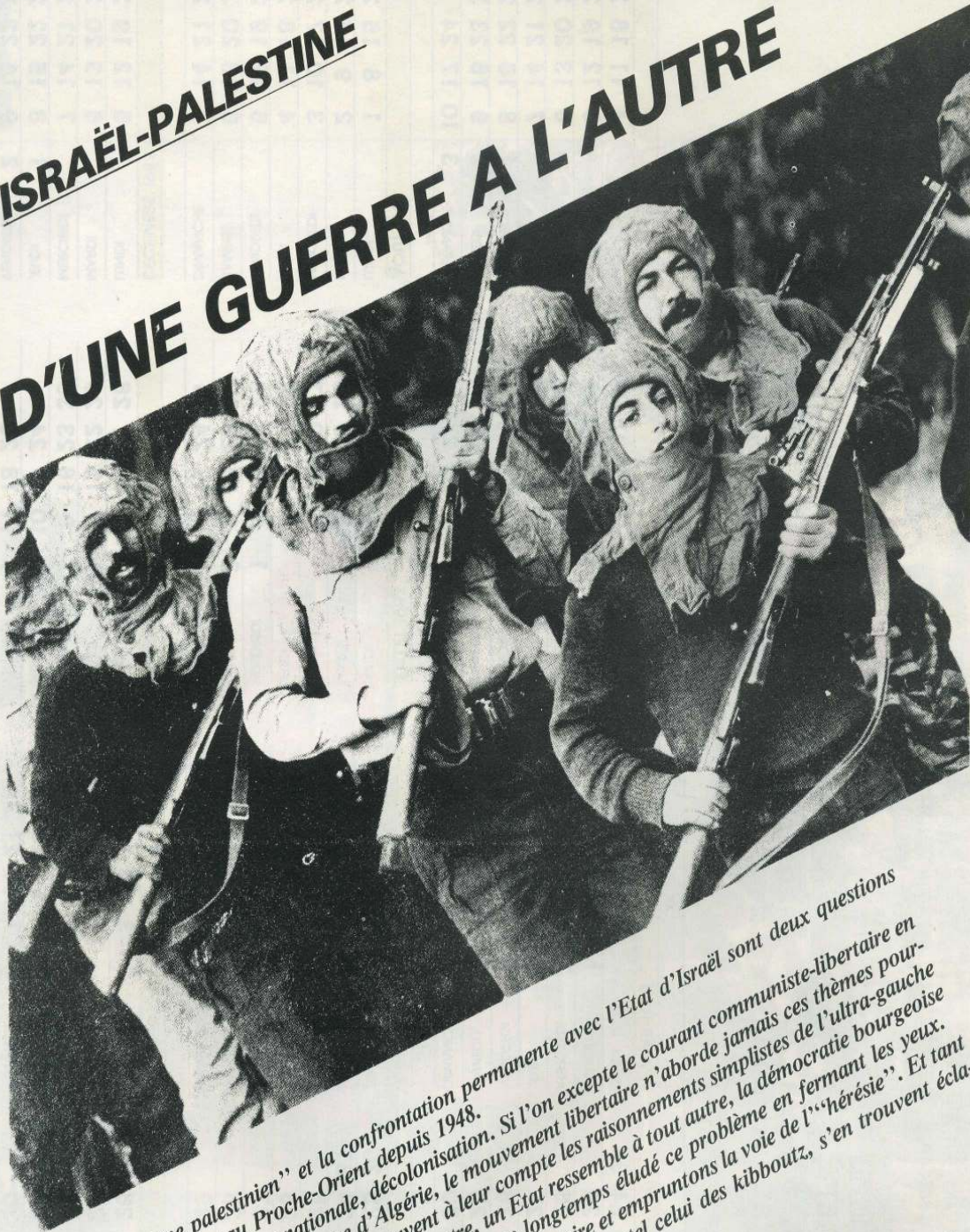
NOVEMBRE 1983						
LUNDI	7	14	21	28		
MARDI	1	8	15	22	29	
MERCREDI	2	9	16	23	30	
JEUDI	3	10	17	24		
VENDREDI	4	11	18	25		
SAMEDI	5	12	19	26		
DIMANCHE	6	13	20	27		

AVRIL 1983						
LUNDI	4	11	18	25		
MARDI	5	12	19	26		
MERCREDI	6	13	20	27		
JEUDI	7	14	21	28		
VENDREDI	1	8	15	22	29	
SAMEDI	2	9	16	23	30	
DIMANCHE	3	10	17	24		

AOÛT 1983						
LUNDI	1	8	15	22	29	
MARDI	2	9	16	23	30	
MERCREDI	3	10	17	24	31	
JEUDI	4	11	18	25		
VENDREDI	5	12	19	26		
SAMEDI	6	13	20	27		
DIMANCHE	7	14	21	28		

DECEMBRE 1983						
LUNDI	5	12	19	26		
MARDI	6	13	20	27		
MERCREDI	7	14	21	28		
JEUDI	1	8	15	22	29	
VENDREDI	2	9	16	23	30	
SAMEDI	3	10	17	24	31	
DIMANCHE	4	11	18	25		

ISRAËL-PALESTINE D'UNE GUERRE A L'AUTRE



LE "problème palestinien" et la confrontation permanente avec l'Etat d'Israël sont deux questions majeures posées au Proche-Orient depuis 1948. Lutte de libération nationale, décolonisation. Si l'on excepte le courant communiste-libertaire en particulier au moment de la guerre d'Algérie, le mouvement libertaire n'aborde jamais ces thèmes pour-tant fondamentaux. Reprenant bien souvent à leur compte les raisonnements simplistes de l'ultra-gauche selon lesquels une bourgeoisie en vaut une autre, un Etat ressemble à tout autre, la démocratie bourgeoise vaut autant que le fascisme, les libertaires ont trop longtemps éludé ce problème en fermant les yeux. Nous avons choisi de rompre avec cette cécité volontaire et empruntons la voie de l'"hérésie". Et tant pis (ou plutôt tant mieux) si quelques mythes des libertaires, tel celui des kibboutz, s'en trouvent ébloussés au passage. Bien d'autres restent encore à démolir !

DOSSIER REALISÉ PAR DAVID ANDROS ET JULIE DESGRANGES

STRATÉGIES

LE partage, défini peu après Yalta et parachévé par la création de l'Etat d'Israël, qui faisait de la Méditerranée un lac américain, a été quelque peu chamboulé par la suite.

Nasser créa la première rupture. La Ligue Arabe unifia contre un ennemi commun, Israël, un grand nombre d'Etats du Proche-Orient qui se lancèrent ainsi, de gré ou de force, dans la bataille. D'autre part, favorisant les mouvements de libération, notamment en Algérie, elle orienta le monde arabe vers le pro-soviétisme. Mais le grand projet de Nasser de créer une vaste république arabe avec la Syrie et l'Irak ne lui survécut pas. D'autant que cette idée heurta dès le début les deux Etats dynastiques les plus liés aux intérêts américains : la Jordanie et l'Arabie Saoudite.

En 1973, l'arme pétrolière découverte par l'OPEP montra le rôle économique fondamental de cette partie du monde pour l'impérialisme occidental. L'enjeu du partage devenait vital.

L'enjeu devient vital

C'EST encore l'Egypte qui provoqua le changement. Sadate, abandonnant les alliances de Nasser, rivalisa avec l'Irak dans son rapprochement avec les Etats-Unis. Cette "amitié" le conduisit à Camp David où il abandonna ce qui avait servi de catalyseur au monde arabe : la volonté de détruire Israël. Cette mise au ban du monde arabe permit ainsi aux USA de créer autour d'Israël un "cordon sanitaire" qui lui permettait en même temps d'étaler ses bases militaires de l'Arabie Saoudite au Canal de Suez.

Dans un Proche-Orient divisé, la révolution iranienne sembla un instant canaliser les enthousiasmes. En effet, si le nationalisme arabe n'avait jusqu'alors que concerné la bourgeoisie, le "patriotisme islamique" de l'ayatollah trouva vite des échos dans les populations exploitées de tous ces pays.

Pour les Etats-Unis, l'Irak et l'invasion de l'Afghanistan démontrèrent surtout l'inefficacité de leur stratégie militaire dans cette zone. Reagan reprit donc la politique de Carter.

Le redéploiement américain

LA nouvelle stratégie est celle de l'"intervention rapide". Pour ce faire, il fallait renouer avec les pays arabes tout en maintenant l'alliance privilégiée avec Israël. La démission de Haig, le 25 juin dernier, et son remplacement par le lobby "pro-arabe" dont les chefs de file sont C. Weinberger et G. Shultz, fut donc nécessaire.

Sur le terrain, cela s'est traduit par le rapprochement avec le Maroc et surtout avec l'Algérie où le pragmatisme de Benjedid a bien arrangé les choses. Mais ici, les Etats-Unis auront bien du mal à contrebalancer les quelque 3 000 conseillers militaires soviétiques



DEPUIS 1945, tout en suivant les pas de la décolonisation, les deux impérialismes, soviétique et américain, ont fait des Etats méditerranéens notamment au Proche-Orient un enjeu de choix dans leurs affrontements.

Pour certains politologues, c'est en Méditerranée qu'est née la III^e Guerre Mondiale.

qui s'y trouvent.

Reste à régler le problème de la coexistence entre Israël et Palestiniens, au bénéfice bien sûr des Américains. D'abord, arroser la région : le gouvernement libanais dont les sympathies sont évidentes recevra d'ici peu dix à quinze milliards de dollars du FMI et Washington est prêt à accroître son aide militaire. Ensuite, assurer la stabilité dans le Golfe et, pour cela, il s'agit de faire de la Jordanie une plaque tournante très importante. D'une part elle est censée résoudre le problème palestinien ; d'autre part elle devient une base stratégique américaine importante, comparable à ce que fut l'Irak en son temps.

Cette arrivée en force des Etats-Unis dans la région évite, aux yeux de l'opinion publique américaine, le risque d'une vietnamisation et explique la modération du plan Reagan qui, tout en cautionnant tous les Etats autoritaires de la région, exclut l'Irak du bloc arabe. Le retour de l'impérialisme américain met fin à toutes les illusions nées du nassérisme.

Entre temps, l'ours soviétique n'a rien dit. La prestation de son matériel militaire dans les mains syriennes montre aussi que les intérêts soviétiques n'ont pas pour but d'envenimer les choses dans cette zone. Tout en renforçant ses liens avec Khadafi ou la Syrie, l'URSS reste immobile, davantage préoccupée qu'elle est par les problèmes au sein de son Empire et surtout par la tenue du Sommet sur le désarmement.

EN fait, l'originalité de la stratégie américaine dans cette zone du monde, c'est qu'elle a trouvé un allié dynamique dans l'Europe, notamment dans la France socialiste.

Alors que les pays européens ont soutenu inconditionnellement Israël depuis ses origines, les voilà qui causent. Muets lors de la destruction du réacteur nucléaire irakien de Tamuz, du bombardement de Beyrouth ou de l'annexion du Golan, les voilà qui réagissent. Leur scepticisme face à la toute puissance américaine, les difficultés des problèmes économiques ne sont pas pour rien dans leur changement. Depuis janvier 82, cinq ministres européens et Mitterrand lui-même se sont rendus au Proche-Orient.

Le soutien français au plan Fahd et ceci malgré la toute puissance du lobby israélien, notamment au sein du PS, prouve la volonté de la France de renouer non seulement avec ses alliés traditionnels du Maghreb, mais d'étendre ses intérêts en direction de l'Egypte, la Jordanie, via l'Arabie Saoudite.

Il y a donc une nette convergence entre la France et les Etats-Unis dans le cadre d'un redéploiement général. Les deux impérialismes convergent donc, l'un (Cheysson) en parlant de "combattants palestiniens", l'autre (Shultz) en parlant de "paix au Proche-Orient". Dans tous les cas, aussi bien les populations exploitées de toute la région que les Palestiniens qui ne pourront constituer un Etat, feront certainement les frais de la "haute" stratégie.

REDÉPLOIEMENT EN MÉDITERRANÉE

ISRAËL

DES FISSURES SANS PRÉCÉDENT

L'ÉCHO rencontré par le vaste mouvement d'opposition à la guerre au Liban a dépassé toutes les espérances et constitue une première en Israël. Comment s'est-il créé et développé ? Quelles en furent les composantes et limites ? Surtout, quel débouché politique permet-il d'entrevoir ?

Le 11 juin, extrême-gauche, PC et intellectuels créaient le "Comité contre la guerre au Liban" dont l'écho allait très vite dépasser leurs espoirs : la manifestation du 26 juin regroupa 20 000 personnes. Peu après, intellectuels et personnalités juives, d'Israël d'abord, de la Diaspora américaine et française ensuite, signèrent communiqués et déclarations qui parurent dans la presse de leurs pays respectifs.

Des fissures se faisaient jour au sein même de l'armée. Le colonel Eli Geva, pourtant initialement favorable à l'opération "paix en Galilée", demandait à être relevé de ses fonctions. Sharon devra reconnaître qu'un bataillon ne put être expédié à Beyrouth en raison de l'opposition d'une majorité d'officiers et de soldats !

Enfin, dès l'instant que la limite des 40 km fut franchie, les travaillistes et le parti "Shelli" (gauche pacifiste) commencèrent à exprimer leurs critiques. Au Liban même, des soldats créèrent le mouvement "Yesh Gvoul" (Il y a une limite).

La récupération travailliste

L'ENTREE en lice des travaillistes, via le mouvement "La paix maintenant", co-organisateur avec le "Comité de la manifestation du 3 juillet qui rassembla 100 000 personnes eut un double effet : d'une part donner une ampleur sans précédent à cette opposition ; d'autre part,

plaçant les travaillistes à sa tête, elle permit d'en contrôler l'orientation. On écarta ainsi le danger d'un débordement à gauche que les liaisons établies entre le "Comité" et les Arabes d'Israël menaçaient de constituer en faisant la jonction avec les Palestiniens des territoires occupés et en créant un mouvement antisioniste...

Ce désamorçage d'un mouvement potentiellement révolutionnaire fut certes facilité par les limites mêmes de certains courants, notamment des oppositions au sein de l'armée. Car, si des soldats demandaient à ne pas être envoyés au Liban, ils n'en déclaraient pas moins qu'ils exécuteraient les ordres reçus. Autre exemple, significatif : le commandant Guirio Arnik, militaire de carrière et leader de "La paix maintenant" n'en était pas moins à la tête de son unité d'élite lors de l'attaque du château de Beaufort où il trouva la mort ! Plus fondamentalement, la nouvelle composante oppositionnelle regroupée autour des travaillistes n'exprimait que des critiques humanistes et moralisantes afin de sauver l'image d'une "armée la plus démocratique du monde"... (voir encadré). Tel fut le leitmotiv de la seconde vague de ce mouvement, après les massacres de Sabra et Chatila et de la manifestation monstre du 25 septembre. Une opposition qui resta essentiellement le fait d'intellectuels et de juifs ashkénazes. On vit même, au Liban, des soldats (sépharades) traiter leurs officiers (ashkénazes) de "pro-OLP" en raison de leurs critiques !

Quel débouché politique ?

DES lors, la lutte changea de cap. On assista à une série de démarches où Begin et Shimon Perez rivalisaient, qui pour se maintenir au pouvoir, qui pour remonter sur le "trône". Le premier reçut, le 22 juillet, le renfort du parti fasciste *Tehiya* qui, avec ses trois députés, assurait Begin de 64 voix sur 120. Le second engageait des pourparlers avec les formations d'appoint du Likoud pour renverser la majorité à la Knesset.

Les révélations sur les massacres de Sabra et Chatila eurent un double effet, contradictoire. Si le Parti National Religieux (PNR) et le Tami menaçaient de lâcher Begin face à son refus de créer une commission d'enquête, les travaillistes durent mettre de l'eau dans leur vin après que Sharon, pour se justifier, ait révélé leur implication dans le massacre de Tell-al-Zaatar en 76.

La seconde vague du mouvement d'opposition (avec la démission d'un ministre, des dissensions au sein du Likoud, etc.) a certes contraint Begin à faire marche arrière et à accepter la création d'une commission d'enquête dont Sharon fera sûrement les frais. Mais, à court terme, la situation politique est totalement bloquée. En effet, si le Likoud souhaiterait appeler à des élections anticipées lui permettant, enfin, d'obtenir la majorité absolue (comme le prévoient de récents sondages), ses alliés ne l'entendent pas de cette oreille. Pour eux, le bipolarisation Likoud-Travaillistes se solderait par leur effacement au sein de l'échiquier parlementaire... Quant aux travaillistes qui misaient tout sur le renversement d'alliances au Parlement, leur allié potentiel (le PNR) faisait savoir, mi-octobre, qu'il ne souhaitait pas "pour l'heure" la chute du gouvernement Begin !

Si Begin bénéficie encore, à ce jour, du soutien des Juifs sépharades (65 % de la population), la grave crise économique et les mesures draconiennes pour subventionner la guerre risquent de lui faire perdre sa base électorale.

Il reste, surtout, que pour les Etats-Unis, la carte travailliste est la meilleure à jouer, dans la mesure où ce parti approuve globalement le plan Reagan et la "solution jordanienne". Ainsi, le plan US de "paix au Proche-Orient" passant inmanquablement par le renversement de Begin, d'aucuns affirment déjà qu'à moyen terme...

Quoiqu'il en soit, les résultats des élections municipales prévues pour novembre 82 nous fourniront, à n'en pas douter, un premier élément de réponse.



Manifestation pacifiste à Tel-Aviv.

GARDE A VOUS, L'ARMÉE EST PARTOUT !

Une "armée démocratique", une "armée du peuple". Autant de clichés que l'histoire officielle d'Israël et la prose sioniste véhiculent et voudraient ancrer dans nos consciences. Mais la réalité parle d'elle-même. Laissons-lui donc la parole :

Israël détient le record absolu des dépenses militaires par rapport au PNB. Si, en 66, avant que l'Etat sioniste n'élargisse ses frontières, ces dépenses représentaient 10 % du PNB et moins de 25 % du budget annuel de l'Etat, la politique annexionniste et belliciste n'a fait qu'en gonfler les proportions. Aujourd'hui, le budget de la défense représente 30 % du PNB et 38 % du budget. Une militarisation sans cesse croissante de la société, voulue et financée par le "grand frère" américain.

De 48 à 73, les USA ont versé au titre d'assistance économique et militaire, 3,050 milliards de dollars (dont 1,430 milliards d'aide militaire directe). De 73 à 77, le total cumulé atteignait 7,075 milliards (dont 4,300 d'aide militaire directe). Depuis l'accession de Begin au pouvoir, les 70 % des dépenses militaires sont couverts par les Etats-Unis. A tel point que le déficit de la balance commerciale, couvert à 85 % par la Diaspora jusqu'en 72-73, est maintenant épongé pour une bonne moitié par les USA...

L'appareil militaro-industriel israélien est devenu, en une décennie, le premier employeur du pays. Israël, septième exportateur mondial d'armes est, en fait, le premier si l'on tient compte de sa faible population (4 millions d'habitants).

En vertu de la Loi de la Défense (septembre 49) qui fait de l'Israélien un soldat en puissance, la mobilisation fait partie de la vie quotidienne : service militaire de 3 ans pour les hommes et 2 ans pour les femmes, mobilisation pouvant aller jusqu'à 6 semaines par an et ce jusqu'à l'âge de 55 ans. Ajoutez à ce dressage permanent une autre fonction capitale de Tsahal (armée israélienne) dans le processus de colonisation à travers son corps spécialisé Nahal. Combinant entraînement militaire et formation agricole, ces soldats-paysans implantent des



colonies, les "rôdent" avant de les remettre aux autorités civiles.

Pour permettre à ce "plus beau fleuron de la société israélienne" de s'installer au Liban, toute une série de mesures ont été décrétées cet été qui valent d'être citées : réduction des subventions de l'Etat sur les produits de consommation courante ; relèvement de 3 % de la TVA ; taxes sur les transactions bancaires et les voyages à l'étranger ; hausse de 12 à 19 % du prix des carburants en juin, puis de 24 % en juillet ; enfin, lancement d'un emprunt forcé de 4 % imposé à tous les contribuables !

Une telle politique devait tout naturellement porter ses fruits. Le vote des militaires (contingent, armée de métier et réservistes) aux deux dernières consultations électorales vaut plus qu'un long discours : si, en 77, Begin recueillait 44 % des suffrages, en 81 il en obtenait 45 % auxquels il convient d'ajouter 6 % au parti d'extrême-droite Tehiya...

A force de semer du kaki, on récolte des fascistes !

FRANCE : UNE DIASPORA PLUS DIVISÉE QUE JAMAIS

Depuis cet été, les clivages se sont accentués au sein même des Juifs de la diaspora. Un certain courant sioniste globalement représenté par le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives en France) et épaulé par le Bétar (extrême-droite musclée) a soutenu la politique de Begin de bout en bout. Mais une double opposition a vu le jour. D'une part le courant sioniste de gauche qui, à l'instar des travaillistes, n'a élevé la voix que lorsque la limite des 40 km fut franchie. D'autre part, les protestations d'intellectuels et, surtout, l'apparition, notamment à Toulouse, d'un courant à forte composante libertaire.

Se réclamant d'une certaine tradition juive (Emma Goldman, Marx, les insurgés du ghetto de Varsovie...), ces camarades témoignent que les clivages au sein de ladite "communauté juive" ne sont pas seulement politiques mais aussi socio-économiques. C'est dans cette optique qu'ils écrivaient : « C'est au nom de notre mémoire collective que nous refusons aujourd'hui d'infliger aux Palestiniens une nouvelle diaspora, un génocide, des annexions colonialistes qui éveillent en nous bien des cauchemars.

Aujourd'hui, ce sont les Begin, les Sharon et autres néo-fascistes qui font renaître l'antisémitisme en créant, par leurs actions guerrières, un climat d'insécurité pour tous les Juifs de la diaspora partout où ils vivent.

Nous nous solidarisons donc avec l'opposition qui s'élève en Israël contre la politique menée par Begin. Cette opposition, on la retrouve chez de nombreux Juifs de la diaspora qui, eux aussi, dénoncent les crimes du gouvernement israélien. »

D'UNE GUERRE A L'AUTRE

Mai 39/octobre 47 : en Palestine, les sionistes se lancent dans l'action terroriste contre l'administration britannique. On remarque déjà, à cette époque, un certain M. Begin, chef du groupe para-militaire d'extrême-droite "Irgoun".

Octobre 47 : fin du mandat britannique sur la Palestine.

Novembre 47 : vote à l'ONU du partage de la Palestine et guerre civile entre les premiers groupes militaires palestiniens et les organisations terroristes sionistes.

Janvier 49 : fin de ladite "guerre d'indépendance" d'Israël et redéfinition des frontières au profit de l'Etat sioniste.

Janvier 50 : Jérusalem devient capitale officielle d'Israël.

Octobre 56 : "campagne de Suez" tripartite franco-israélo-britannique contre l'Egypte. Israël gagne le Sinaï et le territoire de Gaza qu'elle restituera en 57.

Juin 67 : "guerre des six jours" qui permet à Israël d'occuper le Sinaï, Gaza, la Cisjordanie et le plateau du Golan.

Mars 69/août 70 : "guerre d'usure" israélo-égyptienne.

Octobre 73 : "guerre du Kippour" prenant fin en janvier 74 avec le retrait des forces israéliennes.

Juillet 78 : "campagne du Litani" avec invasion du Sud-Liban.

Juillet 80 : annexion officielle de la Jérusalem orientale.

saalem orientale.

Mars 81 : "guerre des dix jours" entre Israël et Palestiniens.

Décembre 81 : annexion officielle du plateau syrien du Golan.

Mai-juin 82 : raids sur Beyrouth et opération "Paix en Galilée".



DIPLO

LES PAYS ARABES FACE A LA PALESTINE



DES 1948, toute la région est dévastée par la guerre qui montre la détermination, américaine surtout, de faire de l'Etat israélien "sa" base stratégique au Proche-Orient.

Israël face à l'unité arabe

INSCRITE dès 1947 à l'ordre du jour, la destruction de l'Etat d'Israël apparaît comme possible grâce à la formation de la Ligue Arabe réunissant, tout autour de l'Egypte, tous les pays du Proche-Orient à l'exception de l'Iran. Trois guerres en découleront qui montreront d'une part la supériorité militaire d'Israël et, d'autre part, l'illusion de l'unité arabe.

En effet, le seul lien entre les différents Etats c'est la volonté de détruire Israël ; au-delà, les oppositions apparaissent : division entre pays pétroliers ou non, divisions politiques. La guerre contre Israël sert d'abord à relancer le nationalisme arabe, exutoire à toutes les divisions économico-sociales qui déchirent ces pays.

Devant les échecs renouvelés face à Israël, le nationalisme en prit un bon coup : il fallait changer la donne.

Jusqu'en 1967, la Palestine ne pose pas, en tant que telle, un problème aux pays arabes. La seule difficulté dans la région ce sont les réfugiés que chacun garde tant bien que

IL est des naissances dont les suites sont peu prévisibles. Si les puissances occidentales accouchèrent sans mal d'Israël, en y mettant le prix fort, l'accueil au nouveau venu ne fut pas délirant. Les uns après les autres, tous les pays arabes, à peine sortis de la colonisation, dénoncèrent la création de cet Etat aux dépens des populations autochtones.

mal, les assimilant au lumpen national. Bien que reconnue notamment grâce à Nasser, l'OLP ne sert, jusqu'à la guerre des Six jours, que d'unité militaire d'appoint. Mais, au niveau stratégique, devant l'arsenal logistique de l'Etat israélien, ne s'agissait-il pas, comme le disait l'OLP, de changer de stratégie ?

A la guerre conventionnelle menée jusqu'alors par les pays arabes, sous la pression des échecs répétés, on substitua la guerre de harcèlement. Mais celle-ci supposait une reconnaissance réelle de l'OLP, une implantation militaire des fedayins dans les différents Etats. En effet, aucune bourgeoisie n'avait une stabilité politique et un appui réel dans la population qui lui auraient permis de se placer à la tête de la nouvelle stratégie.

Dans ce changement, l'OLP y trouva son compte. D'abord, elle reçut, tel un héritage, le leadership du nationalisme arabe et un écho

spectaculaire dans le prolétariat et la petite bourgeoisie des différents pays. Au sein des réfugiés, ensuite, dont le nombre ne cesse de croître au cours de cette période, l'OLP trouve son assise populaire. De petits pays, les Palestiniens grossissent les rangs du lumpen-prolétariat, à l'exception des pays du Golfe où ils assurent la main d'œuvre immigrée.

Ainsi, si la bourgeoisie de tous ces Etats se reconnaît sans difficulté dans l'OLP où elle trouve les mêmes composantes sociales, la grande masse des Palestiniens se retrouve sans aucun problème avec les exploités de tous les pays arabes. La force des dirigeants de l'OLP c'est d'avoir su imposer à tous l'idée unificatrice de la nécessité de la création d'un Etat palestinien. En échange de cette unité retrouvée, ils ont pu, profitant de la précarité des différents pouvoirs en place, développer face à tous les pays arabes une relative indépen-

dance.

Mais ce qui fait la force de l'OLP, à savoir sa force militaire et son succès populaire, inquiète aussi. En 1970, la Jordanie les expulse de son territoire, après en avoir tué plusieurs milliers. Nouvel exode...

"Paix juste" et "étapes intermédiaires"

LES pays arabes se méfient donc d'un allié aussi encombrant. En 67 déjà, l'Egypte, la Jordanie et la Syrie en acceptant la résolution 242 du Conseil de sécurité qui affirme « le droit de tous les états de la région à vivre dans des frontières sûres et reconnues » avaient ouvert une brèche. Israël en sortait conforté.

Un peu plus tard, le sommet d'Algérie préconise la mise en œuvre d'une "paix juste" en échange de la restitution de tous les territoires occupés en 67 et du rétablissement du peuple palestinien dans la plénitude de ses droits. Bien sûr l'OLP est reconnue comme « le seul et légitime représentant du peuple palestinien », mais la destruction de l'Etat d'Israël n'apparaît plus dans les discours et, surtout, la création d'un Etat palestinien semble très hypothétique bien qu'il allait encore de soi, en 74, que les territoires de Cisjordanie et de Gaza seraient placés sous l'autorité de l'OLP.

Alors que les réfugiés palestiniens se battent pour la création de cet Etat, les stratégies de l'OLP s'affinent. En son sein, les discussions sont âpres entre la gauche et le Fath d'une part, favorables à une stratégie des "étapes intermédiaires", et le FPLP d'autre part qui maintient la définition d'une Palestine "de la mer (Méditerranée) au fleuve" (Jourdain) et qui, ainsi, prend la tête du "Front du refus".

Camp David recrée, pour un temps, l'unité. Devant cette paix factice qui déplace de fait le centre de gravité du conflit israélo-arabe vers le Nord-Est, la cohésion se refait. L'Egypte, totalement impliquée dans le marchandage Sinaï contre Cisjordanie et Gaza, perd toute crédibilité face au "front de la fermeté" (Syrie, Lybie, Algérie, Sud-Yémen, OLP) et du front du silence (Etats du Golfe et Jordanie).

Camp David c'est aussi et surtout, pour Israël, le feu vert en direction du Liban, voire de la Syrie...

Plan Fahd et sommet de Fès

DANS ce contexte d'union, à la limite factice, on comprend l'accueil fait par les pays arabes au plan saoudien d'août 81. Celui-ci demandait, d'une part le retrait d'Israël de la totalité des territoires occupés en 67, le démantèlement de toutes les colonies de peuplement établies sur ces territoires ; d'autre part la reconnaissance du droit du peuple palestinien au retour et, enfin, la création d'un Etat palestinien avec Jérusalem comme capitale. Le plan reçut, dès le départ, le soutien d'Arafat mais, très vite, il fut rejeté par l'OLP (où Arafat fut mis en minorité) et par la Syrie. En effet, le projet reconnaissait implicitement le droit à l'existence d'Israël, ce que ne pouvait officiellement accepter l'OLP. Quant à la Syrie, il lui enlevait toute possibilité de tutelle sur le Liban et sur un possible Etat palestinien.

Le plan Fahd fut donc, pour un temps, mis aux oubliettes.

Devant Beyrouth assiégée, tous les pays arabes sont restés impuissants, inactifs et

muets pendant trois semaines. Et la déclaration de Khadafi : « Je vous conseille de vous suicider plutôt que d'accepter l'humiliation (...) votre sang sera le carburant de la révolution devenue inévitable », sans manquer de vision économique, n'en traduit pas moins une impuissance et un cynisme lourds de sens. Si le génocide avait été complet, le problème palestinien aurait peut-être été plus simple à résoudre pour les autorités arabes...

Enfin réunis à Fès, les pays arabes ressortent le plan Fahd, peaufiné et remis au goût du jour. Certes, ils ne reprennent pas le premier point (*droit de tous les Etats de la région à vivre en paix*), mais l'essentiel y est. Seul ajout, et il est de taille : ils souhaitent que le Conseil de sécurité garantisse la paix, y compris à un Etat palestinien indépendant dont Jérusalem serait la capitale.

Le front arabe semble ressoudé et l'Egypte a réintégré le bercail. Dans l'euphorie de Fès, les Etats arabes ont même proposé à l'Iran d'arrêter la guerre avec l'Irak, moyennant un pont d'or. Entre temps, l'Iran a demandé un viaduc...

Ce plan Fahd-new look tient compte, et c'est indéniable, des positions américaines qui

ont évolué en ce qui concerne la Palestine. Bien sûr, le plan Reagan ne revient pas sur les garanties offertes à Israël, mais il envisage l'autonomie des Palestiniens de Cisjordanie ; quant au statut de Jérusalem, il devra être négocié.

La solution jordanienne... une solution pour qui ?

DE ceci, et surtout des différentes rencontres diplomatiques qui ont suivi le sommet de Fès, il ressort plusieurs points. Les Israéliens, seuls pour la première fois, refusent de rétrocéder la Cisjordanie et Gaza et pour cela multiplient les colonies d'implantation au lieu de les geler comme le demande Reagan. D'autre part, Etats-Unis et pays arabes se tournent vers la solution jordanienne.

Les territoires de Cisjordanie et de Gaza seraient intégrés, sous forme de protectorat ou de confédération, à la Jordanie. Cette thèse qui reçoit depuis longtemps l'adhésion des travaillistes israéliens, a rencontré un vif écho dans l'OLP. Arafat lui-même a renchéri, le 14 octobre dernier lorsque, en tour-



UN PEU DE L'HISTOIRE DE L'O.L.P.

1950 : Dans les camps de réfugiés, la résistance commence à s'organiser. Ainsi apparaît, en 56, dans le territoire de Gaza occupé par Israël, le Fath (la Conquête).

1964 : Au second sommet de la Ligue Arabe, Nasser pousse à la reconnaissance de l'OLP naissante. A sa tête se trouve, à l'époque, un notable palestinien : Ahmed Choukeiry.

Mais il ne fait pas l'affaire des pays arabes et, après un court interrègne de Yahi Hamoudra, c'est Arafat, autre notable, leader du Fath, qui prend la tête de l'OLP. Ce dernier a un avantage, c'est qu'il rassure, par sa modération, les Etats arabes conservateurs. C'est pourquoi il restera à la tête de l'organisation palestinienne jusqu'à nos jours. A partir de cette date, le rôle diplomatique de l'OLP ne fait que s'accroître.

Point culminant de cette époque : l'ovation faite à Arafat à l'ONU, en novembre 74, peu après que le sommet arabe de Rabat

eut confirmé l'OLP dans son rôle d'unique représentant du peuple palestinien.

Mais, entre temps, les rapports de l'OLP avec les pays arabes se sont dégradés. En septembre 70, la monarchie jordanienne anéantit ou expulse les Palestiniens réfugiés sur son territoire. C'est le célèbre "Septembre noir" qui laissera un souvenir assez cuisant aux exilés.

Mais, à partir de Camp David, l'OLP est devenue un partenaire à part entière face aux autres pays arabes. Reconnue aujourd'hui par 110 pays, forte de son autorité dans le monde arabe, Arafat peut maintenant rencontrer d'égal à égal le chancelier autrichien Kreisky et autres gouvernants.

Reste à savoir ce que deviendra l'OLP. Intégrée dans une confédération jordanopalestinienne, les différents groupes qui la composent n'auront plus de raison d'être unis. Comment l'OLP acceptera-t-elle le "partage" du pouvoir ?



née en Jordanie, il a déclaré : « *Les peuples palestinien et jordanien ne forment pas deux peuples, mais un seul* ». En septembre 70, il semblait pourtant bien qu'il y en avait deux... En fait, cette solution satisfait bien des ambitions.

Après leur mutisme pendant les derniers massacres, les pays arabes semblent s'activer dans la fièvre diplomatique. Pour eux, escamoter le problème palestinien, c'est une solution. Pour la Jordanie, l'idée de dominer un Etat dans lequel les sujets seraient plus nombreux et surtout désarmés, n'en est pas une absurde et ceci dans la mesure où, devenue leader des pays arabes, elle préviendrait en même temps l'annexion définitive de la Cis-jordanie par Israël.

Pour l'OLP, reste un problème à contourner : celui des Palestiniens qui se sont battus pour la création d'un Etat indépendant. Cette revendication est la seule aujourd'hui qui reste incontournable. Pour ces populations dispersées depuis des décen-

nies, le nationalisme qui trouve son débouché naturel dans la création d'un Etat, a permis et permet toujours de cacher les antagonismes de classe. L'existence de cet Etat est un premier pas nécessaire qui permettra à ces problèmes fondamentaux d'apparaître clairement. S'il ne s'agit pas de se battre pour qu'un tel Etat voit le jour, il faut savoir et dire clairement que c'est grâce à sa création que pourront naître les véritables débats au Proche-Orient.

Pour les dirigeants de l'OLP, cela semble déjà une idée d'arrière-garde. La bourgeoisie qui se reconnaît dans l'organisation palestinienne n'aura qu'un problème de statut, de fonctions à l'intérieur d'un quelconque Etat jordanien. C'est ce qu'elle doit négocier.

Mais pour tous ceux qui se sont battus et se battent encore, la solution risque d'être amère. Les clivages sociaux et politiques risquent fort alors de s'agrandir non seulement dans l'OLP mais aussi dans l'ensemble des pays arabes.

L'O.L.P. : UN MANTEAU D'ARLEQUIN...



Trente ans de résistance armée et d'efforts diplomatiques pour s'imposer ont modelé l'OLP. Elle constitue aujourd'hui un front très large d'organisations allant de la droite islamique à l'extrême-gauche pro-soviétique. Le seul point commun de ces différents groupes est le nationalisme, c'est-à-dire la volonté de créer un Etat palestinien.

Mais du Fath d'Arafat, le plus nationaliste, au FPLP d'Habache, à la Saïka syrienne, en passant par le FDLP d'Havakmeh et la FLA pro-irakien, les tendances sont très diverses. Si sa charte de départ prévoyait la destruction de l'Etat d'Israël, aujourd'hui elle ne le mentionne plus et même la notion d'Etat palestinien a évolué avec le temps.

L'O.L.P. : un gouvernement sans Etat

L'OLP fonctionne comme un véritable gouvernement dont les quatre millions et demi de citoyens sont répartis sur plusieurs pays. Les Palestiniens paient ainsi des impôts (dans le Golfe persique, 5 % du salaire net ou 3,5 % du brut sont prélevés, soit directement par les entreprises, soit par

les gouvernements) ; les réfugiés se battent comme (ou pire qu') une armée régulière.

A la tête de l'OLP, trois organes : le Conseil national palestinien, véritable parlement ; le comité exécutif, sorte de gouvernement et, enfin, le Conseil central qui traite des problèmes urgents.

A travers le monde, la centrale palestinienne a su créer tout un réseau d'ambassades, de syndicats, d'associations professionnelles ou culturelles, une presse, etc. Mais sa force réside surtout dans les camps palestiniens où sa branche militaire (ALP), forte de quelque 30 000 hommes, trouve un écho certain auprès de tous les réfugiés.

Dans ces camps, les clivages recouvrent les différentes appartenances communautaires ainsi que les oppositions au sein de l'OLP. C'est pourquoi, si sur les questions fondamentales l'OLP agit comme un seul homme (Arafat en l'occurrence), au niveau diplomatique on entend sans cesse plusieurs sons de cloches.

La nouvelle diaspora

Après la dernière guerre du Liban, les soldats palestiniens expulsés ont ainsi été répartis en fonction de leurs options politi-

ques : 700 en Tunisie, 3 00 en Syrie, 1 000 en Irak, 1 000 en Jordanie et autant au Sud-Yémen.

Damas reste le siège officiel de l'OLP, mais c'est Tunis qui joue aujourd'hui le rôle de capitale.

Et entre Hani-el-Hassan, conseiller d'Arafat qui déclare : « L'avenir de l'OLP sera placé sous le signe de la clandestinité et du travail intensif dans les territoires occupés par Israël » et le leader palestinien qui pratique la diplomatie ouverte, on retrouve à nouveau les clivages qui séparent la bourgeoisie qui constitue l'OLP.

Un point semble acquis toutefois. Au nom de la démocratie, Arafat a annoncé la tenue d'un Congrès de la population palestinienne qui se tiendrait juste avant la session du Conseil national palestinien prévu pour novembre 82.

En effet, peut-être faut-il le souligner, les circonstances ont fait que jamais la population palestinienne n'a été consultée. Jusqu'à maintenant, l'OLP a toutefois bien senti d'où venait le vent. En sera-t-il toujours ainsi ? Le fonctionnement préfigure peut-être assez bien ce que sera un Etat où l'OLP serait au pouvoir.

GUERRE

DES PALESTINIENS SOUS L'OCCUPATION



La police israélienne en action contre les Arabes de Galilée.

LES Palestiniens de l'intérieur ce sont 850 000 personnes en Cisjordanie, 450 000 à Gaza auxquels il convient d'ajouter 115 000 à Jérusalem-Est et 550 800 Arabes d'Israël dans ses frontières de 47.

Si le Parti Travailleiste approuve aujourd'hui le plan Reagan, n'oublions jamais que c'est sous son règne que fut approuvé, en 68, le "plan Allon" d'annexion d'une partie de la Cisjordanie ; en 73, le "document Galili" d'intensification de la colonisation. Et si c'est sous Begin que fut votée l'annexion de Jérusalem-Est, sur proposition d'un député du parti fasciste Tehiya, le parti de Shimon Perez vota pour, lui aussi. Il est vrai toutefois que face à la politique du Likoud, les travailleistes font plutôt figure d'apprentis !

Coloniser à marches forcées

LE "plan de peuplement 77-81" prévoyait 31 nouvelles colonies. Ce plan quinquennal de l'Agence juive pour 81-85 précise, pour sa part : 58 colonies rurales existantes ou en cours de création en 81 et 80 nouvelles d'ici 85 ; 10 colonies urbaines existantes ou en création en 81 et 2 nouvelles pour 85.

AVANT que l'OLP et les pays arabes n'approuvent la "solution jordanienne", c'est en Cisjordanie et à Gaza que l'on pensait créer l'Etat palestinien. Et c'est précisément pour en empêcher la création qu'Israël s'est attaqué à ces territoires.

Après la restitution du Sinaï, l'annexion du Golan et de Jérusalem-Est, où en est-on en Cisjordanie et à Gaza ?

Pour l'ex-ministre de l'agriculture Sharon, il s'agissait de mener à bien une politique du fait accompli afin d'empêcher coûte que coûte la création d'un futur Etat palestinien. Il permit donc les colonisations "sauvages" du bloc de la Foi (extrême-droite) et lui offrit, en 79, 1 % du budget de l'Etat pour multiplier ses initiatives.

L'expropriation des Palestiniens fut rapidement menée : intimidation des réticents à la vente ; fermeture de leurs terrains pour des "raisons de sécurité" avant de les céder aux colons ; déversement de défoliants sur leurs cultures comme en 72 au village d'Akraba ou en 80 dans quatre villages proches d'Hébron.

Les autres, ceux qu'on ne voulait pas encore exproprier, on les asphyxiait lente-

ment. Les agriculteurs palestiniens n'ont plus aucun droit d'accès aux puits depuis 67 ; le service israélien des eaux "Mekorot" a creusé 30 puits à usage exclusif des colons. Tant et si bien qu'aujourd'hui, seuls 4 % des terres cultivées par des non-juifs sont irriguées. A en croire la récente mesure prise en septembre dernier, c'était encore trop de terres irriguées puisque dorénavant Mekorot va contrôler tout le système d'adduction d'eau de Cisjordanie !

Etrangler l'autre économie

SI les Israéliens ont tout loisir d'ouvrir des entreprises en territoires occupés et d'y vivre en permanence, les Palestiniens qui travaillent en Israël n'ont par contre pas le

droit de passer une seule nuit sur leur lieu de travail. Ce sont donc 74 000 travailleurs réguliers et de 10 à 20 000 "irréguliers" qui franchissent quotidiennement les limites des territoires occupés pour aller en Israël où 47 % sont employés dans le bâtiment, 21 % dans l'industrie et 14 % dans l'agriculture, sans la moindre couverture sociale et pour un salaire de moitié inférieur à celui des travailleurs juifs.

L'économie de ces territoires est étouffée. Outre ce détournement de la main d'œuvre, les échanges commerciaux sont révélateurs. En 68, les 60 % des exportations des territoires occupés allaient en Jordanie et 40 % en Israël. Les proportions sont aujourd'hui inversées. Encore faut-il préciser que, hormis des produits agricoles fortement contingentés, rien d'autre ne peut entrer en Israël. Par contre l'Etat sioniste fournit 90 % des importations...

Ecraser toute résistance

TROIS étapes ont marqué la lutte des Palestiniens de ces territoires. De 67 à 73, ce fut la résistance passive avec, de temps à autre, grèves et manifestations, sauf à Gaza où une véritable résistance armée fut écrasée par Sharon. De 73 à 76, on assista à un soutien de plus en plus ouvert à l'OLP. Le succès aux élections municipales de 76 d'une majorité de maires proches de l'OLP en témoigne. Depuis 76, habitants et maires s'opposent ouvertement aux autorités militaires israéliennes puis à l'administration "civile" mise en place en novembre 81. Craignant un succès encore plus important de l'OLP, Begin devait interdire les élections municipales de 80.

Le refus des municipalités de collaborer avec l'administration dite civile a servi de prétexte à la destitution de huit des neuf principaux maires de Cisjordanie entre mars et juillet 82 ; la dissolution des conseils municipaux et leur remplacement par des fonctionnaires israéliens. Parallèlement, on déclarait hors-la-loi le "Comité d'Orientation Nationale" créé en octobre 78 et rattaché à l'OLP. Cette organisation, soutenue par les principaux maires destitués, passait pour trop radicale, le Fath y étant minoritaire au profit de l'aile gauche de l'OLP.

La destitution de maires modérés, jordaniens, comme celui de Gaza, confirme que pour Begin le seul interlocuteur valable ce sont les "ligues de villages", au nombre de six à ce jour. Créée de toute pièce, armée et entraînée par Israël, cette sorte d'OAS est responsable de provocations aux côtés de colons, notamment ceux du Bloc de la Foi, dont le chef de file déclarait : « Ces émeutes (de février-mai 82 ayant fait 15 morts et 200 blessés palestiniens) prouvant que Juifs et Arabes ne sont pas capables de cohabiter, entraîneront l'expulsion de tous les Arabes. »

Les Palestiniens dépendent des Tribunaux militaires alors que les 25 000 colons sont, eux, soumis aux Tribunaux civils. Toute une législation régleme les moindres faits et gestes des Palestiniens : un article 110 obligeant à justifier tous ses déplacements ; article 112 autorisant le gouvernement militaire à déporter toute personne à l'étranger et à lui interdire le retour ; un article 119 donnant droit à confisquer ou détruire les bâtiments abritant des "terroristes". C'est ainsi que, selon les chiffres officiels, 2164 maisons ont été dynamitées, en "oubliant" parfois de les faire évacuer avant...

Si les colons menacent, paraissent et pro-

voquent, c'est l'armée qui réprime. On a vu des professeurs de l'université palestinienne de Bir-Zeit arrêtés « parce qu'ils n'avaient pas empêché leurs étudiants de lancer des pierres sur des véhicules israéliens » (sic !). Un autre jour, on obligeait les habitants du camp palestinien de Nour-Chams à construire un grand mur autour du camp pour « donner une leçon aux enfants qui jettent des pierres sur les véhicules circulant aux abords du camp. »

On ne compte plus le nombre de fermetures de l'université de Bir-Zeit (comme en 80 pour empêcher la tenue d'une semaine de culture palestinienne) ou les associations dissoutes. La presse palestinienne, paraissant à Jérusalem-Est, est périodiquement censurée et, souvent, interdite d'accès en Cisjordanie.

Enfin, il y a une liste de 1 500 titres de livres interdits dans les territoires occupés !

Telle est l'"autonomie" dont Begin rêve pour la Cisjordanie dont les habitants sont toujours ressortissants jordaniens. Une conception de l'autonomie que Reagan et les pays arabes ne partagent pas, eux qui voudraient voir se créer une confédération jordanopalestinienne. Elle aurait l'intérêt d'empêcher toute indépendance et de contrôler des habitants trop à gauche.

Les Palestiniens de l'intérieur seront les plus grands perdants de la "solution jordannienne". Mais celle-ci permettra cependant, espérons-le, de faire voler en éclat l'unité des peuples palestinien et israélien et révélera au grand jour les vrais conflits : ceux de classes !



LES LIBERTAIRES ONT DE CES MYTHES... !

Parmi les mythes qui ont longtemps hanté, et hantent encore, le mouvement libertaire, celui des kibboutz israéliens figure en bonne place au palmarès, particulièrement chez les militants espagnols de l'exil qui ont voulu y voir une variante des collectivités libertaires d'Aragon ou d'ailleurs de 1936-39...

Certes, les premiers kibboutz qui firent leur apparition dans les années 20 adoptèrent, au début, des règles de fonctionnement qui pouvaient séduire : démocratie directe, assemblées souveraines, vie communautaire et libre éducation des enfants, abolition de la monnaie... Mais le mouvement des kibboutz allait suivre une évolution qui mérite le détour. En effet, très rapidement, ils se regroupèrent en fédérations liées à tel ou tel parti ou organisation ; puis vint le temps de leur intégration dans l'énorme machine bureaucratique syndicale des travaillistes, dans les années 50. On allait mettre en pratique la cogestion tant et tant encensée et bénéficier des bonnes grâces de l'Etat fraîchement créé. En outre, certains voulaient même y voir la concrétisation de leur idée de "rédemption du peuple juif par le

travail..." de la terre, dans le cas qui nous préoccupe !

Parallèlement, et suivant en cela l'évolution de l'Etat d'Israël, les kibboutz devaient perdre leur spécificité agricole pour s'industrialiser, rationaliser leur production. Si leur développement numérique fut prodigieux (18 en 1922 pour 1200 pionniers, 205 en 49 pour 60 610 personnes), leur fonction sociale est de plus en plus marginale (2,6 % de la population aujourd'hui contre 6 % en 48), leur rôle économique a subi des modifications de taille : les 300 usines qui en dépendent rivalisent dans la production alimentaire, électronique ou métallurgique. Quant aux 12 000 personnes qu'ils emploient aujourd'hui, un bon tiers ne sont que des salariés essentiellement arabes ou juifs sépharades sans statut de membre... Adieu au mythe égalitaire !

Autre volet que l'histoire aurait voulu nous faire oublier : leur rôle politico-militaire. De par les emplacements choisis ou assignés, les kibboutz servirent aussi à façonner et protéger les frontières de l'Etat. Déjà, sous le mandat britannique, ils servaient de caches d'armes et de bases de repli aux commandos terroristes sionistes. Un passé que l'Etat sut également utiliser à l'heure des conflits : ces "communautés agricoles" ont fourni les premiers soldats et officiers des unités d'élite de l'armée et, à partir des années 70, elles permirent de quadriller efficacement le territoire...

Que pouvait-il bien y avoir de "libertaire" là-dedans ? Allez donc savoir ! Décidément, le mouvement libertaire se crée de ces mythes !

ARGUMENTS

PAROLES

IL COURT, IL COURT LE GRAFFITI !



L court, il court le graffiti. Impossible d'échapper à son emprise sur toute forme de dérive citadine. D'Altamira à la Défense, en passant par Pompéi et les toilettes de la Bibliothèque nationale, l'homme a toujours eu besoin de jouer avec les mots autant qu'avec les objets. Graver des mots d'amour sur le cœur végétal d'un arbre est un acte millénaire, sûrement aussi vieux que le mot amour lui-même.

« Ces mots fatals écrits avec du feu sur des murs noirs », comme les définit Victor Hugo, nous parlent des conflits quotidiens de l'homme ordinaire, celui qui ne laisse pas de traces. Le graffiti est, par excellence, le livre d'histoire des gens sans histoire.

DANS les dérives de la vie et de la vue, il est des choses que nous rencontrons : amis, amours, scènes ou paysages. Pour les autres ce n'était rien ; pour soi-même ce fut un instant intensément particulier. Le quotidien est fait de ces petites choses banales mais indicibles qui sont le tissu de notre réalité intérieure. Mais, comment communiquer l'incomparable ? Comment dire la particularité irréductible de l'instant et des formes, dans un espace urbain fonctionnant comme un langage normatif excluant toute velléité d'expression individuelle ?

Si l'espace urbain se caractérise par son polycentrisme, rompant ainsi avec l'unité de lieu propre à la société rurale, et qu'il est prêt à intégrer toute hétérotopie, tout lieu autre, il exclue toute utopie, tout ce qui n'a pas de lieu institutionnel, mais qui n'en est pas moins réel pour cela.

Même si l'on assiste à une colonisation de l'espace urbain par la marchandise, et par son corollaire, l'image publicitaire, même si cette marchandise devenue spectacle vise à transformer les individus en spectacle les uns par rapport aux autres, il n'en est pas moins vrai que la rue est également le lieu privilégié de la révolte, le lieu où le cri et le désir, devenus parole, peuvent s'écrire, s'inscrire, sur les murs pour essayer d'échapper aux institutions.

L'homme a toujours eu besoin de ces débordements institutionnels pour essayer d'exorciser ses angoisses existentielles, et cela, de l'empreinte de mains dans une grotte aux injonctions écrites sur les murs d'un cachot (si prisées par A. France, Hugo, Stendhal ou Byron), des inscriptions paillardes de Restif de la Bretonne (1) sur les murs de l'île St-Louis où il habitait, aux tags (2) démesurés

du métro newyorkais. Le besoin de crier bien fort sa propre existence est une constante face à la société et à la mort.

Les circonstances de cette lutte incessante vont façonner le type de manifestation scripturale. Ainsi le fourmillement social du Front Populaire et de la Résistance, vont donner aux graffiti, par le biais de la propagande politique, une tournure militante. Le raz-de-marée de faucilles et marteaux, de fleurs de lys et de croix gammées, va balayer momentanément les vulves et autres figures ithyphalliques dans l'imagerie de nos chères vespasiennes de jadis (3). « Laval au poteau, Pétain au dodo, De Gaulle à bientôt »...

A bientôt, voilà la chienlit... Il faut attendre Mai 68 pour voir apparaître, dans le sillage situationniste, un renouveau dans l'univers du graffiti. A travers le concassage des conventions et la cristallisation d'idées nouvelles,



un cri de vérité jaillit sur le monde. Non concerté, non codé comme par surcroît. « *Soyez réalistes, demandez l'impossible* »... (4). Si l'imagination se veut au pouvoir, le graffiti n'a pas encore accédé à la sphère du désir, étant par trop ancré dans le royaume des mots d'ordre.

Dans la perspective d'une vie passionnante...

C'E n'est que dans la société post-moderne de l'après-68 qu'avec le bouleversement du privé et du public, de ce qui organise le "nous" et le "je", que la communication de masse mise en place par les graffiti va s'affirmer comme média à part entière. Le mur va devenir le lieu privilégié de l'expression individuelle. Au moment où on nous annonce la disparition de l'écrit par l'arrivée massive d'une engeance télématique, le graffiti se multiplie. L'immense peuple de auteurs de graffiti, silhouettes nocturnes et discrètes, jouit de se fondre dans les délices de l'anonymat pour mieux affirmer son individualité, sa désertion de la ville-fiction, son refus de toute normalisation.

C'est l'âge d'or du détournement. Celui-ci ne date pas d'aujourd'hui. Ainsi, sous l'Occupation, la croix de Lorraine vint s'enchâsser dans les jambages du V de la victoire allemande, pour devenir symbole de résistance. Mais le détournement atteindra son climax avec la profusion des panneaux d'affichage.

Entre le graffiteur et le publicitaire, ces deux assoiffés de communication, va s'établir un rapport circulaire qui suractive la propagation du processus, les uns utilisant sans vergogne les armes des autres.

Le paroxysme de cette symbiose éclatera dans l'art sociologique. En Allemagne, où en 1982 la location pour 10 jours d'un panneau publicitaire coûte moins de 200 F, Viktoria Schäfer ou Manfred Spies utilisent le support publicitaire comme lieu de détournement du discours institutionnel (5).

Dans les mégapoles comme New-York, les années 70 voient les graffiti envahir les murs du Bronx ou du Lower East Side. Des adolescents, à la peau foncée et à l'allure qui trahit la récente immigration, surtout hispanique, cherchent à sortir de l'anonymat, à être autre chose, quelqu'un d'unique parmi des millions. Plus je signe mon nom, plus je suis connu, plus j'existe. Des noms comme Julio 204, Taki 183 ou Fab 5 Freddy, sont devenus célèbres. Dino Nod se spécialisera dans l'*everlasting tag* (l'étiquette éternelle) plaçant son nom dans des endroits où il serait dangereux ou dispendieux de venir l'effacer (6).

La fièvre gagnera très vite le métro. Cet intestin géant du corps urbain newyorkais deviendra le médium de ces messages anonymes adressés à ses 3,5 millions de passagers quotidiens. Ces mots sont avant tout des *signes d'appartenance à un clan, des codes particuliers et secrets, cryptiques et, dans ce sens, argotiques, seulement intelligibles par*

les initiés (7). Les futuristes italiens qui cherchaient à rendre le sens de la vision en mouvement pâlaient d'envie devant ces rames peinturlurées en volutes de toutes les couleurs.

Laisse béton

EN même temps, dans la vieille Europe, on réagit également contre l'horizon bétonné. Harald Naegeli, le "Zürcher Sprayer", se révolte contre la transformation des vieux quartiers. Il décide de s'attaquer à la monotonie de nos villes et à la froideur de leurs matériaux, non pas par une réponse verbale, mais par le médium correspondant à l'effet visuel des bâtiments. Il va bomber sur le béton des images à la Klee se faufilant dans cet environnement déshumanisé et le mettant, par cette seule présence, en question. Malgré les nombreux procès que lui valent ses "attentats" au Spray, il poursuit son chemin revendicatif dans les quartiers rénovés des principales villes européennes (8).

Ces atteintes au discours urbain voient réagir l'institution par un double jeu. Les municipalités consacrent un budget de plus en plus important pour effacer cette affirmation, par effraction, de l'individualité au sein de la vie sociale (9). D'autre part, l'intelligentsia cherche à offrir aux graffiteurs un statut artistique, émuissant ainsi la révolte qui concourt à leur production. L'avidité à s'élever dans la hiérarchie des beaux-arts, à se débar-





bouiller de sa spontanéité roturière, afin d'atteindre la dignité de "mode d'expression artistique" est un risque de mort pour le développement du graffiti, car ce n'est pas en exposant dans une galerie de luxe des images racoleuses et vulgaires qu'on fera de leur auteur un artiste.

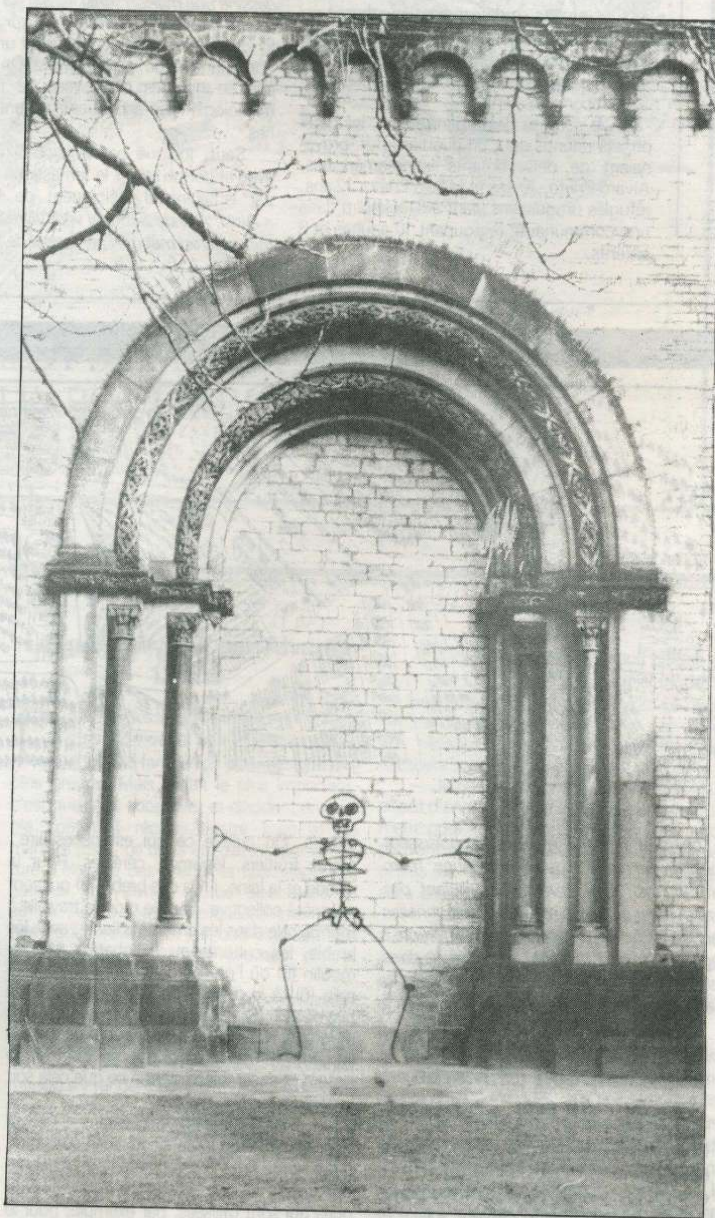
L'expression "sauvage" sur les murs de nos villes doit échapper à toute normalisation, elle doit se définir par une perpétuelle remise en cause de sa propre définition. Un art non encore embaumé, ouvert sur la vie, et qui n'a pas fini de conquérir son propre territoire.

Xavier VADILLO-AURTENETXE

- (1) Recueillies dans son ouvrage posthume, *Mes Inscriptions*.
- (2) Le tag (un nom + un chiffre) est la signature du graffiteur newyorkais. Ce pseudo qu'il écrira partout, le singularise en même temps qu'il le fait appartenir à une bande. Le numéro est souvent celui du block où il habite.
- (3) Sur ce sujet voir Ernest Ernest : *Sexe et graffiti*, éd. Alain Moreau, Paris, 1979.
- (4) G. Grindard et J.-P. Imbach : *French graffiti*, éd. du Guépard, Paris, 1981.
- (5) Horst Schmidt-Brümmer : *Wandmalerei zwischen Reklamekunst, Phantasie und Protest*, éd. Dumont, Cologne, 1982.
- (6) E. Abel et B. Buckley : *The handwriting on the wall*, Green Press, 1977.
- (7) Alfonso Sastre : *Lumpen, marginación y jerga*, éd. Anagrama, Barcelona, 1980.
- (8) In *ARENA Stadtzeitung* n° 74, Vienne, 20 novembre 1981.
- (9) Ainsi la ville de New-York a consacré en 1982 un budget de 22 millions de dollars pour effacer les vieux graffiti, chiffre bien supérieur au budget d'aide sociale de la même ville.

REPÈRES

- **un spray** : Marabu, 39 coloris avec des subtils bronze, or, et cuivre. La gamme Krylon avec ses 102 coloris électriques, donne un brouillard trop fin.
- **des photos** : Norman Mailer *Graffiti de New-York*, Paris, éd. du Chêne, 1975.
- **un film** : *Wild Style* de Charlie Ahearn (USA, 1981).
- **une revue** : *Aérosol*, av. Wielemans Ceuppens, 50a, 1190 Bruxelles.
- **un catalogue** : *Graffiti et société*, BPI, Centre Georges-Pompidou, 1981.
- **une thèse** : Ange Léandri, thèse de sociologie, Université de Toulouse-le-Mirail.



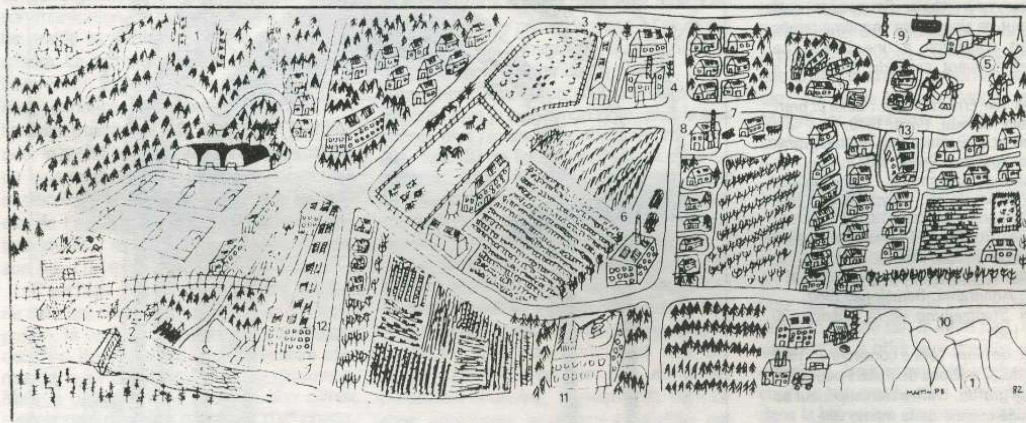
La pauvreté des riches

A la surprise des organisateurs, les deux projets retenus pour un quartier futur, provenaient de deux enfants latino-américains, Alvaro Prieto, 10 ans et Martin Prieto, 12 ans, réfugiés uruguayens vian à Stockholm dans une communauté regroupant 10 adultes et 3 enfants.

Sauf, lorsque par évasion, ils rompent avec la norme et par le fantastique (mais pas par l'imaginaire) s'éloignent de la réalité. « Ainsi, Ase de Sköndal veut vivre sur un terrain avec un magasin personnel de friandises,

(Entretien publié dans "ST" le 21.05.82)

— On n'a presque pas besoin d'acheter



— Il y a des transports collectifs pour aller dans les autres quartiers : un train suspendu à droite (9). Il n'y a pas d'autos qui dégagent des gaz, mais seulement des autos électriques qui sont utilisées, par exemple, pour le transport depuis les mines (10). L'air est pur parce qu'il n'y a pas de gaz nocifs et les gens

FRAMTID KVARTER

är varit allra bäst. Hela
familjen på det som alla
äger tillsammans och
att fundera på hur man
framtiden ska komma
Va sa i hela världen. Hela
familjen som alla

31

tidningen 21

Leno
treland
deries
triadis,
deries



5



11-11-82

KIOSQUE

L'IMAGINAIRE SUBVERSIF

Après les colloques sur "les nouveaux patrons" et sur "l'autogestion", le Centre Pinelli de Milan s'est penché en 1981 sur l'utopie. Les résultats sont publiés aujourd'hui par les Editions Noir.

Difficile de rendre compte d'un recueil de textes composites explorant les rivages et l'imaginaire libertaire avec la volonté exprimée de mieux saisir ainsi la réalité et ses limites, ouvrant de la sorte en faveur de l'élargissement du champ des possibles.

Entreprise subversive s'il en est, car le comportement social de l'homme étant essentiellement culturel, et non instinctif ou génétique, le dépassement de l'horizon du réel ne peut qu'enrichir la liberté individuelle.

"Un atlas qui n'inclus pas l'utopie ne mérite pas un regard" disait Wilde. Les différents intervenants vont s'attacher à confronter l'utopie et nos pratiques quotidiennes, le non-dit et le désir de révolution, la rime et la Raison.

Analysant l'Utopie, structurée comme un territoire fermé et dernier avatar didactique de la Raison, à travers l'œuvre de Platon, More, Fourier, etc. Fernando Aguirre et O. Alberola démontrent son caractère idéologique qui, sous couvert d'Égalité et de Justice, nous fait glisser dans le champ de l'Ordre et de la Discipline. Au règne de la Raison, ce champ clos, ils opposent le terrain vague, le cri de Rimbaud : "Nous massacrerons les révoltes logiques."

Eduardo Colombo, tant à travers l'analyse des mouvements millénaristes et leurs rapports avec les mouvements sociaux, qu'à partir des textes de Restif de la Bretonne, du curé Meslier ou Déjacques, tente de saisir le rôle de transformation de la réalité de la fonction utopique. S'il constate que quand la passion utopique prend le chemin collectif elle devient action, il ne manque pas de signaler le danger totalitaire d'une interprétation qui voudrait mettre fin à l'histoire. Pour acquérir sa dimension libertaire, l'utopie doit se débarrasser de sa prétention à banaliser l'avenir.

Dans ce même sens abondent Murray Bookchin, Abensour ou Stephen Schecter. Ronald Creagh, avec le récit des communautés libertaires aux USA, montre enfin la dimension présente de l'utopie. Négation de ce qui est et affirmation de ce qui, n'étant pas, peut devenir, l'utopie est le désir qui s'épuise dans l'instant, le temps de l'action, de notre vie en acte.

X.V.A.

• "L'imaginaire subversif, interrogations sur l'utopie", éd. Noir, Case postale 167, 1211 Genève 4.

"L'ECOLE EMANCIPEE"

Revue à la fois syndicaliste et pédagogique, "L'Ecole Emancipée" affiche, dès l'origine une tendance libertaire très nette : elle compte dans ses rangs des anarchistes connus, apporte son soutien aux écoles fondées par Francisco Ferrer et Sébastien Faure, surtout, elle s'inscrit dans le courant syndicaliste révolutionnaire et préconise une contre-éducation, une "émancipation" de l'école et de ses méthodes. Bien plus qu'une simple histoire des premières années de l'hebdomadaire (1910-1914), l'ouvrage de Thierry Flammant souligne les thèmes mis en avant (lutte contre les manuels chauvins et respect des cultures régionales, internationalisme et pacifisme, féminisme et luttes ouvrières...), évoque les militants et leurs pratiques, et se livre, au fond, à une véritable étude du milieu enseignant, de son évolution et de ses luttes, au tournant du siècle. Passionnant.

M.A.

Thierry FLAMMANT, "L'Ecole Emancipée, une contre-culture de la belle époque", Editions Les Monédières (Le Loubanel, 19260 Treignac). 109 F, port gratuit.

"PEUPLES NOIRS"

Au-delà des discours et des belles déclarations d'intention, la politique menée par le gouvernement socialiste en Afrique francophone ressemble à s'y méprendre à celle de ses prédécesseurs. Sommaire riche et varié, articles argumentés la revue "Peuples noirs, peuples africains" consacre en partie son numéro 27 à dénoncer ce néo-impérialisme se parant désormais d'un discours généreux. Rédigée par des opposants africains et dirigée par Mongo Betti, cette publication de qualité souligne notamment en quoi, faute de changements radicaux, l'économie française "ne trouve de fait son équilibre que grâce à son néo-empire africain".

"Peuples noirs, peuples africains" 3, rue de l'Arche Popincourt 75011 PARIS (35 F le numéro, 160 F l'abonnement)

POLYNESIE

Déchet de l'empire colonial, territoire dit "d'outre-mer" situé à 18 000 km de la France, la Polynésie française ne se réduit pas au paradis vanté par les dépliant touristiques : Peuple dépossédé de son identité, absence de code du travail, justice de type colonial, omniprésence de l'armée et économie entièrement dépendante de ce Centre d'Expérimentation du Pacifique où sont essayées, au mépris des populations, les bombes nucléaires, la situation est dramatique. La brochure réalisée par "Alerte Atomique" a l'indiscutable mérite de présenter, de façon claire et synthétique, cette autre Polynésie cachée derrière "le rideau de fleurs".

"Polynésie... 18 000 km, le scandale" N° 79/80 d'"Alerte Atomique" 12 F, disponible auprès du M.D.P.L., BP 2135 34026 Montpellier.

L'école émancipée



GROS PLAN SUR LA ROUMANIE

Le dernier numéro de la revue "Alternative" est consacré à la Roumanie sous le thème "Pourquoi Mitterrand n'est pas allé en Roumanie". Dans ce dossier, beaucoup de petits textes intéressants. Ils soulignent le marasme économique existant dans ce pays ainsi que les tentatives des "dissidents" (ouvriers du Syndicat Libre ou intellectuels). Pour tous, la lutte de Solidarité reste l'espoir essentiel.

"L'Alternative", n° 18, 1 place Paul Painlevé, 75005 Paris.



LA GUERRE DANS LES LIVRES

La passivité quasi-générale tient-elle davantage au sentiment d'impuissance qu'à l'inconscience du danger ? Telle est, du moins, la conclusion de l'enquête menée par Jacques Fremontier auprès de 69 personnes pour la plupart "analphabètes de l'atome". Souvenirs, illusions, angoisses et phantasmes se mêlant, au fil des entretiens, dans cette évocation de la troisième guerre mondiale qu'ils sont conviés à imaginer. De lecture plaisante, cette juxtaposition de discours fort dissemblables donne lieu à un patchwork que n'améliore guère l'interprétation par trop psychologisante de l'auteur. Loin des savantes analyses des stratèges et autres technocrates de la mort planifiée, "Pied de guerre" a cependant le mérite de cerner les sentiments qui président à la résignation du plus grand nombre.

Se voulant "un cri d'alarme et de désespoir, un appel aussi", le livre d'Odette Thibault analyse le phénomène guerre, dresse un tableau des dangers actuels et, chiffres à l'appui, dénonce. "Non à la guerre... disent-elles" est un ouvrage de synthèse en même temps qu'un outil pratique où abondent références bibliographiques et listes d'adresses utiles. Fort onéreux pour une compilation de ce genre, mêlant sans cesse l'accumulation de faits et des considérations personnelles parfois contestables - soute-

nant que les femmes sont "prédisposées à la paix", l'auteur préconise par exemple l'instauration d'un service civil généralisé et plus largement, propose de "changer l'armée". Le livre eût gagner en crédibilité et, par suite, en efficacité, à embrasser un sujet défini avec plus de précision : malgré le titre, seul le septième et dernier chapitre est consacré aux femmes dans le pacifisme.

Hiroshima, Nagasaki, deux villes marquées à jamais par le feu nucléaire, deux villes dont les survivants disent leurs frayeurs, racontent l'explosion atomique et ses atroces effets, évoquent la lente détérioration de leurs proches mourant dans d'affreuses souffrances. Corps carbonisés, corps infirmes, corps inexorablement marqués par les radiations : les souvenirs de ceux qui ont survécu sont véritablement accablants. Dire l'horreur, c'est un peu contribuer à éviter sa sinistre répétition, le recueil "Plus jamais" devrait logiquement être envoyé à tous les contribuables : autant que ceux qui financent le terrorisme nucléaire sachent à quelles fins sont destinés leurs deniers.

M.A.

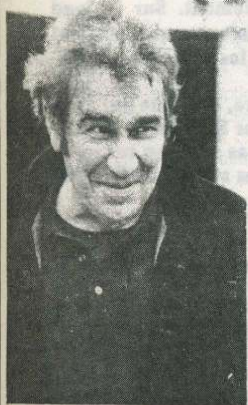
• Jacques FREMONTIER, "Pied de Guerre", Ed. Fayard, 79 F.
• Odette THIBAUT, "Non à la guerre... disent-elles", Ed. Chronique Sociale, 76 F.
• Collectif, "Plus jamais", Ed. Flammarion, 50 F.



ULSTER : "Y A-T'IL UNE VIE AVANT LA MORT ?"

Réaliser un film avec des adolescents catholiques et protestants, c'est le parti tenu par Armand Gatti et son équipe dans un Derry chauffé à blanc par l'annonce de la mort de Bobby Sands. Ce projet n'a pu aboutir que par l'existence d'un lieu insolite : "Le Workshop" (l'Atelier). Cette "Ecole libertaire", fondée par Paddy Doherty à la suite des marches pour les Droits civiques des années 70, s'est donné pour but d'accueillir des jeunes chômeurs, de les initier à quelques métiers, mais surtout de leur faire retrouver un langage assassiné par la colonisation britannique. Le document, publié aux Editions Tribu, nous révèle le pourquoi et le comment de cette expérience. "Quand la mort devient évidente, la seule solution qui se pose est celle de la vie". C.A.

"Nous étions tous des noms d'arbres", commandes à Serge Pey, Centre d'Animation Culturelle de l'UTM, 109 bis, rue Vauquelin, 31062 Toulouse Cédex.



EN VRAC

Nous avons également reçu les ouvrages suivants :

— Jean Chesneaux : "Jules Verne, une lecture politique" (Maspéro, Fondations). « Peut-on aller au-delà de la rassurante façade bourgeoise derrière laquelle Jules Verne aimait s'abriter ? Cultivait-il secrètement un moi non conformiste, sinon progressiste, comme certains l'ont pensé ? ».

— "Pékin, un procès peut en cacher un autre" (Bourgeois, Bibliothèque asiatique). Les minutes du procès de Jiang Qing, la veuve de Mao. Traduit et présenté par Horace Hatamen.

— Plantu : "Les cours du caoutchouc sont trop élastiques". (Maspéro). Dans ce recueil, Plantu a rassemblé des dessins inédits et d'autres déjà parus sous le thème du Tiers Monde en Noir et Blanc.

— Malatesta : "Rivoluzione e lotta quotidiana". (Ed. Antistato, Milan). Ecrits choisis par Gino Cerrito.

PROVO, LA TORNADE BLANCHE

Bien à l'abri derrière son masque de petit mickey, Frémion serait-il en passe de devenir l'historien de la révolte libertaire ? Après "Les orgasmes de l'histoire" (Voir Agora n°6, voilà que l'Epistolier nous jette en pâture les images insoutenables de cette bonne vieille Amsterdam ravagée par une tornade blanche. Car, si grises sont les brumes de la mer du Nord, comme l'est également la puritaine bourgeoisie amsterdamaise, les provos dans ces années 1965-67, se sont mis en tête de tout colorier en blanc : les moyens de transport, les maisons, la vie... Mais, si Provo a choisi l'agitation, le désordre apparent, il a également tenté de penser l'alternative. Les plans blancs "cheminées" ou "vélos" étaient les premiers balbutiements du mouvement écologique, comme les plans "maisons blanches" l'étaient d'une réflexion sur l'urbanisme par les habitants eux-mêmes. L'humour, proche de ce qui sera le mouvement "PANI-QUE" ou les happenings, l'invention verbale, le jaillissement de l'imaginaire, susciteront la sympathie immédiate d'une frange importante de la population. Au détour des pages et des événements, on rencontrera ainsi l'écrivain Harri Mulisch, l'architecte Aldo Van Eyck, le dessinateur Willem ou encore Constant Nieuwenhuis, peintre et urbaniste, tête pensante de COBRA et un des fondateurs de l'Internationale Situationniste. Les Provos, ont pendant deux éphémères années, pris leur pied en remuant la Hollande. Leurs idées ont fait leur chemin dans des millions de têtes. D'autres vagues d'énergie libertaire déferleront sur nos villes. Les mauvais jours finiront (cf. aussi "Les Mauvais jours finiront", par Théophraste Epistolier - Y. Frémion — éd. du Citron Hallucinogène, 1980). Si je vous dis, pour finir, que le livre se lit comme un roman (policier, bien sûr !) et que (c'est un comble !) il est gratuit, vous n'aurez plus qu'à vous précipiter pour le commander.

X. V.-A.

• Yves Frémion, "Provo, la tornade blanche", Cahiers JEB, Direction Générale de la Jeunesse et des Loisirs, Ministère de la Culture Française, Galerie Ravenstein 78, 1000 Bruxelles.

ENFANCE ET TRAVAIL

Travail éprouvant et fort peu rétribué, journées interminables, sous-alimentation et sur-exploitation, les conditions de vie faites, en France, aux enfants des milieux populaires, furent longtemps lamentables. Misère et monotonie allant de pair, on a parfois, à la lecture d'"Enfants trouvés, enfants ouvriers", une impression de répétition. Riche iconographie, textes d'époque (XVII - XIX^e), chiffres et nombreux exemples précis, la synthèse réalisée par un rédacteur du périodique "Gavroche" (l'ex "Peuple français") n'en est pas moins digne d'intérêt et terriblement accusatrice.

M.A.

Jean SANDRIN, "Enfants trouvés, enfants ouvriers", Aubier/Floral, 50 F.

DICTIONNAIRE DE LA DISSIDENCE

L'"Histoire de la dissidence" de Chiama et Soulet, n'est pas en réalité une "histoire", mais plutôt une anthologie, un dictionnaire. A ce titre, c'est un ouvrage utile où l'on trouve toutes les grèves, tous les groupes d'oppositions, petits et grands, qui ont existé à l'Est depuis la mort de Staline. Mais au-delà de cet aspect, ne cherchons pas autre chose : point d'analyse, point de tentative d'explication un peu fine. Les auteurs ont semble-t-il, succombé à ce fâcheux penchant de certains universitaires qui consiste à ne pas se "mouiller". Les sources sont donc toutes "sérieuses". Feijto, Le Monde... Celles qui sentent le soufre ont été bannies : pas de référence aux Editions Spartacus ou à Castoriadis par exemple. Or pendant des années, ce sont surtout eux qui ont parlé des pays de l'Est. Par contre, on cite sans réticence tous les textes de la dissidence et de Carrère d'Encausse. Dans ce type de travail, le choix des sources ne peut être involontaire. Mais si cette auto-censure amenait, tout de même, à quelques prises de position, ou d'analyse, le problème ne serait pas grave. Or, ici, en l'occurrence, au filtrage des sources s'ajoute une absence presque totale de réflexion sur les faits de la dissidence. C'est dommage, je pensais que Braudel



avait donné le "la" de la nouvelle histoire. Nos deux auteurs ne font peut-être pas parti de l'orchestre. En résumé, un ouvrage de référence fort utile. Sans plus. Mais ce n'est déjà pas si mal.

V.M.

• J. CHIAMA, J.-F. SOULET : "Histoire de la dissidence : oppositions et révoltes en URSS et dans les démocraties populaires de la mort de Staline à nos jours (Seuil).

"LE CACHOT" RÉÉDITÉ

L'incarcération de Denis Langlois avait, en 1966, mis pour la première fois à nu le scandale du délai de forclusion impartit aux objecteurs, la publication de son témoignage allait, sans doute possible, marquer nombre de réfractaires antimilitaristes. Réédité 15 ans plus tard, "Le Cachot" n'a en rien perdu de sa force et de son actualité.

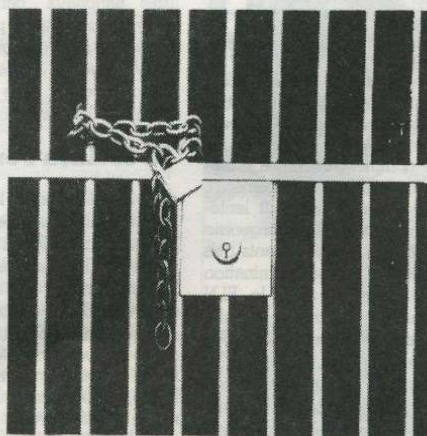
Pas de visites et de courrier, ni meubles, ni livres, ni papier, une lampe allumée toute la nuit avec, pour seule compagnie celle des rats, la description du cachot, cette prison dans la prison où le détenu Langlois fut isolé 45 jours durant, est véritablement accablante. Terrible dénonciation d'un univers carcéral visant à la destruction des personnalités par une "privation sensorielle" avant la lettre, le récit, où se mêlent réflexions, souvenirs et portraits, révèle une profonde tendresse, un sens de l'humain et une soif de liberté incontestables.

Sous le témoin percevait l'écrivain,

au justiciable victime de la juridiction militaire allait succéder le praticien du droit épris de justice. 15 ans plus tard, Denis Langlois n'a rien renié de ses premiers engagements. Avocat mais ne plaidant plus que rarement — "j'ai vite compris que cela ne servait pas à grand chose" — auteur de nombreux ouvrages dont onze ont à ce jour paru, l'insoumis politique dont les motivations tranchaient sur celles de la majorité des objecteurs a depuis lors mis ses connaissances de juriste et ses talents d'écrivain au service des victimes de l'oppression. En ces temps où le renoncement s'affiche volontiers rose, Denis Langlois persiste et signe : les pages qui, en postface, clôturent le livre, comptent parmi les plus belles qui aient jamais été écrites sur l'insoumission.

M.A.

Densi Langlois, "Le Cachot", Ed. Maspéro, collect. Cahiers Libres, 39 F.



22-25 AVRIL 1961



LE PUTSCH D'ALGER

FINALEMENT adoptée sans vote, ou plus précisément malgré le vote des députés socialistes et communistes, la loi visant à faire bénéficier les officiers généraux qui commandaient le putsch d'Alger d'une reconstruction de carrière n'a pas de grandes conséquences pratiques : l'amnistie pénale et disciplinaire est depuis longtemps intervenue ; CHALLE et ZELLER morts, les 8 généraux concernés sont aujourd'hui des vieillards âgés de 71 et 85 ans.

L'acte de "réconciliation nationale" imposé par le gouvernement n'en a pas moins une importance symbolique considérable : sur la forme d'abord, puisque le souci électoraliste l'ayant emporté, l'exécutif a usé d'un artifice constitutionnel pour contraindre sa propre majorité parlementaire au silence et, ce faisant au reniement. Sur le fond ensuite, car tirer un trait sur les agissements de ceux qui s'étaient emparé d'Alger, c'est en quelque sorte réhabiliter les insurgés et légitimer leurs forfaits.

Ce qu'il y a de plus scandaleux dans cette affaire, c'est que nul ne se soit avisé de contester la décision faisant bénéficier 800 autres militaires des mêmes mesures. Les généraux n'étaient pas seuls en cause, la discipline et l'obéissance ne sauraient masquer les responsabilités : le putsch fut le fait de toute une partie de l'armée.

AVRIL 1961 : cela fait 7 ans que l'armée française est engagée en Algérie dans une guerre qui ne veut pas dire son nom. 7 ans de quadrillage, de ratissages, d'arrestations et de tortures, 7 ans que les militaires sévissent contre un peuple luttant pour son indépendance. Incompétence et démission des politiciens, apathie de la majorité de la population, des officiers considèrent de plus en plus cette guerre comme "leur" guerre. Car c'est l'armée qui a reçu les pleins pouvoirs durant la bataille d'Alger, l'armée qui, par le coup de force du 13 mai 1958, a porté au pouvoir le général de Gaulle, une armée de 500 000 hommes auxquels les gouvernements successifs ont, depuis le 1^{er} novembre 1954, confié la sale besogne de réprimer par tous les moyens.

Elu pour faire la paix, le socialiste Guy Mollet avait massivement envoyé le contingent en Afrique du Nord. Issu d'une émeute des partisans de l'Algérie française, le régime gaulliste commençait, lui, à entreprendre une politique de désengagement : en métropole, la population sortait lentement de sa léthargie quand la bourgeoisie voyait désormais plus d'inconvénients que d'avantages à perpétuer sa domination coloniale. Les pourparlers avec le FLN étaient annoncés et, le 11 avril, De Gaulle évoquait, dans une conférence de presse, la possibilité d'un Etat algérien souverain.

La crise de l'armée atteignait alors son point culminant. Se considérant comme trompés par celui qui leur devait le pouvoir,

nombre de militaires étaient désormais prêts à imposer malgré, et de fait contre, l'avis du gouvernement, la politique qu'on leur avait fait mener pendant des années. Préparée depuis plusieurs mois, la conspiration prend corps. Fidélité à la parole donnée, volonté de préserver le prestige des valeurs de la société occidentale et chrétienne, souci de l'avenir des 200 000 Algériens impliqués à leurs côtés et désir de *barrier la route au communisme*, les motivations des conjurés sont diverses. Leur but : « s'emparer du pouvoir à Alger, poursuivre la guerre à outrance et offrir une Algérie pacifiée à la France » (1). Ils ont reçu l'appui de personnalités des milieux socialistes "nationaux", centristes et giscardiens se sont assurés, sur le plan diplomatique, de l'aide « du Portugal, de l'Amérique du Sud, de l'Afrique du Sud et peut-être d'Israël » (2), ont trouvé leurs chefs au plus haut niveau de la hiérarchie.

La sédition s'empare d'Alger

SAMEDI 22 avril 1961 : la ville blanche s'éveille aux accents de la Marche des Africains, la voix de Maurice Challe retentit sur les ondes de "Radio V", devenue "Radio-France" : « Je suis à Alger avec les généraux Zeller et Jouhaud, et en liaison avec le général Salan, pour tenir notre serment de garder l'Algérie pour que nos morts ne soient pas morts pour rien » (3). Radio, aérodrome, quartier général, bâtiments publics : venus du camp de Zeralda dans la nuit, les 2000 légionnaires du 1^{er}

Régiment Etranger de Parachutistes occupent tous les points stratégiques depuis trois heures du matin. Retardé de 24 heures au tout dernier moment, le putsch a réussi sans guère de coups de feu, ne faisant qu'un seul mort, Pierre Brillant, abattu alors qu'il tentait de défendre l'émetteur. Les "hommes-léopards" sont partout, l'enthousiasme déferle sur les quartiers européens tandis que des groupes de l'OAS paracent, armés, pillent le commissariat, libèrent leurs amis activistes et s'installent à l'hôtel de ville.

En métropole, c'est la stupeur. Informées de la conspiration, les autorités n'y avaient pas cru quand, pour sa part, le ministre des armées avait affirmé, il y a à peine une semaine, qu'« il était alors exclu que l'armée sorte de la discipline » (4). Les réactions ne tardent guère cependant : les uns après les autres, syndicats et partis politiques dénoncent la révolte des généraux "félons" et en appellent à la vigilance. CGT, CFTC, FEN et UNEF décident certes d'un arrêt de travail d'une heure pour le lundi 17 h mais les mesures envisagées paraissent dérisoires eu égard à la menace de coup d'Etat. Victime de ses origines, le régime gaulliste réagit sans précipitation mais fermement : l'état d'urgence est proclamé, Roger Frey étouffe dans l'œuf le complot parisien tandis que Jacques Foccart s'emploie à doubler les services officiels dont se méfie l'entourage du président. Les militaires stationnés en métropole ont beau être consignés dans leurs casernes, incertain demeure leur comporte-



ment en cas de débarquement de l'armée d'Algérie. Mais est-ce vraiment l'armée d'Algérie qui s'est soulevée ?

L'attentisme prudent

PENDU au téléphone, Challe va de déception en déception. Alger et Oran sont aux mains des rebelles mais rien ne bouge en Kabylie où des officiers devaient s'emparer du commandement. La marine ne se rallie pas, l'aviation non plus, à l'exception de son commandant en chef, nullement suivi par sa hiérarchie et ses troupes.

Des officiers tergiversent, d'autres se font porter malades, les défections sont fréquentes et bon nombre de ralliements escomptés ne se produisent pas. Rares sont, il est vrai, ceux qui osent, tels les généraux Ailleret et Fourquet, s'opposer ouvertement à l'aventure des factieux. Mais s'il n'y a pas vraiment opposition, il n'y a pas non plus d'engagements massifs : soucieuse de ne pas compromettre sa carrière, la hiérarchie joue l'expectative.

Légionnaires, parachutistes, commandos, les régiments d'élite sont le fer de lance de la rébellion. Mais ni les militaires de carrière ni les baroudeurs ne se montrent, dans leur majorité, favorables au putsch : 3^e RPIMA, l'ancien régiment de Bigeard, refuse de marcher avec les rebelles, quand seul des onze régiments parachutistes stationnés dans le Constantinois, le 1^{er} RCP a fait mouvement sur Alger. En définitive, « en dehors des régiments qui dès le déclenchement se sont franchement mouillés (le 18^e, le 14^e RCP, les commandos de Robin, le 1^{er} REP et quelques unités éparses), personne ne s'est engagé à fond. Ni dans un sens ni dans un autre » (5). L'attentisme prudent domine. Demeure « le poids de l'obéissance, du conformisme (...). C'est lui qui brisera le putsch » (6).

Les transistors

DIMANCHE 23 avril, 20 heures : De Gaulle apparaît, en tenue de général de brigade, sur les écrans de télévision : « Un pouvoir insurrectionnel s'est établi en Algérie par un pronunciamiento militaire (...). Ce pouvoir a une appa-

rence : un quartieron de généraux en retraite. Il a une réalité : un groupe d'officiers partisans ambitieux et fanatiques. » Le ton est ferme, déterminé. « (...) J'ordonne que tous les moyens, je dis tous les moyens soient employés pour barrer partout la route à ces hommes-là, en attendant de les réduire. J'interdis à tout Français, et d'abord à tout soldat, d'exécuter aucun de leurs ordres » (7). Magie du verbe, évocation des mythes gaulliens, le discours a un effet considérable. En France bien sûr, où l'application de l'article 16 de la Constitution — qui confère tous les pouvoirs au chef de l'Etat — vient d'être annoncée ; en Algérie surtout, où réunis autour de leurs transistors, les militaires étaient à l'écoute des radios périphériques. Appelés et cadres, ralliés ou non.

Désormais, c'en est fini des hésitations. Les soldats sont déliés du devoir d'obéissance envers leurs chefs mutinés, la résistance passive est légitimée, l'immobilisme est devenu impossible. Les indécis se font plus rares tandis que Jouhaud et des colonels rebelles, qui sentent bien que la partie est perdue, pressent Challe d'envoyer des troupes sur Paris. Au gouvernement, où le plan *Résurrection* de 1958 est présent dans les esprits, on croit, un moment, à la rumeur annonçant une opération aéroportée en provenance d'Alger. Autant Paris était resté calme le samedi, alors que la menace d'un coup d'Etat planait sur la République, autant les autorités paraissent s'affoler au moment même où la rébellion n'a plus de cartes dans son jeu.

2200 activistes armés et en tenue de para s'étaient rassemblés, dans la nuit du vendredi au samedi, dans les forêts d'Orléans et de Rambouillet, pour marcher sur Paris aux côtés des régiments cantonnés dans ces villes. Les ordres ne venant pas, ils s'étaient pourtant dispersés sous le nez des gendarmes qui les avaient laissé filer. Tout porte à croire que, le dimanche soir, les risques d'invasion sont dramatisés à l'extrême. Peu sûr de ses troupes, le régime, qui redoute l'influence du PC, n'est pas pour autant prêt à s'appuyer sur les forces populaires organisées. Toutes les unités du maintien de l'ordre disponibles ayant été concentrées autour des centres de décision, c'est à la vague résistance de la population

qu'en appelle le Premier ministre.

Il est près de minuit lorsque, d'une voix angoissée, Michel Debré intervient une nouvelle fois sur les ondes : « Dès que les sirènes retentiront, allez-y à pied ou en voiture, convaincre ces soldats trompés de leur lourde erreur. Il faut que le bon sens vienne de l'âme populaire... » (8). Le résultat est immédiat, la capitale va vivre une folle nuit : les standards sont bloqués, des réseaux de la Résistance se reconstituent, des gaullistes organisent des comités de défense qui veillent sur les radios tandis que des volontaires accourent place Beauvau. Roger Frey, Alexandre Sanguinetti, André Malraux, ténors du gaullisme, harangent ceux qui sont venus « sauver la République » : en tout 400 personnes à qui l'on distribue treillis et brodequins mais nullement des armes. Fort heureusement, « ils » ne viendront pas. Cette panique parisienne sera la dernière victoire du *quartieron de généraux*. Pour eux, c'est le début de la débâcle.



La débâcle

AU forum d'Alger, 100 000 personnes acclament, le lundi, les foyeux venus parader au balcon. Mais la situation évolue très rapidement. « De défection en défection, la rébellion, qui se sait vaincue, tente une ultime manœuvre pour gagner le contingent à sa cause. Les généraux décident de ramener le service militaire à 18 mois. Même si un petit flottement se manifeste dans certaines unités à ce moment-là, rien ne peut renverser le courant » (9). La plupart des avions de transport s'envolent, à vide, à la barbe des insurgés, des soldats opposent « leur force d'inertie totale aux ordres reçus » (10). Plus l'éche paraît patent, plus l'opposition se renforce. Même les troupes les plus fidèles à Challe suivent de moins en moins : des sous-officiers quittent leur unité pour rejoindre le parti de la légalité, deux des trois compagnies du 14^e RCP refusent de marcher tandis que la flotte arrive au large de Mers-el-Kébir. En vain Salan et Jouhaud insistent-ils pour que Challe, qui tient depuis l'OAS à l'écart, ait recours aux civils. Des dossiers sont emportés, des papiers brûlés, le bateau sombre et les rats quittent, par groupes, le navire pour se réfugier sous la protection des gendarmes mobiles.

Challe qui, un moment, avait pensé faire d'Alger, puis du seul centre européen



Jouhaud, Salan et Challe en 1961.

de la ville, un dernier bastion, se rend, bientôt suivi par Zeller. Restés avec le "quarteron" jusqu'au tout dernier moment, les légionnaires du 1^{er} REP regagnaient en camion Zeralda. Tard dans la nuit, ils reprenaient en chœur ce refrain d'Edith Piaf : *Non, je ne regrette rien*. L'aventure avait duré 4 jours et 5 nuits.

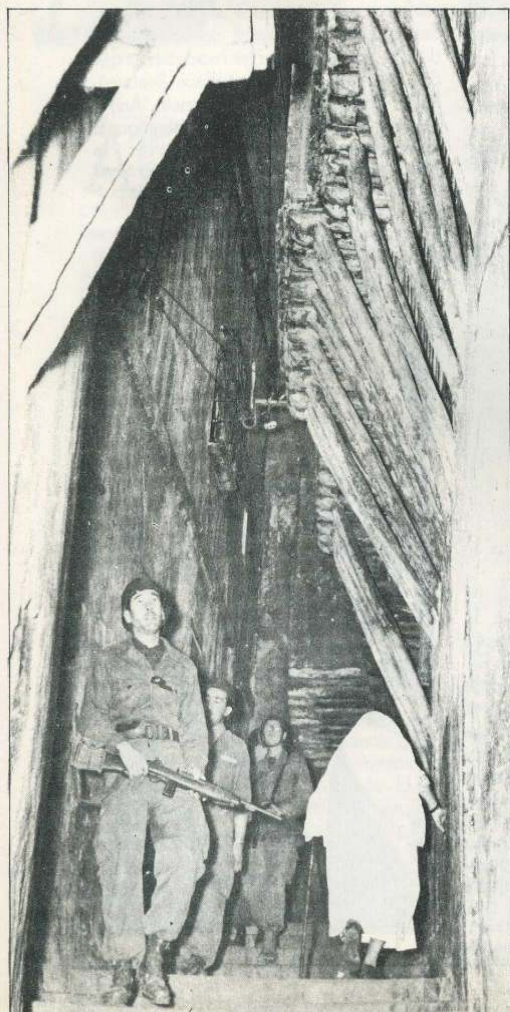
Le 1^{er} REP sera dissous, 250 officiers et quelques centaines d'autres militaires exclus de l'armée. Une armée qui sort de l'épreuve profondément divisée, traumatisée. Salan et Jouhaud, qui passent à la clandestinité, prennent la tête de l'OAS. Responsables de nombre d'attentats et d'assassinats, ils seront tous les deux arrêtés en 1962, condamnés puis amnistiés et libérés à peine six ans plus tard. Il est des "générosi-

tés" dont les réfractaires aimeraient sans nul doute bénéficier.

Michel AUVRAY

Notes :

- 1) Bernard DROZ et Evelynne LEVER, *Histoire de la guerre d'Algérie*, Seuil, 1982, p. 301.
- 2) Id., p. 302.
- 3) Yves COURRIERE, *Les feux du désespoir*, Livre de Poche, p. 343.
- 4) Bernard DROZ, op. cit., p. 305.
- 5) Yves COURRIERE, op. cit., p. 386.
- 6) Jean PLANCHAIS, *Une histoire politique de l'armée (1940-1967)*, Seuil, 1967, p. 354.
- 7) Bernard DROZ, op. cit., p. 309/310.
- 8) Yves COURRIERE, op. cit., p. 394.
- 9) Jean-Pierre VITTORI, *Nous, les appelés d'Algérie*, Stock, 1977, p. 211.
- 10) Id., p. 203.



LE CONTINGENT ET LE PUTSCH

NULLEMENT négligeable, l'opposition que le contingent opposa au putsch est pourtant loin d'avoir joué le rôle que d'aucuns lui attribuent. Nul doute que des officiers hostiles aux factieux aient été acclamés par leurs troupes, que des listes de signataires affirmant leur fidélité à la République aient circulé, qu'un drapeau rouge ait été hissé sur la base de Blida et même que des soldats aient, tels ceux du 14^e bataillon de chasseurs, enfermé leurs officiers dans leurs bureaux. Nul doute également que la mauvaise volonté manifeste dont firent preuve, surtout après le discours de De Gaulle, bien des appelés ait pu gêner communications et moyens de transport tombés aux mains des rebelles. Les soldats en avaient assez de la guerre, assez de l'armée, assez de 28 mois de service. À l'écoute des réactions de la métropole, ils n'ignoraient pas que la victoire des activistes retarderait la fin de la guerre et, par suite, leur retour. Mais il n'y eut guère, à proprement parler, de mouvement de désobéissance ouvert, collectif et organisé.

Il n'y avait pas d'un côté l'armée de métier insurgée et de l'autre le contingent

résistant : d'une part la plupart des militaires de carrière ne se rallièrent pas, d'autre part les régiments d'élite insurgés étaient en grande partie composés d'appelés. Très marqués par le respect hiérarchique et/ou le dressage à la discipline, les militaires — professionnels et issus du recrutement forcé — apparurent avant tout comme porteurs d'une immense force d'inertie et ce fut cet attentisme qui fut déterminant dans l'échec du complot.

Mythifié, le rôle du contingent rendit de multiples services : à l'extrême-droite, d'abord, qui rejeta la cause de son insuccès sur les "soldats-électeurs" ; à la gauche, ensuite, qui crut y trouver le moyen de justifier sa criminelle passivité et sa décision d'envoyer le contingent en Afrique du Nord ; aux officiers partisans de l'Algérie Française, enfin, qui, se sentant coupables de n'avoir pas aidé la rébellion, purent soulager leur conscience à bon compte sur le dos de ces soldats étrangers à leur caste. Les responsabilités occultées, le militarisme fut le grand bénéficiaire de l'opération : l'armée, qui aurait dû être complètement discréditée au sortir de la guerre, se masqua sans difficulté derrière les "braves petits gars du contingent" : ceux-là même qui lui avaient permis de tenir, des années durant, l'Algérie sous sa botte.

NOIR C'EST NOIR

RAPPORTS ET COURRIER

Laurent Schwartz a coordonné la rédaction d'un rapport officiel traçant le bilan de la politique menée jusqu'alors en matière d'Enseignement, de Recherche et de Technologie. Bertrand Schwartz, son homonyme, a quant à lui rédigé un rapport de même nature sur "l'insertion professionnelle et sociale des jeunes". Le premier numéro (nouvelle série) du *Courrier de l'éducation libertaire* est consacré à l'analyse de ces deux textes commandités par les services gouvernementaux et, plus précisément, aux chapitres relatifs, d'une part à l'enseignement, d'autre part au rôle du service national dans le "processus d'insertion" des jeunes.

Devenir de l'université, militarisme et symbiose armée/éducation, l'étude de ces travaux nous renseigne utilement sur les orientations et les intentions du nouveau pouvoir en matière de contrôle social et d'embranchement.

Édité par le syndicat Santé-Social-Education de Lille de la Confédération Nationale du Travail, "Le courrier de l'éducation libertaire" est disponible au 23 bis, rue de Fontenoy, 59000 Lille.

ANTIMILITARISME

L'an dernier, le COT a conçu un diaporama en fondus enchaînés : "Fini l'amour". C'est un outil qui permet d'introduire un débat sur la militarisation de la société et les différentes formes de résistance à cette forme particulière d'oppression. Ce diaporama n'est volontairement pas exhaustif. Rythmé, de courte durée, il évoque la militarisation hors des casernes à partir des ordonnances de 59, son influence dans le milieu de l'enfance, de la mode et celui de la recherche scientifique. Prix de location : 100 F + frais d'envoi. Achat : 500 F + frais d'envoi. Durée : 10 mn. Pour tout contact : téléphoner les mercredis de 15 à 19 h au (16.63) 38.39.55. ou écrire au COT, BP 229, 81002 Albi Cédex.

BOYCOTT PRUD'HOMMES

Le 8 décembre, les travailleurs seront appelés à voter pour les Prud'hommes. Seule organisation syndicale à appeler au boycott de ces élections, la C.N.T. a développé une campagne d'explication de ces propositions à travers affiches, autocollants, meetings et un numéro spécial de l'hebdomadaire "Espoir". Elle dénonce dans les Prud'hommes, l'illusion d'une justice sociale. On peut les contacter au 3, rue Merly, 31000 Toulouse.

NOIR ET ROUGE

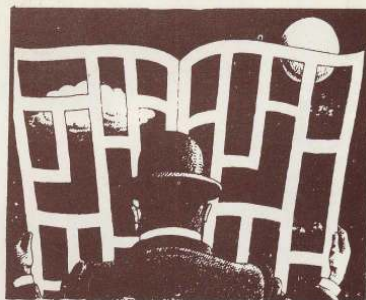
Les Editions Acratie publient une anthologie de la revue "Noir et Rouge". D'avril 1956 à juin 1970, 14 années de mouvement anarchiste vu par 46 numéros d'une revue qui aborda bien des sujets : marxisme, nationalisme, organisation anarchiste, parlementarisme, luttes de libération nationales, etc.

Une position originale dans le mouvement libertaire français : ni synthésiste, ni plate-formiste, mais simplement anarchiste-communiste. De nombreux textes à méditer encore maintenant. Un souci de réflexion et de remise en cause. Ce livre, coédité avec Spartacus, et servi à ses abonnés, sera en vente 65 F dans le commerce. Vous pouvez le commander avec une remise de 25 % sur le prix de vente (port compris) en écrivant à : Acratie, BP 25, 40300 Peyrehorade.

SAVOIR LES TZIGANES

La dernière cuvée d'"IZTOK" (revue libertaire sur les pays de l'Est) est une bonne surprise. Certes, les numéros précédents n'étaient pas inintéressants, mais ce dernier fera date. Plusieurs entretiens (Borissov sur le SMOT, Rubel sur Marx...) sont à lire. Mais je vous recommande surtout le texte d'A. Danciu sur les tziganes en Roumanie. D'abord parce que les tziganes à part les violons, la roulotte et le sort qui leur fut réservé dans les camps nazis, on connaît pas beaucoup en France. Et leur utilisation dans la mise en place du PC roumain, c'est une découverte. Leur assimilation, dans le cadre défini par Staline dans son bréviaire sur les "nationalités", s'est faite tout en maintenant les inégalités sociales. Ce que l'auteur décrit parlant de "cette amplification de l'intégration sociale qui n'a pas annulé les inégalités économiques antérieures". On attend la suite de l'interview avec intérêt.

IZTOK, 26, rue Piat, 75020 Paris.



AVIS DE RECHERCHE

Les insoumis ont investi, après leur sortie de la clandestinité en juin 81, des terrains de lutte qui vont du squat à la contraception masculine, en passant par la création alternative et la lutte anti-judiciaire. L'équipe rédactionnelle d'"Avis de Recherche" a, pour sa part, ouvert un nouveau front de lutte : celui de l'information. Leurs moyens sont diversifiés : dossier, livres, posters, agence de presse, secteur documentation. Si vous voulez en savoir plus sur leurs activités et leurs publications, vous écrivez à : Avis de Recherche BP 53, 75861 Paris Cédex 18.



UNE COORDINATION LIBERTAIRE DU SUD-OUEST

Suite à une réunion à l'initiative de l'Union des Anarchistes, le 17 octobre dernier et les personnes présentes ne se considérant pas comme pleinement représentatives de la mouvance libertaire, une seconde réunion aura lieu le samedi 5 février 83, près de Montauban en vue de créer une coordination régionale du sud-ouest.

Un secrétariat provisoire a été mis en place et se charge de la préparation de cette rencontre. Tous les libertaires de la région, organisés ou inorganisés, sont invités à y participer. Pour de plus amples informations et pour demander le texte-contrat rédigé en octobre, s'adresser à : Dominique Simon "Les Alets" Morlhon - 12200 Villefranche-de-Rouergue

ETUDE SUR LE MOUVEMENT

En vue d'une "Etude sur le mouvement libertaire", je cherche tout document sur le mouvement à Toulouse et dans le Sud-Ouest à partir de 1940. La problématique qui guide ma démarche concerne le mouvement libertaire français mais, de fait, il y a assez souvent interaction avec le ML Espagnol en exil ne serait-ce qu'en raison de la part que celui-ci a prise à un moment donné pour charpenter le mouvement français.

Pour toute proposition de documentation et témoignages, s'adresser à :

Jean-Michel Lebas, 8, rue M. Berger 45000 ORLEANS

EXPO SUR LE MONDE VITICOLE

Le Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Expression Libre (CEREL), a confectionné depuis peu une exposition relative aux événements paysans dans le Midi de la fin du XIX^e siècle à nos jours, d'où son titre : "Cent ans de guerre du vin".

Montée sur 50 panneaux (format 75x85 cm), elle comprend des documents d'archives (photos, tracts, circulaires ministérielles, circulaires des Renseignements Généraux et de la police, surveillance des mouvements syndicaux et politiques...) dont nombre d'inédits, tant il est vrai que les historiens officiels se sont souciés d'occulter le mouvement et la révolte des vignerons, notamment en 1907 !

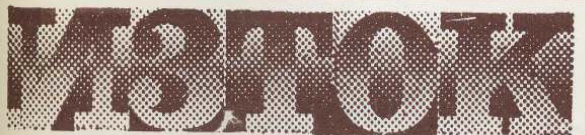
Mieux connaître le monde paysan ses problèmes et son devenir ont été autant de préoccupations à l'origine de la confection de cette exposition disponible en location aux tarifs suivants : 1 semaine : 300F, 2 semaines : 500 F, 1 mois : 700 F (frais de port en sus).

Pour tout complément d'information et pour toute location s'adresser au :

C.E.R.E.L. BP 49 11300 Limoux Cédex

TRANSPORTS GRATUITS

Une vieille histoire que cette gratuité des transports. L'association T.G.V. vient d'éditer un journal qui reproduit les résultats d'une étude menée par ses membres. Son but est d'informer le maximum de personnes sur les incidences socio-économiques de la gratuité des transports collectifs et d'engager une action dans ce sens. On peut se procurer ce journal en écrivant à l'Association T.G.V., 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.



ПЕРИОДИЧНО СПИСАНИЕ
REVUE PERIODIQUE DES PAYS DE L'EST



AGORA



AGORA
parce que frapper de la
plume
c'est encore frapper.
Révoltes
à faire bouger le monde.
AGORA
parce qu'ailleurs c'est
aussi
chez nous, mêmes
visages tendus
et mêmes poings levés.
Salut,
camarade !
AGORA
la liberté grandeur
nature
ça commence tout de
suite.

agora

UN REGARD

LIBERTAIRE

BIENTÔT MENSUEL

AGORA
REVUE LIBERTAIRE
B.P. 1214
31037 TOULOUSE CEDEX

